

Perspectives pour le prolétariat canadien



Texte du groupe Action socialiste

Novembre 1994

(Réédition 2004)

SOMMAIRE

Présentation	4
Notre point de départ	5
La question du prolétariat	6
« Le paysage social... »	9
Le prolétariat canadien	12
Les capitalistes se mettent au travail.....	18
L'appauvrissement, c'est la loi du salariat	20
La « centure rouillée »	25
Les syndicats et la lutte du prolétariat	26
La politique à l'œuvre dans les syndicats au Canada	29
Le Musée des horreurs	31
Et la « gauche syndicale » ?	36
Quand les usines ferment... ..	39
La raison d'être historique des syndicats	41
Questions soulevées par la tactique dans les syndicats	42
Les syndicats aux débuts de l'IC	46
Nos positions pour la relance du combat communiste	51
L'opposition prolétarienne	54

Texte adopté en 1994 par le groupe Action socialiste.
Réédition 2004 par le Parti communiste révolutionnaire (comités d'organisation),
Comptoir Saint-Clément, Casier postal 60556, Montréal (Québec) H1V 3T8
info@pcr-rcpcanada.org • www.pcr-rcpcanada.org

Présentation

Un débat important a eu lieu au sein du groupe Action socialiste pendant une bonne partie de l'année 1994. Le numéro 67 de *SOCIALISME MAINTENANT !* a fait état publiquement de cette situation dans un article intitulé « *Le noyau venu du groupe "Libération" quitte Action Socialiste* ». La démission d'un certain nombre de camarades, qui n'ont pas jugé utile de lutter pour la défense de leur point de vue jusqu'à la tenue d'un congrès pourtant prévu de longue date, préférant plutôt s'esquiver pendant la période estivale, pour malheureuse qu'elle soit, n'est pas de nature à porter préjudice au développement de notre organisation.

En réalité, la plupart de ces ex-camarades avaient entrepris dans le courant de la dernière année, d'approfondir un certain nombre de conceptions et de pratiques politiques pouvant être qualifiées d'économistes, caractérisées par la subordination de l'agitation et la propagande communistes au travail tactique dans les syndicats ; par un désintérêt croissant pour les questions qui n'étaient pas d'ordre syndical, par une espèce de fétichisation du « front uni » avec la gauche syndicale ; par une couverture de la collaboration de classe (leur appui au contrat social d'Expro) ; par un ouvriérisme étroit (« les travailleurs ne s'intéressent pas aux questions internationales ») ; et finalement, par une attrition progressive de leur participation aux tâches de construction d'un parti révolutionnaire (pas de contribution à l'instance dirigeante pour un des ex-camarades qui était plus directement concerné, absentéisme croissant des activités et des débats internes, refus de diffuser le journal, etc.).

Ces ex-camarades, qui se sont précipités d'eux-mêmes dans l'opportunisme de droite par entêtement et par refus de se comporter en marxistes dans le débat et la discussion sur une question concrète, viennent de lancer un journal, *La nouvelle Forge*, et de constituer une organisation, le *Groupe communiste ouvrier* (des références explicites à *La Forge* et au *Parti communiste ouvrier*).

Il faut souhaiter que la révolution leur vienne en aide, car leur marxisme, plus routinier que militant et combatif, leur hantise actuelle du gauchisme (cinq ou six pages de « *La maladie infantile...* » les dispensent de toute analyse concrète d'une situation concrète) ; leur crainte de la démarcation politique porteuse de progrès, vont fort probablement ramener ces ex-camarades dix ans en arrière, à l'époque où le groupe Libération – issu de l'ex-Parti

communiste ouvrier – était pour le moins hésitant, ne sachant pas s'il devait aller dans le sens d'une illusoire « *union des forces de gauche* » ou relancer le combat pour le communisme au Canada.

Malgré ce recul d'une minorité, nous considérons que notre responsabilité demeure de pousser dans le sens d'une *plus grande clarification des enjeux, des conditions et des moyens de la lutte pour le socialisme au Canada*. Nous sommes d'avis que nous remplissons ce devoir, que nous allons dans le sens de plus de clarté, de plus de précision et de plus de vérité dans cette lutte – même si la plus grande partie du chemin est encore devant nous – en avançant comme nous le faisons dans ce débat et en défendant les positions conséquentes du marxisme-léninisme et de la révolution prolétarienne au Canada.

Une minorité recule, et comme il se doit, cherche à se disculper en caractérisant la position de la majorité de « *définitivement gauchiste et sectaire* ». Mais souvent, la lutte réelle est plus révélatrice, dramatiquement plus révélatrice, que les prétentions des uns-es et des autres.

De quelle manière est-elle plus révélatrice ? Arrêtons-nous un petit instant sur la situation qu'a vécue un groupe de travailleurs et de travailleuses, à Valleyfield près de Montréal. Pendant plusieurs mois, des membres de notre organisation ont contesté la critique de l'orientation collaboratrice adoptée par le syndicat de l'usine d'Expro, critique que nous avons formulée dans un éditorial de *SOCIALISME MAINTENANT !*

Cette orientation, qui a pris la forme comme on le sait d'un « contrat social » et d'une participation des travailleurs-ses au capital de la compagnie, était fermement défendue par Marc Laviolette, militant identifié à la « gauche » dans la CSN, un ancien membre du Parti communiste ouvrier, et éventuel vice-président de la centrale.

Selon certains de nos ex-camarades, il aurait fallu limiter la critique à la « *haute direction* » de la CSN, en l'occurrence à Gérald Larose, même si à tout prendre, ce dernier avait joué un rôle secondaire dans le tournant adopté par le syndicat d'Expro. Nous aurions dû « ménager » le syndicat local, pour des considérations tactiques d'une part, mais aussi, chose plus importante et significative, parce que, du moins selon ce que soutenaient fermement nos camarades, l'exécutif du syndicat n'aurait pas eu d'autre choix que d'accepter les concessions et le contrat social.

En vérité, ce qui comptait alors c'était semble-t-il de ne pas égratigner le dénommé Marc Laviolette, lequel, tout en prônant activement un nouveau syndicalisme de participation et de consensus, demeurait miraculeusement porte-étendard de la « gauche » dans la centrale.

Pendant tout ce temps où il aurait fallu préserver par d'infimes précautions l'intégrité de l'étiquette « de gauche » de Marc Laviolette et de l'exécutif syndical chez Expro, la situation financière de la compagnie continuait à s'embrumer à vive allure, malgré les concessions et l'achat du tiers de l'entreprise par les travailleurs et les travailleuses.

Le syndicat-propriétaire (de gauche !) alla jusqu'à proposer aux travailleurs et aux travailleuses un plan de restructuration (de gauche !) prévoyant le licenciement (de gauche !) de 150 employés-es.

En assemblée générale le 28 août, les travailleurs-ses ont largement battu le plan syndical de licenciement. Beaucoup de travailleurs, en colère, dénoncèrent ce que leur demandait l'exécutif : « *On ne se mettra pas à pied entre nous !* » « *On s'est fait avoir !* » « *La compagnie, le gouvernement, le syndicat sont liés* ». La base du syndicat n'avait que faire de l'étiquette « de gauche » accolée à leur exécutif et à son mentor, Marc Laviolette.

Ce dernier écrivait pourtant en mars 1994 : « *De locataires, nous sommes devenus propriétaires de notre travail. Toute notre démarche a été guidée par un objectif suprême : le maintien de la qualité et du volume de l'emploi.* »¹ C'est tout sauf le maintien du volume de l'emploi qui fut, à la première occasion venue, proposé aux travailleurs-ses. Le plan de restructuration et les 150 licenciements étaient une proposition de vendus. Les ouvriers l'ont jetée aux ordures. Peu après, la direction de la compagnie décidait quand même, à l'unanimité, de procéder aux 150 licenciements. Rien ne va plus au sein du syndicat-propriétaire.

Ce qui est dramatique, et le mot n'est pas exagéré, c'est qu'entre l'adoption du contrat social et l'assemblée du 28 août, les travailleurs-ses ont été littéralement abandonnés, laissés sans perspectives, soit-disant parce qu'il n'existait pas d'autre choix que les concessions et la co-gestion. Rien n'est plus favorable au désarroi, au défaitisme, à la division même, qu'une telle situation.

¹ *Pro Emploi*, n° 1, mars 1994.

Des situations comme celles-là, où les travailleurs-ses sont littéralement maintenu paralyssés-es par les politiques syndicales de collaboration de classes, il y en plus qu'il n'en faut. De petits « lieutenants » ouvriers nouent trop souvent le bâillon qui musèle et étouffe le prolétariat. Faut-il lutter avec eux ou contre eux ?

Action socialiste veut jeter les bases pour une relance du combat communiste au sein du prolétariat canadien. Nous considérons que le document qui suit, rédigé à l'origine comme un document interne, pourra être utile pour servir à clarifier les enjeux, les conditions et les moyens de la lutte pour le socialisme au Canada, en particulier au sein

des masses prolétariennes, à l'étape où nous en sommes de ralliement de l'avant-garde aux idées du communisme et à la nécessité de constituer au Canada un nouveau parti communiste révolutionnaire.

Notre point de départ

Dans le processus de construction d'un nouveau parti communiste au Canada, nous sommes confrontés-es constamment au spontanéisme et à l'opportunisme de droite, qui depuis plusieurs années ont pris la forme d'une liquidation politique du travail prolétarien – du travail communiste proprement dit – par la gauche « sans parti » dans les syndicats et dans le mouvement populaire.

L'aspect principal de l'opportunisme de droite présentement, qui s'explique en grande partie par l'adhésion de très larges secteurs de cette gauche à la thèse bourgeoise de l'éclatement *définitif* du prolétariat, est l'abandon de la tâche de construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde au sein de la classe ouvrière et son remplacement (...quand il y a remplacement !) par une activité plus ou moins conséquente de radicalisation du mouvement spontané (revendicatif) des masses (et en l'occurrence des « mouvements sociaux »).

Cela dit, nous mettons tout de suite un genou à terre, nous reconnaissons d'entrée de jeu que le spontanéisme est le plus fort, si nous pensons pouvoir l'affronter, en nous pliant nous-même, comme organisation, au plus puissant des spontanéismes, le trade-unionisme ou syndicalisme. L'orientation qui fut un temps proposée au sein de notre organisation par une minorité, et formulée sous la forme de « *priorité au mouvement syndical* » n'était absolument pas une application de la tâche de construire profondément au sein de la classe ouvrière un nouveau parti communiste au Canada, qui est rappelons-le, la tâche fondatrice du groupe Action socialiste. Cette orientation ne fournissait aucune arme, aucun moyen pratique pour relever les défis posés au travail communiste à l'époque actuelle.

Au contraire, pendant les mois de discussion interne, des camarades, en voulant approfondir cette orientation (moins de démarcation, plus d'unité) ont montré que la tactique de la « *priorité au mouvement syndical* » recelait un danger important d'économisme, voire même dans

certaines circonstances, le danger d'attribuer à l'agitation et à la propagande communistes un caractère subordonné par rapport au travail tactique dans les syndicats.

C'est une erreur importante de considérer, comme par définition, que les forces qui formeront le futur parti communiste au Canada se retrouvent actuellement dans les syndicats, plus particulièrement encore, dans les couches militantes et électives des syndicats. C'est une manière figée et dogmatique de concevoir la lutte pour la création du parti.

Pour démontrer ce qui est erroné dans ce point de vue, il faut nécessairement revenir sur un bon nombre de questions théoriques et politiques importantes, et savoir appliquer par ailleurs sur ces questions un principe de grande valeur défendu par les maoïstes : « *sans enquête, pas de droit à la parole !* ». Et comme une « question simple » cache souvent des questions compliquées, il faut pouvoir faire porter l'enquête, dans la mesure du possible, sur la situation actuelle du prolétariat canadien, sur les syndicats au Canada, et sur la ligne de collaboration de classes dans le mouvement syndical.

D'autre part, comme aucune tactique ne peut tenir lieu de ligne politique, il était nécessaire (et ce le sera encore longtemps) d'étendre également cette conception de l'enquête (ou, comme Lénine en parlait dans *Que Faire ?*, « *analyser et contrôler soi-même l'expérience des autres* ») à la tactique marxiste-léniniste à l'égard des syndicats, plutôt que de bâcler une addition rapide de quelques citations, en pensant qu'on vient de ficeler une démonstration du tonnerre.



Notre point de départ doit être le suivant : le prolétariat canadien peut changer radicalement la face de ce pays (comme il changera la face du monde) s'il conquiert le pouvoir réel sur la société et entreprend la transition vers le communisme.

Nous reconnaissons qu'il est de la toute première importance pour les communistes du Canada de faire souvent, longuement et patiemment la démonstration du contenu de cette affirmation. L'éducation au communisme, la propagande révolutionnaire et la ligne politique du futur parti doivent trancher dans le vif : la voie de la révolution prolétarienne n'est pas et ne peut être réduite, ni absorbée, par la ligne spontanéiste et économiste qui est largement dominante dans les milieux de la « gauche » ouvrière et populaire.

Karl Marx le premier a reconnu que ce n'était pas une grande découverte de sa part que de parler de lutte de classes dans l'histoire, ni d'étudier les sociétés successives sous l'angle des contradictions entre les classes sociales et des chocs puissants (les luttes diverses, les révolutions et contre-

révolutions) qui résultent de ces contradictions. Ce que les marxistes ont introduit d'inédit à ce chapitre c'est bien une compréhension claire (quoi que peuvent en penser tous les anti-marxistes) de ce que l'aboutissement nécessaire de cette lutte à l'époque du capitalisme réside dans la dictature du prolétariat, cette porte ouverte sur l'abolition de l'exploitation et l'abolition des classes elles-mêmes.

D'une certaine manière, nous disons que la révolution communiste doit être la moins aveugle des révolutions, en ce sens qu'elle doit avancer, patiemment, à travers le développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat, vers l'accomplissement d'une œuvre dans l'histoire, d'un objectif à atteindre, d'un monde à gagner, toutes choses qui ne sont pas immédiatement rassasiées par le renversement de la classe des capitalistes et l'instauration d'un pouvoir ouvrier. La révolution prolétarienne s'est donnée un objectif exigeant.

Le léninisme et le maoïsme, à travers l'expérience des révolutions russe et chinoise, et en particulier avec les enseignements de la révolution culturelle en Chine, ont très clairement tranché dans le sens suivant : *c'est l'objectif du communisme et l'espoir prolétarien d'un monde à gagner qui sont garants de la vitalité et de la force de la révolution, et au coeur de celle-ci, du parti communiste.*

Dans le passé, des révolutions bourgeoises, commencées dans l'enthousiasme et dans une certaine générosité historique, éclairées en principe par les « lumières », par le rationalisme, par les nécessités du progrès, ont fini par se satisfaire de forts piètres résultats, eu égard aux discours politiques et philosophiques qu'elles portaient. Les révolutions bourgeoises ont réintroduit et réorganisé différemment la noirceur et la barbarie.

Il ne pourra en être de même avec la révolution communiste. Celle-ci doit nécessairement garder un cap assuré sur son objectif émancipateur, et sur l'intégralité de celui-ci, si elle ne veut pas être défaite en cours de route. C'est donc l'objectif du communisme, avec tout ce que cela comporte, qui permet d'être ferme et de se tenir droit dans la sinuosité des étapes qui y conduisent. C'est cet objectif du communisme qui donne par le fait même toute son importance à la dictature du prolétariat dans la période de transition.

Ceux et celles qui font des phrases et des phrases sur la lutte des classes, sur la liberté, sur l'émancipation, voire même de temps en temps sur le communisme, mais qui se réservent frileusement quand il s'agit de dictature du prolétariat, ne peuvent

prétendre vouloir se porter à la tête d'une révolution communiste prolétarienne. Leur véritable horizon en est plutôt un constitué d'irruptions anti-capitalistes, spontanées, courageuses, mais fatalement inabouties. Inabouties, parce que voulant échapper à la nécessité de la dictature du prolétariat, seul régime par lequel les masses exploitées et opprimées peuvent garder le contrôle dans la transition au communisme ; inabouties aussi, parce que voulant échapper au prolétariat lui-même, comme classe

La question du prolétariat

Depuis plusieurs années, Action socialiste a mis de l'avant des idées importantes sur la question du prolétariat et de la révolution au Canada. Ces idées étaient encore imparfaites et/ou incomplètes, mais elles nous plaçaient d'ores et déjà sur le terrain de la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien. Beaucoup de choses toutefois devaient encore être clarifiées. Notre groupe a participé à plusieurs luttes et est intervenu dans différents syndicats, milieux ou organisations. Mais peut-on dire pour autant que nous avons eu toujours une démarche assurée et précise ? Pas vraiment.

Quand le danger s'est présenté dans notre organisation de céder, comme dit Lénine « au mouvement spontané qui va dans le sens du moindre effort »² – ce que proposaient ni plus ni moins ceux qui publient maintenant *La nouvelle Forge* – il devint évident que la volonté de certains de donner « la priorité au mouvement syndical », s'appuyait justement sur cette imprécision et sur ce manque d'assurance et de clarté dans la ligne politique. C'est en misant sur cette imprécision – i.e. la loi du moindre effort en politique – que ces camarades pensaient pouvoir faire passer leur tournant économiste et syndicaliste. N'y étant pas parvenus au sein d'Action socialiste, ils ont quitté et entrepris de nicher au creux même de l'imprécision la création d'un groupe opportuniste.

Cet enlignement va dans le sens contraire de la construction d'une stratégie de conquête, d'une stratégie révolutionnaire pour le prolétariat au Canada, qui implique nécessairement avant toute chose, avant toute autre clarification, que les communistes s'adressent et se tournent vers le prolétariat réel, qu'ils et elles aillent porter la perspective révolutionnaire profondément au sein du prolétariat, et ne

révolutionnaire. Là réside toute la difficulté et l'impossibilité pour une organisation comme Mobilisation à se concevoir réellement comme organisation prolétarienne révolutionnaire.

Ce n'est pas un fait du hasard si les courants les plus flous et les plus indéterminés sur la question du prolétariat sont aussi les plus fuyants quant à la révolution et au communisme. Quand on n'est pas sûr de qui fera la révolution, on ne peut être assuré de la révolution elle-même.

se limitent pas à la cantonner aux marges ou en superficie.

Un peu plus loin dans ce texte, nous tenterons de démontrer que la tactique principale que nous avons héritée de l'Internationale communiste – en particulier de ses premières années – c'est justement celle-là, aller aux masses, porter le communisme dans les profondeurs de la classe ouvrière. Cette tactique s'inscrit historiquement dans la lutte du courant prolétarien révolutionnaire (communiste) contre l'opportunisme social-démocrate et contre le réformisme et le social-chauvinisme. C'est une tactique générale qui est plus complexe, et en même temps offre plus de possibilités que la dite « priorité au travail syndical ». C'est un exemple d'une tactique complexe, répondant à la conception marxiste du prolétariat sous le capitalisme.

Il y a quelques temps, nous avons contesté à juste titre certaines positions élaborées dans la revue *Mobilisation*³. Un éditorial (signé) de cette revue concluait que la classe ouvrière (i.e. le prolétariat producteur de plus-value) dans un pays comme le Canada avait perdu toute position stratégique dans la lutte des classes du fait de son attrition par la crise du capitalisme, et ajoutait qu'un nouveau prolétariat composé des sans-emploi et des exclus permanents-es se formait progressivement en classe distincte, séparée.

Nous avons fait la critique de cette position dans *SOCIALISME MAINTENANT* !⁴ Un article du numéro suivant de la même revue *Mobilisation* apportait également une critique juste, précise et efficace de ce point de vue.⁵

² Lénine, *Que Faire ?*, tome 5, p.393.

³ *Mobilisation*, n° 3, été 1993.

⁴ *SOCIALISME MAINTENANT* !, n° 58.

⁵ *Mobilisation*, n° 4, « La classe ouvrière face à la crise ».



Les bureaux d'emploi sont remplis de chômeurs et de chômeuses que la bourgeoisie veut faire travailler pour moins cher.

Le défaut principal de cette position, telle qu'elle était présentée, tenait au fait que la classe ouvrière semblait être conçue comme une somme empirique d'effectifs, de laquelle étaient exclus les rapports de concurrence, les facteurs de désunion et de division. En fait, l'article donnait à croire que la concurrence et l'effet de fragmentation des rapports capitalistes restaient extérieurs à la classe ouvrière.

Par analogie, on aurait pu croire que le capitalisme d'aujourd'hui braquait ses canons sur la classe ouvrière et la bombardait de l'extérieur pour lui enlever des forces, jusqu'à ce qu'elle n'en ait plus, jusqu'à ce qu'elle soit devenue une classe « finie », sans effectifs. En réalité, la concurrence et la décomposition sont au cœur même de ce qui constitue la classe ouvrière.

Rappelons seulement que dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels affirmaient clairement que : « *cette organisation des prolétaires en classe, et donc en parti politique, est sans cesse de nouveau détruite par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus ferme, plus forte, plus puissante.* »⁶

Dès *Travail salarié et capital*, et par la suite dans tous ses textes de critique de l'économie politique, dont *Le Capital*, Marx a montré que l'accumulation du capital est aussi synonyme d'aggravation de la concurrence entre les ouvriers-ères : « *Plus le capital productif s'accroît ; plus la division du travail et l'emploi du machinisme prennent de l'extension ; plus la concurrence gagne parmi les ouvriers et plus leur salaire se resserre.* »⁷ La raison en est évidemment que la demande de forces de travail par les capitalistes et l'accumulation du capital, tout en augmentant l'une et l'autre, n'augmentent

pas dans des proportions identiques : « *Dans le développement de l'industrie, écrit Marx en 1865, la demande de travail ne marche donc pas de pair avec l'accumulation du capital. Elle s'accroît sans doute [et effectivement de plus en plus de prolétaires ont trouvé à s'employer, NDLR], mais dans un rapport constamment décroissant relativement à l'augmentation du capital.* »⁸ Cette règle qui explique la difficulté progressive des capitalistes à ramasser des profits, explique aussi la surabondance de prolétaires.

Les listes de fermetures d'usines et de mises à pied par les compagnies sont longues et désolantes. Mais honnêtement, on commet une erreur en donnant l'impression que la mise au rancart des travailleurs-ses, l'utilisation occasionnelle de leur force de travail, l'embauche et le débauchage des prolétaires en quantité, sont des phénomènes essentiellement nouveaux, particuliers à la crise actuelle. Ce sont des phénomènes constitutifs de l'exploitation capitaliste, de vieilles plaies, qui passèrent fausement pendant les quelques décennies qui suivirent la Seconde guerre mondiale pour avoir été éradiquées de l'économie des pays impérialistes. Comme un article de la revue *Critique de l'économie politique* le mentionnait : « *La plus ou moins grande précarité et instabilité des emplois est en permanence un facteur de différenciation au sein du salariat. L'incertitude quant à la vente, et à la durée de la vente, de la force de travail est indissociable de l'existence du travail salarié.* »⁹

Face à ce phénomène, la position des communistes est évidemment celle du « mouvement dans sa totalité », comme Marx et Engels l'ont écrit dans le *Manifeste*, i.e. celle du prolétariat comme classe dans sa totalité. Mais ici la totalité n'est pas synonyme de l'assemblage mécanique de

tous-tes les salariés-es, actifs-ves ou non, dans un large mouvement réformiste, voire pratiquement apolitique, un peu à l'image de la ligne développée par les partis communistes révisionnistes. On ne peut non plus lui attribuer le sens courant d'*unité du mouvement ouvrier, unité des syndicats, des partis, des journaux*, etc.

C'est bien davantage dans l'étendue de la lutte des classes existante, telle qu'elle « *s'opère sous nos yeux* » (i.e. *Le Manifeste*), que les communistes tendent à exprimer la totalité de ce qui est révolutionnaire dans la contradiction entre le travail et le capital, entre les prolétaires dépossédés, obligés-es de vendre leur force de travail, et les capitalistes. C'est le contenu révolutionnaire de cette contradiction que mettent de l'avant les communistes et qui seul peut servir à unifier, à ressembler le prolétariat.

Du fait même des rapports de production (aujourd'hui au Canada des rapports de production capitalistes), naissent des classes sociales, des classes qui exploitent, et des classes exploitées. Parmi celles-ci, le prolétariat.

Sur la base d'une situation commune qui découle de la participation des prolétaires aux rapports capitalistes, deux mouvements et deux tendances contradictoires se dessinent : un premier mouvement, immédiat, c'est la concurrence entre les prolétaires, leur fragmentation ; un second mouvement, conscient et politique celui-là, c'est l'unification, la construction d'une communauté, d'une totalité.

À propos des petits paysans, Marx explique très bien dans *Le 18 Brumaire de Louis-Bonaparte* en quoi et comment ils et elles forment une classe sociale et comment par ailleurs cela reste encore à l'état de classe incomplète et inachevée : « *Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans une même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques [...]. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes dans la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison*

⁶ Marx, Engels, *Manifeste du Parti communiste*.

⁷ Marx, *Travail salarié et capital*, Ed. Pékin, p.49.

⁸ Marx, *Salaire, prix et profit*, Ed. Pékin, p.72.

⁹ *Critique de l'économie politique*, n° 15-16.

nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom... »¹⁰

S'agissant du prolétariat, on pourrait reprendre à peu de choses près le même raisonnement. La tendance à l'unité, la lutte contre l'isolement, le travail pour constituer une communauté politique, l'existence d'un parti prolétarien doivent nécessairement s'ajouter à la situation économique commune pour que le prolétariat agisse pleinement comme entité dans la lutte des classes.

Là réside toute la différence entre le marxisme-léninisme et le spontanéisme. Quand, dans l'article déjà cité de la revue *Mobilisation*, il est affirmé que la définition des classes sociales que Lénine a formulée dans *La grande initiative*¹¹ et la définition par En Lutte ! du prolétariat¹² ne sont plus adéquates, ce dont il s'agit c'est d'un refus de donner comme perspective au collectif *Mobilisation* la tâche de faire passer le prolétariat de l'état d'éclatement à celui de communauté, et de lutter pour qu'il quitte l'inactivité politique et en vienne à l'action révolutionnaire. Des courants critiques, des militants-es peuvent, cela est un droit élémentaire, contester l'expérience des marxistes-léninistes à ce sujet. Or l'article cité conteste d'abord et surtout l'existence du prolétariat comme classe.

Qu'on les relise bien. Nous n'avons quant à nous rien à redire de la définition de Lénine ou à celle d'En Lutte ! Lénine écrivait : « *On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent.* »¹³ Une telle définition est encore juste. Elle précise (même en 1994), à partir de quels critères la classe ouvrière et le prolétariat se constituent sous le capitalisme ; elle aide à déterminer, autant qu'avant, le milieu prolétarien dans lequel les communistes doivent déployer leur activité principale.

Mais pour être certain que les révolutionnaires d'aujourd'hui ne s'attachent pas indûment à de vieux textes qui dateraient (quel malheur !) d'avant la dite « *révolution électronique* », regardons dans le mouvement autour de nous. L'Organisation communiste marxiste-léniniste Voie prolétarienne publiait sa plate-forme politique au milieu de l'année 1993 (donc plusieurs années après l'introduction du micro-circuit et de la dite

révolution électronique). On peut y lire que « *La classe ouvrière, c'est l'ensemble des individus qui ne possèdent pas les moyens de production, qui ont une place subordonnée dans la division du travail et créent de la plus-value. Le prolétariat est constitué d'un ensemble plus vaste de travailleurs, qui ne possèdent pas de moyens de production et vendent leur force de travail, mais ne crée pas tous de la plus-value* ». ¹⁴ Cette définition, simple, est tout à fait juste et nous convient parfaitement.

Une classe bien réelle

Notre objectif dans ce document étant d'avancer dans l'analyse et la compréhension des conditions de la révolution prolétarienne au Canada, nous nous retiendrons de jeter un coup d'œil en direction des pays dominés par l'impérialisme, où le prolétariat est numériquement la classe sociale qui progresse le plus, tant dans les industries de transformation, que dans la construction, les transports, le commerce, les services publics, voire même dans l'agriculture.

Dans les pays capitalistes impérialistes, le prolétariat constitue de loin la classe la plus nombreuse.

Les statistiques habituellement produites par des organismes d'État dans chacun de ces pays ou par des organisations internationales rendent difficilement compte avec précision des classes sociales au sens où nous l'entendons, cela parce qu'elles utilisent des catégories comme le revenu, la profession ou la branche d'activité. Ces statistiques doivent être radicalement décortiquées. La statistique bourgeoise, menteuse, cache plus souvent qu'autrement les aspects les plus significatifs de la réalité des travailleurs-ses et des couches exploitées. Il faut creuser pour saisir ce qui est vrai.

Sans prétendre pour l'instant y parvenir de manière satisfaisante, il n'en reste pas moins que certaines constatations viennent aisément quand on se penche sur la question du prolétariat et de la prolétarianisation dans des pays comme le Canada, la France ou les États-Unis.

Mentionnons en particulier les points suivants : *a*) il est faux de prétendre qu'il y aurait présentement une désindustrialisation vertigineuse et irrémédiable ; *b*) le secteur des services, tout en n'étant pas composé uniquement d'emplois improductifs, n'est pas en train de remplacer totalement les emplois d'ouvriers et d'ouvrières ; *c*) la classe ouvrière et les employés-es sans privilèges, qui sont les deux grandes catégories au sein du prolétariat (la troisième étant le prolétariat agricole) ne sont pas des catégories étanches l'une à l'autre ; *d*) les sans emploi et les exclus-es

ne sont pas non plus des couches sociales fermées et virtuellement étanches, sans va-et-vient avec la classe ouvrière, comme l'a prétendu encore une fois la revue *Mobilisation*.

On pouvait lire dans un des numéros de cette revue ce qui suit : « *Enfin, le développement quantitatif stupéfiant de cette nouvelle couche de pauvres exclut qu'elle puisse être considérée comme une simple réserve incluse à l'intérieur de la classe ouvrière, du fait que dans sa majorité, elle ne travaille plus et ne travaillera plus jamais* ». ¹⁵

Cette dernière idée en particulier est une aberration grave. Elle va même à l'encontre des observations les plus immédiates qu'on peut faire quant à la situation concrète des chômeurs et chômeuses et des autres catégories de sans-emploi. C'est une affirmation qui contredit même la lutte des classes telle qu'elle se déroule dans les années de crise actuelles. En Europe et en Amérique, la bourgeoisie et les différents gouvernements sont tous à pied d'œuvre et rivalisent en perfidie avec l'application de programmes et de politiques innombrables visant à réintroduire dans le système d'exploitation les dits « exclus-es ».

Nous connaissons tous les nombreux programmes québécois qui se sont succédés depuis 10 ans pour forcer le travail à rabais des sans-emploi. Nous avons dénoncé et combattu la loi 37 en bonne partie pour cette raison. Encore récemment, le ministère de la Sécurité du revenu du Québec concluait un accord avec la Fédération des CLSC portant sur des Corporations intermédiaires de travail. Cet accord vise à fournir aux CLSC de 8 000 à 9 000 auxiliaires familiales, pris parmi les bénéficiaires de l'aide sociale et payées au salaire minimum, alors que dans le réseau des affaires sociales ces emplois sont payés normalement autour de 13 \$ l'heure.

Ces derniers temps, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a fait savoir qu'il allait entreprendre un programme pilote s'adressant aux assistés-es sociaux de plus de 50 ans, dont l'objectif sera de remettre au travail ces ex-chômeurs (essentiellement dans l'entretien et le reboisement des forêts) moyennant un salaire qui à tout prendre, ne sera pas la moitié de ce qu'ils gagnaient jadis comme travailleurs forestiers. La réforme des programmes sociaux

¹⁰ Marx, *18 Brumaire...*, O.Ch., p.497.

¹¹ Lénine, *La grande initiative*, O.C., tome 29, p.425.

¹² *Unité prolétarienne*, n° 12, 1978, p.28.

¹³ *Mobilisation*, n° 4, « La classe ouvrière face à la crise ».

¹⁴ Voie prolétarienne, *Plate-forme politique*, cahier n° 3, p.8.

¹⁵ *Mobilisation*, n° 3, été 93, p.9.

que le gouvernement canadien et les provinces sont en train de préparer a elle aussi pour fonction de remener les « exclus-es » à l'exploitation du salariat.

Les travailleurs-euses et les étudiants-es en France n'ont-ils pas, en mars 1994, fait reculer par une lutte ferme et résolue le gouvernement Balladur sur les contrats d'insertion professionnelle (appelés le SMIC-jeunes) dont l'objectif encore là était de vendre les jeunes chômeurs et chômeuses aux compagnies pour 80 % du salaire minimum français ?

Partout dans les grands pays capitalistes, les gouvernements au service de la bourgeoisie ont comme visée stratégique de saigner le prolétariat, et de le faire travailler pour moins cher que par le passé. Solidement appuyés sur l'État, les capitalistes entendent renouveler en profondeur le prolétariat, en le vidant à un bout du système, et en réintroduisant à l'autre bout de nouvelles couches et de nouvelles générations payées plus près, si ce n'est pas en deçà du minimum salarial.

Ce à quoi il faut se préparer, ce n'est pas tant la consolidation d'un nouveau sous-prolétariat séparé socialement du prolétariat, une nouvelle couche de pauvres qui ne travaillent pas et ne travailleront plus jamais, mais plutôt un mouvement de navette, un va-et-vient des prolétaires entre le chômage et l'emploi, entre l'industrie et les services, un grossissement de l'armée de réserve, telle que Marx l'a brillamment analysée dans *Le Capital*.

Le 7 juin dernier, les ministres des 25 pays membres de l'OCDE ont adopté un rapport contenant une soixantaine de propositions pour faire face au chômage, évalué officiellement à 35 millions de personnes dans l'ensemble de ces pays. Ce rapport est sans doute la synthèse la plus claire, la plus explicite et la plus condensée de toutes les mesures anti-ouvrières qu'appliquent présentement les États capitalistes. C'est aussi un message très explicite qui est envoyé aux bourgeoisies des différents pays pour qu'elles persévèrent dans les restructurations économiques et qu'elles se portent encore plus à l'offensive contre le prolétariat.

Mais en même temps, ce rapport fait implicitement (et sans le vouloir) une merveilleuse démonstration de la justesse des thèses de Karl Marx sur l'armée industrielle de réserve.

Mieux que ne sauraient le faire bon nombre de soi-disant communistes qui sont en fait des liquidateurs du marxisme, le rapport de l'OCDE est une démonstration limpide de l'usage bourgeois du sous-emploi. Il montre aussi l'étendue réelle du chômage à mesure que « vieillit » le capitalisme.

Le journal britannique *Financial Times*, commentant le document de l'OCDE, mentionnait ce qui suit : « *Under-employment in the form of involuntary part-time work, short time working and the discouragement of job seekers from looking for new employment could add 40 to 50 per cent to the jobless total.* »¹⁶

Les développements du capitalisme remettent nettement au cœur de l'analyse marxiste des classes la notion d'armée de réserve, non pas dans sa simplification outrancière (la catégorie marginale du sous-prolétariat) mais dans sa complexité et son étendue, tel que Marx en a parlé.

Il est évident qu'on passe complètement à côté de la « coche » et qu'on ne fait que de la littérature de boudoir quand on discute, en 1994, du travail des communistes dans la classe ouvrière, en négligeant totalement cette analyse de Marx et les conséquences pratiques qu'en ont tirées depuis les communistes.

La situation actuelle du prolétariat rend à merveille, comme une représentation vivante, la formule de Marx dans *Travail salarié et capital*, une formule qui exprime brillamment le lien (souvent caché) qui relie les actifs et les inactifs au sein du prolétariat : « *Suivant une loi économique générale, il ne peut y avoir deux prix du marché. Sur 1 000 ouvriers de même habileté, ce ne sont pas les 950 occupés qui déterminent le salaire, mais les 50 inoccupés.* »¹⁷ À plus forte raison quand sur 1 000 prolétaires, 200 ou 250 sont inoccupés, et que 200 autres ne sont occupés qu'à mi-temps, comme c'était le cas ces dernières années au Canada.

« ...Le paysage social »

Une étude récente d'une économiste, Wendy Niffikeer, produite pour le compte de l'*Industrial Bank of Japan Research* à Londres a établi que depuis 1960 la population active a augmenté de 6 % en Europe, de 45 % au Japon, 82 % aux États-Unis et de... 112 % au Canada !¹⁸ Le récent rapport de la *Commission Dunlop* aux États-Unis a aussi montré que la main-d'œuvre, ou force de travail (workforce), était passée de 62,2 millions en 1950 à 129,3 millions en 1993.¹⁹

Le tableau suivant, produit par les services de l'OCDE²⁰ donne un aperçu des effectifs généraux de la force de travail

dans les principales places fortes de l'impérialisme.

Il est certain que la crise des années 90 a fermé quantité d'entreprises et mis au chômage des millions de travailleurs et de travailleuses. Les bourgeois qui ne peuvent valoriser leur capital dans une entreprise ou dans un secteur, le retirent tout simplement, sans égard pour les ouvriers et les ouvrières.

Par ailleurs, l'augmentation continue de la productivité a aussi fait en sorte que la demande pour la force de travail fut souvent moins grande pour une production accrue. Par contre, le secteur manufacturier reste

	Total (000s)	1992	1993	1994	1995
North America: Employment	129 835	0.5	1.4	3.0	1.9
Labour force	140 761	1.2	0.9	2.5	1.3
Japan: Employment	64 357	1.1	0.2	0.3	0.9
Labour force	65 779	1.2	0.6	0.7	0.8
Central & Western Europe: Employment	102 310	-1.3	-1.4	-0.5	0.6
Labour force	112 048	-0.2	-0.2	0.1	0.4
Southern Europe: Employment	60 231	-0.7	-2.5	-1.7	0.3
Labour force	67 952	0.2	-1.8	0.8	1.0
Nordic countries: Employment	11 070	-3.2	-3.4	0	1.1
Labour force	12 066	-0.6	-0.9	-0.3	0.6
Oceania: Employment	9 201	-0.3	0	2.2	2.5
Labour force	10 301	0.8	0	1.3	1.6

¹⁶ *Financial Times*, 8 juin 1994.

¹⁷ Marx, *Travail salarié et capital*, op.cit. page 62.

¹⁸ W. Niffikeer, *The Globe & Mail*, 6 juin 1994.

¹⁹ *Commission on the future of worker-management relations*, US Department of Labor, mai 1994.

²¹ *Financial Times*, 20 juillet 1994.

partout dans les pays capitalistes développés, un secteur de pointe.

En 1990, dans la plupart de ces pays, la portion des salariés employés-es dans l'industrie demeurait tout à fait significative.²¹

Depuis 1990, les emplois dans l'industrie ont vraisemblablement baissé de quelques points encore. Il est important de mentionner toutefois que ce découpage est relativement arbitraire : c'est une pondération au

The Myth of the Post Industrial Economy que la part du secteur manufacturier dans l'économie américaine devrait en réalité être le double de ce qui apparaît aux statistiques, si on additionnait les services liés directement à la production des biens.²²

Pour la France, Maurice Braud dans la revue *L'Ours* (une revue proche du Parti socialiste) écrit quant à lui, à partir de l'enquête statistique de l'INSEE, que 37 %

de la classe ouvrière), vise essentiellement à aider le capital investi dans la production de biens et de marchandises à connaître des taux de profits plus élevés.

Le 11 octobre 1994, un des commentateurs vedettes du *Globe & Mail*, Peter Cook, expliquait que la position du Canada au sein du G7 était particulièrement fragile. Il plaçait l'économie du Canada au treizième rang mondial, devancée par les six autres pays du G7 et par la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, le Mexique et l'Indonésie. Il s'inquiétait de la possibilité que le Canada, dans dix ou quinze ans, ne figure plus qu'au vingt-cinquième rang mondial, étant donné la forte croissance des économies de certains pays d'Asie et d'Amérique Latine.

La bourgeoisie canadienne (comme la bourgeoisie américaine) voit donc le déclin relatif du secteur industriel comme un affaiblissement de ses positions internationales. Elle ne s'accommode pas de ce déclin, et elle n'en est pas particulièrement heureuse. De là son activité actuelle pour faire chuter les coûts de production, et en premier lieu les coûts de la force de travail.

On touche là à un point extrêmement important. Les capitalistes prennent diverses mesures et portent des attaques contre les travailleurs et travailleuses, avec comme résultat, non pas la disparition du prolétariat, mais son renouvellement. Les capitalistes veulent vider progressivement de la production, de la construction, des transports, et des services directs aux industries, les couches les plus « onéreuses » de la classe ouvrière, pour les remplacer par des contingents nouveaux de prolétaires payés-es le plus près possible du minimum salarial.

Les capitalistes canadiens, rapaces comme les autres, n'ont d'aucune manière fait une croix sur le développement des secteurs productifs. En octobre, *Statistique Canada* affirmait par exemple que depuis le début de l'année 1994, le niveau de l'emploi dans les industries productrices de biens avait même augmenté de 6 % alors que la progression était de 1,4 % pour la même période dans le secteur des services.²⁵

Mais l'illustration la plus claire de cette tendance, on la trouve peut-être dans la situation qui prévaut actuellement dans l'industrie américaine. Le tableau ci-haut, tiré d'un numéro récent de la revue *Labor*

Répartition des salariés-es par secteur

Pays	Agriculture	Industrie	Services
Canada	4 %	25 %	71 %
États-Unis	3 %	26 %	71 %
Afrique du Sud	15 %	36 %	48 %
Australie	5 %	26 %	69 %
Japon	7 %	34 %	58 %
Nouvelle-Zélande	11 %	25 %	65 %
Allemagne	4 %	40 %	56 %
Autriche	8 %	37 %	55 %
Belgique	3 %	28 %	69 %
Danemark	6 %	27 %	67 %
Espagne	12 %	34 %	54 %
Finlande	8 %	31 %	61 %
France	6 %	30 %	64 %
Grèce	25 %	28 %	47 %
Irlande	15 %	29 %	56 %
Italie	9 %	32 %	59 %
Norvège	6 %	24 %	69 %
Pays-Bas	5 %	26 %	69 %
Pologne	26 %	38 %	36 %
Portugal	18 %	34 %	48 %
Royaume-Uni	2 %	29 %	69 %
Suède	3 %	29 %	68 %
Tchécoslovaquie	11 %	45 %	43 %
Ex-URSS	20 %	47 %	34 %

sein de la population active salariée. Quand, comme ce fut le cas dans chacun de ces pays, la population active croît considérablement pendant 20, 25, 30 ans, la part des emplois en industrie peut périliter sans que les effectifs ouvriers aient diminué pour autant.

Nous disons que ce découpage est en partie arbitraire, entre autres choses parce qu'il dissimule le fait qu'une part fort importante des nouveaux emplois dans le secteur des services sont en réalité des services à la production que les capitalistes donnent de plus en plus en sous-traitance et qui, il y a 10 ans étaient statistiquement intégrés aux emplois dans l'industrie. Les économistes américains Stephan Cohen et John Zysman ont soutenu dans leur livre

des emplois dans le secteur « tertiaire » sont en fait des emplois d'ouvriers.²³

Le *Bureau international du travail* (le BIT), dans l'édition 1993 de son rapport annuel, soutient par ailleurs que la croissance générale du secteur des services a commencé à s'essouffler dans les pays de l'OCDE, passant d'une moyenne annuelle de 2,3 % dans les années 80 à 1,5 % en 1991, cette croissance étant même négative au Canada, au Royaume-Uni, en Suède et en Finlande.²⁴ Comme on le verra plus loin, la « lutte » menée actuellement par la bourgeoisie canadienne (les compagnies et l'État) pour libérer – par plus de flexibilité – les emplois et les salaires des contraintes législatives, sociales ou contractuelles (qui furent souvent le résultat des luttes passées

²¹ BIT, *Le travail dans le monde*, rapp. 1992.

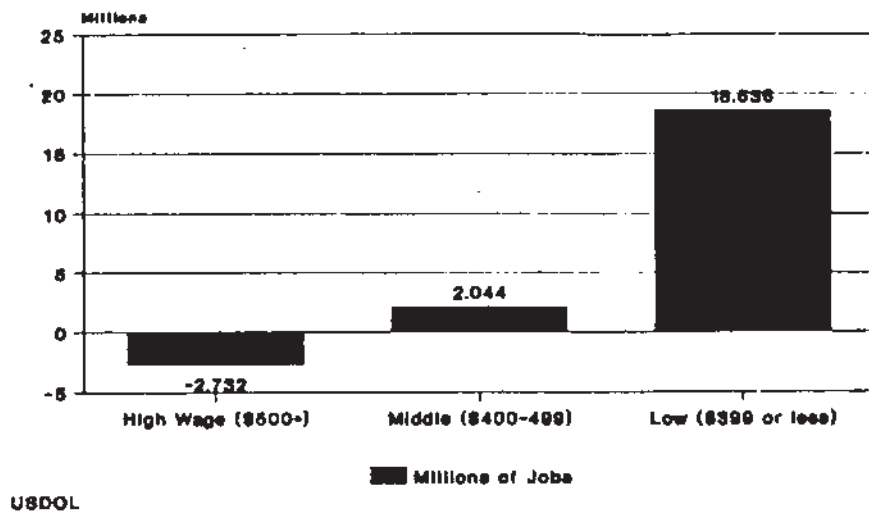
²² S. Cohen et J. Zysman, *The Myth of the Post industrial economy*, Basic Books, 1987.

²³ *L'Ours*, juillet-août 1993, p.5.

²⁴ BIT, *Le travail dans le monde*, rapp. 1992.

²⁵ *Le Quotidien*, Statistique Canada, 7/10/94.

JOB LOSSES & GAINS BY WAGE LEVELS PRIVATE SECTOR PRODUCTION & NONSUPERVISORY WORKERS, 1979-93



Source : Labor Notes, juin 1994.

Notes²⁶, fournit une indication saisissante des déplacements des couches ouvrières dans les secteurs productifs, déplacements qui sont synonymes d'appauvrissement et d'exploitation accrue. Par ailleurs, quelques articles récents nous fournissent des informations intéressantes sur la division des classes dans les pays impérialistes. Par exemple en France, Tony Andréani, un auteur proche de certains courants de « centre-gauche », parle d'un prolétariat qui regrouperait 58 % des actifs. La bourgeoisie française atteindrait de 1,7 à 3 % des actifs selon qu'on y inclut ou non un certain nombre de catégories et de fonctions. Andréani mentionne par ailleurs une « petite bourgeoisie du capitalisme » relativement associée à la bourgeoisie (et peu affectée par la prolétarianisation), à laquelle il attribue 24 % des actifs. Andréani constate que pour la France « ...le paysage social a sans doute changé dans ses reliefs, mais fort peu dans sa géologie profonde. »²⁷

Dans un autre article, Michel Verret nous fournit aussi une description des effectifs des classes en France faite à partir du recensement de 1990.

En 1990 on comptait en France, pour une population totale de 56 634 000 personnes, 25 262 000 personnes actives dont 19 041 000 salariés-es au sens large. Il y aurait au sein de ces 25 millions d'actifs 998 000 agriculteurs-trices.²⁸

Puis, à propos des couches ouvrières, « le peuple ouvrier », Verret écrit : « ...Son nombre semble contre toute présomption et prévision, à peine atteint par la crise :

7 641 000 — c'est seulement 135 000 ouvriers de moins (moins 1,7 %) sur les 7 749 000 de 1982, à peine moins de 500 000 sur le plus haut étage de la catégorie (8 118 000 en 1975). Grand peuple maintenu donc, devenu même géant parmi les manuels, puisqu'il y fait quatre fois plus qu'artisans et paysans ensemble... La masse ouvrière impressionnerait bien plus encore, si aux 7 749 000 actifs, on ajoutait les 2 879 000 retraités anciens ouvriers : plus de dix millions (10 493 000) qui, en leurs ménages cumulés... deviendraient bientôt près de 20 millions (19 935 000). »²⁹

Verret parle par la suite du peuple salarial subalterne (que nous appelons le prolétariat) composé « de la masse des salariés, exclus de toute délégation de commandements, les moins instruits aussi et les moins payés, formant le salariat d'exécution ». ³⁰ Aux ouvriers-ères, il ajoute dans ce salariat d'exécution 6 910 000 employés-es. Il est important de noter que Verret parle du prolétariat comme d'un « peuple jeune » : « Le tiers des salariés d'exécution a moins de trente ans (32,6 % des ouvriers, 33,6 % des employés). Les deux tiers moins de quarante ans (respectivement 62 et 63,1 %). » ³¹

²⁶ Labor Notes, juin 1994, p.8.

²⁷ Politis, juillet-août-septembre 93, p.33.

²⁸ Ibidem, pp 39 à 42.

²⁹ Ibidem.

³⁰ Ibidem.

³¹ Ibidem.

Les faiseurs de prospective à cinq sous qui popularisent la vision d'une toute petite classe ouvrière (10, 12 %) dans l'industrie, d'une classe énorme d'employés-es dans les services et d'un sous-prolétariat distinct, composé des millions d'exclus qui, comme l'écrit Mobilisation, « ne travaillent plus et ne travailleront plus jamais » ne tiennent aucun compte de la lutte des classes par laquelle la bourgeoisie, en recherchant encore et toujours la reproduction du capital, recrée encore et toujours le prolétariat. Dans la crise actuelle, le prolétariat se reconstruit par les différentes mesures des capitalistes favorisant une exploitation accrue dans l'industrie, par une prolétarianisation galopante des employés-es sans privilèges dans les services, et par la croissance de l'exploitation sauvage des chômeurs-es et des jeunes travailleurs-ses.

C'est tout un monde, énorme, qui bouge et se transforme avec l'exploitation du prolétariat. Une situation nouvelle s'ouvre à la politique prolétarienne. La laisser passer en se désintéressant de l'exploitation des ouvriers et des ouvrières, ou l'ignorer parce qu'on est embourbé dans la routine bourgeoise des syndicats, c'est, dans un cas comme dans l'autre, un aveuglement coupable, une désertion de la lutte réelle, et surtout un refus de travailler à la révolution prolétarienne.



Le prolétariat canadien

Au Canada, notre organisation affirme, depuis sa fondation en 1986, que l'objectif stratégique d'un noyau de communistes comme le nôtre est la constitution d'un parti ouvrier d'avant-garde ; nous avons clairement reconnu par ailleurs lors de notre 3^e Congrès en 1990 que la propagande et l'agitation communistes devaient être notre activité première pour rallier l'avant-garde. Ces principes sont, dans le travail quotidien d'organisation au sein du prolétariat, ceux qui distinguent les communistes des courants spontanéistes.

Mais encore faut-il qu'un tel noyau communiste soit en mesure d'avoir un contact le plus direct possible avec la classe ouvrière et le milieu prolétarien en général. Cette première étape de liaison avec le prolétariat est déterminante pour qui veut avancer dans la construction d'un parti communiste. Ce qui implique de connaître le prolétariat, ses différentes fractions, les lieux (géographiques), les secteurs (industries et services) ainsi que les organisations (syndicats et autres) où il est regroupé, et ainsi pouvoir transmettre par l'agitation et la propagande une ligne politique qui sera, dans la lutte de classes au Canada, la formulation des intérêts fondamentaux propres au prolétariat, et qui pourra, à l'étape où nous en sommes, rallier les éléments les plus avancés.

Le journal *Le cri ouvrier* (de France), dans un court article titré « *Tous travailleurs ?* » formulait de manière très accessible des idées intéressantes à ce sujet. « *Les ouvriers n'ont pas la garantie d'emploi comme les fonctionnaires, ils n'ont pas des revenus de pharmaciens, ni des employés sous leurs ordres, ils ne possèdent pas leur outil de travail, même à crédit, comme les paysans, ils n'ont pas trois ans d'études après le bac comme les infirmières.* » Puis envisageant le caractère politique qu'aurait une lutte ouvrière aux dimensions de toute la France, l'article continuait : « *...la question essentielle, pour nous, serait de savoir si on dépasse les objectifs limités et les voies sans issue des travailleurs privilégiés (tel que le programme du PCF) ; si les ouvriers sont capables ou non de mettre en avant leurs revendications non catégorielles et leurs perspectives de réels changements politiques. Et pour rassembler [pour constituer un front autour des ouvriers et ouvrières, NDLR], il faut viser avant tout une autre classe de travailleurs :*



*les employés sans privilèges dans les PTT, la santé, le commerce, les transports, les bureaux, la restauration, etc, qui font partie du prolétariat au sens large. [...] Comment comprendre les événements et comment se battre sans avoir les idées claires sur ces différences et sur ces alliances de classes ? »*³²

La même question pourrait être formulée ainsi : comment se lier aux masses et diriger la lutte du prolétariat sans avoir les idées claires sur le mouvement ouvrier dans toute son étendue, sur ses différences, ses contradictions, sur les intérêts fondamentaux qui peuvent porter une dynamique d'unité, ainsi que sur les instances actuelles et les formes de la lutte des classes comme de la collaboration de classes ?

Cette connaissance est un pré-requis pour pouvoir établir un parti communiste profondément au sein des masses prolétariennes, pour lui donner une direction et pour ne pas le placer à la remorque du mouvement spontané. Sur la question des syndicats en particulier, et de la place actuelle des syndicats dans la lutte des classes, il faut aussi nécessairement partir de cette connaissance, et ne pas se limiter au cadre étroit le plus courant : mouvement ouvrier/patronat (i.e syndicats/employeurs).

Beaucoup de travailleurs et de travailleuses ne croient pas qu'il existe une classe ouvrière au Canada. En fait, nombreux sont ceux et celles qui assimilent spontanément les catégories les plus courantes dans le discours idéologique de la bourgeoisie (comme les classes moyennes, les pauvres,

les hauts et bas revenus, etc.) et les prennent pour la vérité. Beaucoup voient également dans les différences importantes de traitement et de salaires entre travailleurs-ses un facteur suffisant pour empêcher à jamais l'existence d'une volonté politique et d'une communauté au sein de la majorité de la classe ouvrière. D'autres aussi acceptent l'idée facile chère à certains économistes et aux instituts de prospectives à l'effet que, au Canada tout particulièrement, l'industrie et les emplois ouvriers seraient sur la voie d'une éventuelle disparition.

Toutes ces idées reçues deviennent souvent de solides convictions dans la conscience des travailleurs et des travailleuses, si bien que les supports idéologiques de la collaboration de classes n'ont pas toujours de mal à s'imposer comme des évidences. Qu'il s'agisse du localisme, de la culture d'entreprise, de l'esprit de concurrence, plus largement du nationalisme et du protectionnisme, toutes ces formes de la collaboration de classes reposent invariablement sur l'absence ou la disparition dans la conscience ouvrière de la classe comme sujet historique. Cette disparition, cette oblitération ont gagné aussi les instances du mouvement syndical.

Il est certain que le capitalisme n'a pas développé au Canada une structure industrielle aussi forte que dans certains autres pays (l'Allemagne, les USA, la Grande-Bretagne, le Japon depuis les années soixante, etc.). C'est dernières années (90-93) également, le secteur

³² *Le Cri ouvrier*, n° 6, décembre 1991.

manufacturier a été fortement attaqué par la crise (mais nous avons vu par ailleurs que la tendance depuis la fin de 1993 est à la croissance de la force de travail embauchée dans l'industrie).

Ces situations sont d'abord relatives à la concurrence entre les puissances impérialistes et à la position du Canada sur les marchés mondiaux, et n'induisent d'aucune manière que l'industrie et les emplois ouvriers sont condamnés à occuper une position marginale dans l'économie capitaliste canadienne. Après tout, le Canada est dans le groupe de tête pour l'étendue de sa production ; il est dans les quatre premiers pour la production d'aluminium, d'électricité, de gaz naturel, de cuivre, de zinc ; 10^e producteur de pétrole, 12^e producteur d'acier ; il est au sixième rang mondial pour l'assemblage d'automobiles et de camions ; au cinquième rang des pays de l'OCDE pour l'industrie aérospatiale, etc. Le Canada se situe dans le peloton intermédiaire (8^e au 15^e rang) pour la plupart des productions industrielles.

Une étude récente sur la conjoncture économique canadienne en 1993 montrait que la production industrielle avait connu une croissance continue au cours des années 80. Pour un indice de 100 en 1980, elle aurait atteint un peu plus de 125, dix ans plus tard. L'emploi dans le secteur manufacturier a aussi progressé pendant cette période : pour un indice de 100 en 1976, il aurait atteint 110 et plus en 1989. Depuis 1990, par contre, la chute a été sévère : l'indice de la production industrielle serait retombé à 115 (il reste néanmoins plus élevé qu'en 1980), et celui de l'emploi manufacturier aurait chuté à 93-94, avant d'entreprendre sa remontée.³³

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la bourgeoisie canadienne cherche présentement de manière agressive à rétablir cette situation. La production industrielle est celle où la plus-value est la plus importante et ce sont encore les produits industriels qui se taillent la part du lion dans le commerce international. Les capitalistes du Canada et les gouvernements à leur solde sont donc prêts à saigner les travailleurs et les travailleuses par toutes sortes d'attaques et de mesures pour que la production industrielle canadienne remonte de plusieurs points. D'autant plus que, le BIT l'a montré et l'étude de De Block (et cie) également, le secteur des services a pour la première fois depuis la Seconde guerre mondiale, suivi à la baisse ce recul de la production industrielle.

Qu'on prenne pour repère une longue période continue (par exemple les 25 dernières années) ou qu'on s'arrête à la conjoncture immédiate (les premières

années de la décennie 90), il n'y a pas au Canada de disparition des secteurs industriels producteurs de richesses, ni de disparition de la classe ouvrière comme telle. Il est certain par contre que la crise vécue au Canada a constitué en fait une période de recul des capitalistes canadiens dans la concurrence internationale.

Mais cette période a aussi servi de moteur, de prétexte, de locomotive pour ainsi dire, afin de trouver dans l'exploitation plus sévère de la classe ouvrière et l'appauvrissement de tout le prolétariat, les conditions nécessaires à une relance de l'accumulation.

Et quel est notre sort, prolétaires ?

« À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. »

Ce qui est décrit dans ce passage du *Manifeste du parti communiste* n'est pas fondamentalement différent de la situation du prolétariat moderne : qu'il soit employé ou non, dans la production ou les services, le prolétariat demeure avant toute chose une masse de « marchandises » humaines, soumises entièrement aux besoins du capital. La lutte du prolétariat doit donc prendre la forme d'une lutte contre ce statut de marchandise. La lutte des « marchandises », entre elles, au sein du marché, est obligatoirement insatisfaisante pour le prolétariat réel. Elle ne peut satisfaire que les couches privilégiées et l'aristocratie ouvrière. Elle laisse sur la touche les masses exploitées.

Quel est le sort du prolétariat au Canada ? Commençons par la question des effectifs. Ils indiquent, quoiqu'imparfaitement à cause des contradictions entre les statistiques bourgeoises et le concept de classes sociales, quel est actuellement le niveau atteint dans le développement du prolétariat au pays.

En 1979, le Parti communiste ouvrier évaluait à deux millions et quart le nombre d'ouvriers-ères industriels-les au Canada, et, en considérant leurs familles, il atteignait 30 % de la population. Ces chiffres restaient quand même relativement imprécis, d'autant plus que le programme du PCO commettait l'erreur de situer

indifféremment tous-tes les employés-es dans la couche inférieure de la petite-bourgeoisie : « *La couche inférieure de la petite bourgeoisie est formée de ceux qui travaillent dans des conditions proches de celles du prolétariat. Les petites fermiers, les pêcheurs, les petites commerçants de même que les petits employés font partie de cette couche.* »³⁴

Dans le livre *Work, Industry And Canadian Society*³⁵, les auteurs donnaient aussi quelques comparaisons intéressantes : « *In 1981, 8.2 percent of Canadian labour force participants were to be found in managerial and administrative occupations, compared to 10.8 percent in the United States but only 4.9 percent in Japan, 3.0 percent in West Germany, and 2.3 percent in Sweden. Also in 1981 a total of 28.6 percent of Canadian workers were in traditional blue-collar occupation (manufacturing, construction, transportation) compared to 32.9 percent in the United States, 34.9 percent in Japan, 37.3 percent in West Germany, and 33.3 percent in Sweden.* »

Des textes publiés il y a plusieurs années dans la revue *Unité prolétarienne* du groupe En Lutte!³⁶ demeurent encore des plus utiles pour l'étude du prolétariat canadien. Les rédacteurs-trices d'*Unité prolétarienne* arrivaient à partir du recensement de 1971 à des effectifs prolétariens de 5 057 000, formés presque à parts égales d'ouvriers-ères (2 432 000) et d'employés-es (2 371 000). Le prolétariat représentait alors selon En Lutte ! 64 % des 8 639 200 personnes actives au Canada (voir *tableau page suivante*).

En avril 1990, un niveau maximum d'emploi dans toute l'histoire du Canada fut atteint, alors qu'il y avait 12,7 millions de personnes au travail. Au début de l'année, le Conférence Board du Canada, parlant de reprise économique au pays, prévoyait que ce niveau record serait vraisemblablement égalé ou dépassé à l'automne 1994.³⁷

Nous donnons également ci-après le tableau de la population active au Canada tel qu'il résulte du recensement de 1991.³⁸ Ce tableau tient compte de tous les adultes de 15 ans et plus et inclut les chômeurs-ses officiels-les. La population active était chiffrée alors à 14 474 940 personnes.

³³ De Block, F. Plourde, V. Van Schendel, *Conjonctures économiques en 1993*, UQAM, pp.9 et 21.

³⁴ *Programme et statuts*, PCO, sept. 79, p. 40.

³⁵ H. Krahn et G.S. Lowe, *Work industry in Canadian society*, Nelson, 1988, p.40.

³⁶ *Unité prolétarienne*, nos 12 et 13.

³⁷ *La Presse*, 26 janvier 1994.

³⁸ Statistique Canada n° 93 327, p.295.

Classes sociales au Canada en 1971

	nb de personnes	%
Bourgeoisie		
Propriétaires des moyens de production	141,000	
Directeurs et administrateurs	78,000	
Total	202,000	2.6%
Petite bourgeoisie		
Professionnels	632,000	
Professeurs	350,000	
Autres salariés	908,000	
Sous-total	1,890,000	
Propriétaires de leurs moyens de production	260,000	
Total	2,150,000	28.0%
Armée et police	183,000	2.3%
Prolétariat		
Industriel	1,400,000	
Construction	430,000	
Transports	312,000	
Bureaux	1,283,000	
Commerce	430,000	
Services	660,000	
Mines	50,000	
Forêts	60,000	
Agricole	254,000	
Divers	192,000	
Total	5,136,000	67.1%
Professionnels non-déclarés	737,000	
Grand Total	8,410,000	

Tableau compilé par EN LUTTE! à partir de: Recensement 1971; Sylvia Ostry, *Occupational Composition of Canadian Labour Force*, BFS, 99-550; *Tendances occupationnelles au Canada: 1901-1941*, BFS, 98-1941 M-3.

Mentionnons également que le BIT, dans son rapport de 1992 déjà cité, donne pour le Canada un taux de salariés de 93 % dans la population active non agricole (et 40 % dans le secteur agricole).³⁹ Ces salariés-es ne sont pas tous et toutes des ouvriers-ères ou des prolétaires, loin de là (on y dénombre en effet une bonne partie de la petite-bourgeoisie, voire même des cadres et administrateurs au sein de la bourgeoisie). Toutefois, ce chiffre indique clairement qu'il y a un dépérissement presque maximal des catégories d'artisans-nes et de semi-prolétaires, catégories qui regroupent traditionnellement un certain nombre de travailleurs-ses qui ne sont pas encore tout à fait soumis-es au règne du salariat.

De 1971 à 1991 donc, la population active au Canada a crû de façon considérable. Cela est dû au fait que massivement les femmes ont commencé (ou recommencé pour certaines catégories traditionnellement ouvrières) à vendre leur force de travail aux employeurs capitalistes et à l'État, mais aussi à l'entrée sur le marché du travail des jeunes générations, ainsi qu'à l'accroissement de la population.

Nous avons nous-mêmes procédé à une évaluation des effectifs du prolétariat au Canada à partir des résultats du recensement de 1991 (voir tableau page 15).

être certain de traiter correctement les catégories professionnelles ou occupationnelles que nous fournissent les statistiques officielles, en fonction des critères définissant la classe ouvrière et le prolétariat.

Mentionnons que pour chaque groupe de travailleurs et de travailleuses qui figure au tableau, les fonctions liées à la surveillance, à l'inspection, à la vérification, à la maîtrise du procès de travail (les contremaîtres et autres emplois de même nature) ont été soustraites des effectifs globaux.

En ce qui concerne les employés-es, n'ont été retenus-es que ceux et celles qui peuvent être considérés-es comme étant des employés-es d'exécution, subalternes, ou encore des employés-es dits sans privilèges.

Il faut faire quelques remarques sur ce tableau.

Tout d'abord, les effectifs qui figurent dans ce tableau ne sont pas la transcription exacte des données sur les « professions » issues du recensement de 1991. Certains métiers et occupations ont été regroupés ; d'autres ont été laissés de côté quand selon toute vraisemblance il ne s'agissait pas de travailleurs-ses du prolétariat. Les effectifs ont également été « arrondis », toujours vers le bas.

L'important est de pouvoir disposer d'un ordre de grandeur qui soit, à tout prendre,

Activité, recensement du Canada de 1991

Canada	Recensement de 1991 (chiffres publiés en 1991)	Recensement de 1991 (selon le dépouillement de 1986)
Population active de 15 ans et plus	14,474,940	14,535,850
Personnes occupées	13,005,505	13,005,500
Chômeur(euse)s	1,469,440	1,530,350
Inactifs	6,829,795	6,768,885
Population active de 15-19 ans	904,370	948,260
Personnes occupées	766,260	766,260
Chômeur(euse)s	138,110	182,005
Inactifs	967,865	923,965
Population active de 20 ans et plus	13,570,575	13,587,590
Personnes occupées	12,239,240	12,239,245
Chômeur(euse)s	1,331,330	1,348,350
Inactifs	5,861,940	5,844,925

Source : Statistique Canada, n° 93327, p. 295.

Ces résultats doivent être examinés et discutés avec attention. Il faut

relativement exact. Il se peut que dans un cas particulier les effectifs figurant au tableau soient supérieurs à la réalité ; dans d'autres cas, ils peuvent tout aussi bien avoir été sous-évalués.

D'autre part, le tableau de la petite-bourgeoisie n'a pas été produit. Au sein de cette petite-bourgeoisie on retrouve des couches sociales relativement nombreuses dont les conditions de revenu et les conditions d'existence peuvent dans certaines circonstances se rapprocher de celles des ouvriers-ères et des employés-es. Mentionnons parmi ces couches des petits agriculteurs, des artistes, comédiens-nes, graphistes et infographistes sous-traitants dans l'édition, qui ont souvent le statut de travailleurs-ses autonomes tout en vivant pour plusieurs dans la pauvreté ; des enseignants-es du primaire et secondaire ainsi que des infirmiers-ères à temps partiel ou à statut précaire ; etc. Ces différentes couches doivent être visées par l'agitation et la propagande des communistes.

Il faut aussi tenir compte des couches sociales qui se rattachent directement au prolétariat sans être incluses dans la population active : l'immense majorité des 2 900 000 d'assistés-es sociaux et sociales du Canada et des chômeurs-ses non reconnus-es officiellement ; la majorité au sein des nations autochtones du Canada ; les travailleurs et travailleuses retraités-es qui ne vivent pas des dividendes sur des

³⁹ BIT, *Le travail dans le monde*, rapport 1992.

Le prolétariat au Canada - 1991

Compilé à l'aide
des données de
Statistique
Canada,
Recensement de
1991; n° 93327,
p. 295

Ouvriers et ouvrières :

Ouvriers-ères agricoles	260 800
Pêcheurs, trappeurs et travailleurs-ses assimilés-es	5 900
Travailleurs forestiers, manœuvres et bûcherons	67 530
Mineurs, carriers, foreurs, travailleurs dans les puits de pétrole et de gaz, etc.	52 660
Fondeurs, grilleurs, ouvriers et manœuvres dans le traitement du minerai	6 495
Métallurgistes, usineurs et façonneurs de métaux	252 180
Ouvriers du verre, de la pierre et de l'argile	19 300
Ouvriers de la pétrochimie, des plastiques, etc.	31 260
Ouvriers des aliments et boissons	170 000
Ouvriers de l'industrie du bois (sauf pâtes & papiers)	30 800
Ouvriers des pâtes & papiers	34 295
Travailleurs du bois à la machine	10 200
Graveurs, limeurs, meuleurs et usineurs divers	13 900
Travailleurs-ses du textile et de la confection	170 850
Fabrication de produits métalliques	80 900
Fabrication et installation de produits électriques et électroniques	111 500
Fabrication de produits en bois	43 290
Fabrication de produits de plastique et caoutchouc	26 000
Mécaniciens et réparateurs	362 700
Autres travailleurs et manœuvres dans la fabrication	74 270
Travailleurs-ses du bâtiment	734 260
Travailleurs d'entretien et d'exploitation des transports	436 595
Manutentionnaires de fret et de colis, débardeurs et autres	214 300
Travailleurs-ses dans l'imprimerie	68 300
Opérateurs de matériel électronique	11 100
Autres travailleurs, manœuvres divers, etc.	296 900
Total :	3 586 285

Employés-es d'exécution :

Sténographes et dactylographes	501 600
Commis aux livres, caissiers-ères, commis de banque	840 000
Opérateurs-trices de machines de bureau (mécanographie)	154 000
Commis généraux et autres employés-es de bureau	344 200
Aides infirmiers, auxiliaires, garçons de salles d'hôpital	153 600
Magasiniers, peseurs, commis de réception, etc.	251 000
Commis et employés-es des bibliothèques (sauf bibliothécaires)	42 000
Réceptionnistes et commis à la réception	141 000
Facteurs	27 000
Commis postiers	41 000
Téléphonistes, messagers, hôtes et hôtesse divers	70 700
Commis d'agences de voyage, agents-es de gare, billets et marchandises	34 000
Réceptionnistes d'hôtels	13 400
Vendeurs de journaux	9 000
Commis de station service	47 100
Employés-es à la préparation et service des aliments et boissons	415 600
Entretien des logements et emplois connexes	36 800
Travailleuses domestiques	44 000
Travailleurs-ses dans les soins aux enfants	131 500
Employés-es divers dans les services personnels	82 000
Employés-es - nettoyage et l'entretien des vêtements et tissus	37 000
Concierges, opérateurs-trices de monte-charge et d'ascenseurs, et manœuvres divers dans les services	379 900
Employés-es et commis à la vente dans les magasins	762 000
Vendeurs-livreurs	11 700
Total :	4 570 100

GRAND TOTAL : 8 156 385

investissements antérieurs ; les adultes, hommes ou femmes, conjoints-es d'ouvriers-ères et d'employés-es et qui ne sont pas au travail ; le groupe des jeunes d'origine ouvrière de 13, 14 ou 15 ans, qui est pour l'heure à la porte d'entrée du prolétariat.

Ce groupe en particulier, concerné au premier titre par le renouvellement du prolétariat doit être activement politisé par l'agit-prop communiste et on doit éventuellement viser à regrouper son avant-garde dans un **Front rouge des jeunes**.

Le prolétariat, repéré par le gros de ses effectifs dans un tableau comme celui qui précède, reste, à l'état brut, une grande classe divisée par le capitalisme.

Le capitalisme entretient, défait et renouvelle au besoin une aristocratie ouvrière, une couche embourgeoisée et une bureaucratie de mouvement qui jouissent de la direction attitrée sur le mouvement ouvrier ; il transforme le mouvement spontané en un mouvement ouvrier bourgeois ; il maintient des divisions d'ordre sexuel, national ou ethnique ; par ailleurs, il est aussi responsable de l'adhésion des travailleurs et travailleuses à « l'esprit du capitalisme ». Beaucoup veulent faire des affaires, spéculer, emprunter ou investir leurs économies dans des petits commerces ou dans l'immobilier ; etc. Ces facteurs contribuent à fragmenter le front prolétarien et font que la domination de la bourgeoisie est plus facile, tout en étant plus radicale et plus profonde.

Pour nous, la conception vivante d'une révolution culturelle prolétarienne de longue durée est fondamentale dans la marche vers le communisme au sein des pays impérialistes. Elle assure un avenir au pouvoir que la classe ouvrière aura conquis, par la participation directe des masses prolétariennes à la lutte contre les tendances profondes – dans la société et au sein même de la classe ouvrière – à vouloir perpétuer ou recréer un système de privilèges, de hiérarchisations indues, voire d'inégalités de droits et de conditions, toutes choses qui aident le capitalisme à se maintenir et, éventuellement, à se reporter à l'attaque à partir d'un « quartier général bourgeois » reconstitué.

C'est comme une guerre qui fait rage !

Les grandes sections du prolétariat dans les pays impérialistes d'Europe et d'Amérique sont confrontées à un plan d'attaques sensiblement le même d'un pays à l'autre. Quand on regarde la conjoncture sociale en Grande-Bretagne, en Belgique, en France, en Italie, en Espagne, aux États-Unis ou ici, il est remarquable de constater

toutes les similitudes qui existent dans la situation faite présentement aux millions de travailleurs et de travailleuses. Il y a évidemment des différences d'amplitude, des degrés dans les attaques, des luttes et des réactions qui ne sont pas les mêmes. Mais pour l'essentiel, le sort du prolétariat apparaît confronté à des objectifs généraux des capitalistes qui pourraient presque être interchangeables d'un pays à l'autre.

Les capitalistes veulent partout placer sur les grands marchés des biens et des services qui se feront concurrence pas tellement par leur valeur d'usage, que par la plus-value qu'ils recèlent. Les marchandises qui vont garantir aux capitalistes les plus grands profits seront celles qui se distingueront par une valeur ajoutée supérieure. Pour se maintenir dans ou autour de la « moyenne », ou pour occuper la « pole position » dans cette course d'élite, les capitalistes et les groupes de capitalistes vont tout faire pour diminuer les frais qu'ils allouent directement ou indirectement à la force de travail (les salaires, les assurances, la part de la plus-value qui va à l'État pour les programmes sociaux, etc.) et pour augmenter la productivité d'ensemble par un meilleur rendement du capital constant investi (les machines, les installations, le matériel, les lignes de production, les robots, etc.) en proportion du capital variable qui le fait fonctionner (la force de travail des ouvriers et ouvrières).

C'est dans la lutte des bourgeois contre les prolétaires que se concentre présentement toute cette concurrence entre les capitalistes. Un capitaliste ne pourra se gausser d'avoir tant de robots, d'avoir informatisé sa production, et d'être à l'avant-garde pour ce qui est du procès technique de travail, s'il ne peut dire en même temps « j'ai domestiqué, j'ai maté, j'ai vaincu mes ouvriers et mes ouvrières ! »

Dans cette lutte, les capitalistes sont principalement actifs sur deux fronts.

A) Ils ont un plan d'attaques : baisse des salaires, aussi près que possible du minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail, et même sous ce minimum pour des secteurs entiers du prolétariat ; flexibilité des salaires, réduction des normes et flexibilité des emplois ; augmentation de la concurrence entre prolétaires par des politiques actives de gestion (manipulation) de l'armée de réserve ; regroupement (rapatriement) de la plus-value autour du profit par la réduction de la cote-part versée à l'État ; priorité à l'augmentation de la productivité (i.e. à l'augmentation de l'accroissement lui-même !) par des réorganisations dans la production et dans les méthodes de travail.

B) Ils déploient par ailleurs tout un dispositif pour gagner la collaboration des

travailleurs et des travailleuses à l'application de ce plan, en partant du principe qu'il est plus facile de mener à l'abattoir un groupe d'ouvriers domestiqués que d'affronter une classe rebelle.

Dans la période actuelle, les grandes organisations syndicales sont partout tiraillées entre A) et B). Les travailleurs et les travailleuses voudraient pouvoir compter sur elles pour résister aux plans d'attaque. Tandis que les capitalistes misent tout autant sur les syndicats pour obtenir la collaboration de la classe ouvrière. De ce tiraillement, les syndicats ne sortent pas indemnes.

Ici au Canada, et de manière un peu plus évidente au Québec, le mouvement ouvrier ne s'attaque pas aux objectifs immédiats des capitalistes. Les syndicats vont officiellement, il est vrai, dénoncer un certain nombre de moyens déployés par la bourgeoisie pour rencontrer ces grands objectifs (comme les coupures dans l'assurance-chômage, la réforme des programmes sociaux, le démantèlement du soi-disant « État providence »). Le caractère apparent du mouvement syndical est d'être un mouvement d'opposition, un mouvement au travers duquel s'expriment des voix populaires et alternatives dans la société.

Dans certaines circonstances, on pourrait être tenté de se dire : si les syndicats donnaient un caractère un tant soit peu combatif aux dénonciations qu'ils accumulent et à tous les *haut-le-cœur* théâtraux qu'ils affectionnent, nous aurions peut-être gagné qu'ils agissent correctement comme des défenseurs des intérêts des travailleurs et des travailleuses. On se dit trop souvent : *gagnons en combativité, et nous aurons tout gagné !*

Mais la réalité, malheureusement, ce n'est pas que les syndicats manquent principalement de combativité. C'est plutôt que leurs dénonciations – fréquentes ou non – de la forme et du fond des politiques capitalistes, dissimulent plus souvent qu'autrement, au sein de très larges secteurs du mouvement syndical, une volonté de plus en plus réfléchie de participer à la réalisation des grands objectifs des capitalistes en matière de productivité, de concurrence et de compétitivité, de défense des entreprises finalement.

C'est cette volonté d'épauler les capitalistes, de servir de béquille aux profits qui est le vrai dynamo des directions syndicales. Ainsi, dans un discours du président de la CSN Gérald Larose à l'occasion d'un dîner de la Chambre de commerce de Montréal, discours intitulé « *Stop, on vire à gauche !* », l'ineffable président mettait toute sa colère à dénoncer « dix années de néo-libéralisme », mais

c'était pour mieux convaincre les bons bourgeois qui mangeaient devant lui, et buvaient ses paroles, que la CSN était surtout « capable de dealer dans des contextes difficiles ». ⁴⁰

Les capitalistes nous aiment... productifs et peu coûteux !

Les capitalistes n'aiment pas le prolétariat qui, dans leur esprit (et dans le nôtre !), est synonyme de résistance, de lutte et de révolte. Mais ils aiment bien (en fait ils n'ont pas le choix) pouvoir disposer de travailleurs et de travailleuses qui acceptent le travail pénible, l'alourdissement des tâches par le progrès technique, l'augmentation des cadences, la

multiplication des besognes pénibles et abrutissantes, tout ça pour le minimum salarial ou tout près. Et ils visent évidemment à défoncer encore les plafonds de la productivité.

Les deux tableaux suivants, tiré pour le premier d'un livre récent de l'économiste Paul Kennedy ⁴¹, le second de la revue française *Alternatives économiques* ⁴², donnent rapidement un aperçu de la croissance gigantesque de la production mondiale et de la productivité du travail.

Denis Clerc, dans un numéro antérieur de la même revue *Alternatives économiques*, avait résumé ainsi ce mouvement d'augmentation de la productivité : « La productivité, c'est-à-dire l'efficacité du travail fourni, progresse en effet, bon an

mal an, de 2,5 % à 3 % dans l'ensemble de l'économie. Les progrès de la productivité nous font ainsi gagner chaque année l'équivalent d'une heure de temps de travail hebdomadaire. Ces gains d'efficacité, depuis dix ans, n'ont pas servi à faire travailler moins chaque actif occupé, mais à le faire produire plus, sans guère d'effet sur son salaire réel. Les gains ont surtout profité aux entreprises et aux propriétaires du capital. » ⁴³

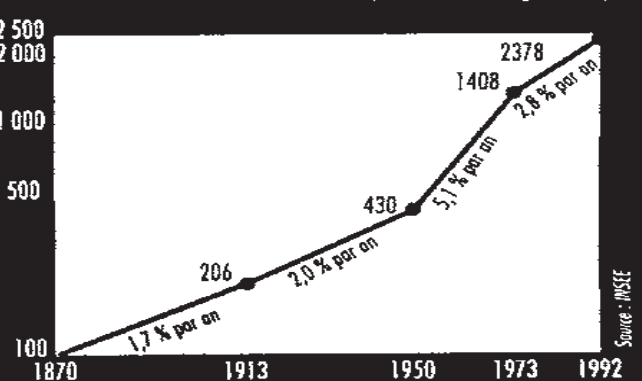
La compagnie Falconbridge a commencé à réduire le nombre de ses ouvriers à sa mine de nickel de Sudbury à partir de 1982. Peu de temps après, en 1986, son président, Bill James pouvait affirmer : « 2,250 were doing the job of 4,000. » ⁴⁴

Production mondiale des industries manufacturières

1900		100,0
1913		172,4
1928		250,8
1938		311,4
1953		567,7
1963		950,1
1973		1 730,6
1980		3 041,6

Source : Paul Kennedy, *Preparing the 21th Century*, 1993.

LA PRODUCTIVITÉ HORAIRE DU TRAVAIL EN FRANCE DEPUIS UN SIÈCLE (base 100 en 1870, échelle semi logarithmique)



Les grands secteurs de l'industrie ici et à l'étranger se sont largement restructurés depuis 10-15 ans (et le mouvement continue) de manière à atteindre des taux de productivité plus élevés. Ainsi, dans la sidérurgie. Dans la décennie 80, les grandes compagnies productrices d'acier ont fermé bon nombre d'usines. Aux États-Unis en particulier, elles ont investi 22,5 milliards de \$ pour moderniser leurs installations (machines et usines) et ont supprimé 208 000 emplois. La production d'une tonne d'acier qui s'effectuait avant cela en 9,3 heures de travail, demande maintenant une moyenne de 5 heures de travail ⁴⁵.

Cette restructuration a fait baisser les coûts de la tonne d'acier. Le tableau qui suit montre clairement que le coût d'une tonne d'acier aux USA, au Canada, et surtout en Grande-Bretagne, s'est rapproché de beaucoup des coûts en vigueur dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie.

Tom Thomas, dans un de ses livres, donne aussi l'exemple de l'industrie textile en France où, mentionne-t-il, il fallait en 1973 11 heures pour produire 100 kilos de

HOW STEEL COSTS MATCH UP

Cost per tonne of cold-rolled steel

Country	\$U.S.
Japan	\$592
Germany	563
Canada	535
U.S.A.	534
Brazil	530
Taiwan	519
S. Korea	515
Britain	496
Mexico	487

Source: WEFA

Source : *Globe & Mail*, 1/11/94.

fils cardés, et une heure seulement en 1990 ⁴⁶.

Évidemment, la bourgeoisie, qui garde pour elle l'essentiel de toute cette plus-value accumulée, en veut toujours davantage. Au Canada, les capitalistes se sont

plaints longtemps (et se plaindront longtemps encore) que la productivité dans l'industrie canadienne laissait à désirer, ce qui les mettait en situation périlleuse sur les marchés internationaux. Les taux annuels d'augmentation de la productivité au Canada auraient été de 2,5 % en moyenne de 1970 à 1975 ; 1,2 % entre 1975 et 1980, et 0,7 % de 1985 à 1990. De Block souligne également que les compagnies canadiennes ont même une productivité inférieure de 20 % à celles des entreprises sous contrôle étranger établies au Canada. ⁴⁷

Au milieu des années 80, le président de Northern Télécom, David Vice, livrait

⁴⁰ *La Presse*, 30 mars 1994.

⁴¹ Paul Kennedy, *Preparing the 21th Century*, 93.

⁴² *Alternatives économiques*, février 1994.

⁴³ *Alternatives économiques*, janvier 1992.

⁴⁴ Daniel Drache et Harry Glasbeek, *The Changing Workplace*, Lorimer ed. 1992, p. 5.

⁴⁵ *Business Week*, hors-série en français, mars 1993.

⁴⁶ Tom Thomas, *Crise technique et temps de travail*, p.61.

⁴⁷ Deblock et autres, *Ibid.*, p. 22.

un discours devant le Conference Board du Canada dans lequel il présentait ce qui est devenu depuis la priorité des capitalistes : « *Notre taux de croissance dépend de notre capacité de concurrence à l'échelle internationale. Notre niveau de vie en dépend. Nos emplois en dépendent. [...] Le Forum européen de management s'est intéressé aux tendances de la productivité des employés dans 22 pays industrialisés pour la période 77-82. Or il a constaté que le Canada se classe au dernier rang.* »⁴⁸

Les capitalistes se mettent au travail...

Se mettre au travail pour eux et elles, cela veut dire faire en sorte que le travail des autres rapporte plus. Restons un instant chez Northern Télécom. M. Vice et les autres dirigeants de la compagnie y ont réorganisé leur production pendant les années 80 avec comme résultat que le temps de travail nécessaire à la fabrication d'un téléphone est passé de 28 minutes à 6 minutes.⁴⁹

Comment ne pas se rendre compte que tout ce discours, c'est essentiellement celui de la concurrence qui agite les différents marchés, c'est un *cheval de Troie* introduit dans la classe ouvrière. Et l'exploit des capitalistes, c'est justement qu'ils convainquent des travailleurs et des travailleuses et des syndicats de faire de ce *cheval de Troie* leur propre cheval de bataille. Certes, la classe ouvrière trouvera éventuellement son compte dans les progrès de la productivité, quand elle pourra prendre en main l'industrie capitaliste sous un régime de dictature du prolétariat et qu'elle y trouvera des conditions relativement favorables pour libérer le prolétariat du régime du salariat.

Mais pour l'heure, la propagande bourgeoise qui vise à intéresser les travailleurs et les travailleuses aux succès de l'entreprise, aux gains de productivité qu'elle peut faire moyennant certains sacrifices des employés-es, aux contrats qu'elle convoite et qui exigeraient plus de qualité et plus de rigueur dans la production, cette propagande a comme principal effet de faire porter l'adhésion des travailleurs-ses sur leur entreprise ou leur établissement, plutôt que sur leur classe, le prolétariat.

Lors de notre Quatrième Congrès, nous avons adopté le principe du défaitisme dans la guerre économique entre les entreprises et entre les nations capitalistes, comme alternative à l'esprit d'entreprise (et au nationalisme). Concrètement, c'est aussi dans les faits la seule attitude qui soit également une marque de réalisme.

On ne peut se faire aucune illusion. Les gains de productivité ne sont pas l'effet magique de l'introduction de nouvelles machines et de nouveaux procédés techniques, auxquels procédés les travailleurs et les travailleuses de l'entreprise n'auraient plus qu'à être formés-es, cela évidemment sans le moindre heurt, grâce à la bienveillante sollicitude du patron. Dans les faits, l'objectif-productivité est synonyme de centaines de milliers de mises à pied (des millions dans l'ensemble des pays capitalistes développés), du développement de la flexibilité des emplois et de la flexibilité des salaires, de l'impartition, comme disent les capitalistes (out sourcing), et des différentes formes de sous-traitance, responsables au Canada seulement, selon une étude de la firme Price Waterhouse, de l'apparition de 500 000 à un million de nouveaux emplois pour la plupart mal payés, aléatoires quant à la durée, majoritairement à temps partiel, etc.⁵⁰

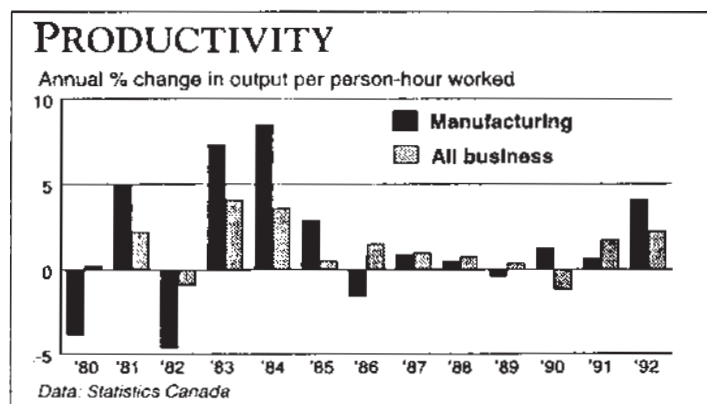
Évidemment, les capitalistes applaudissent quand les travailleurs et les travailleuses mettent généreusement l'épaule à la roue. Régulièrement, les médias bourgeois rendent compte de ces réjouissances. Ainsi, le *Globe & Mail* : « *After a long absence, productivity growth is back, especially in Canada's*

servent, chômage et sacrifices aidant, à faire monter en flèche la productivité du travail. Le défi des capitalistes au sortir des récessions est alors d'adopter des mesures dans les entreprises comme au niveau de l'État, pour prolonger sur une plus longue période ces résultats dits « positifs ». Ces mesures, on s'en doute, visent directement l'exploitation des travailleurs et des travailleuses. Pour les capitalistes, le mot-d'ordre c'est : « *ça doit continuer !* »

Et ça continue !

La bourgeoisie, nous l'avons dit, nous sert son plan d'attaque. Il ne se passe pas une journée sans que ses « grandes-gueules », ministres, chefs-es d'entreprises ou éditorialistes, ne nous le renvoient par la tête. Ils nous martèlent de leurs slogans hypocrites autant de fois qu'ils en ont l'occasion. Et pour les travailleurs et travailleuses qui ont le malheur de céder et de leur faire confiance, alors c'est encore pire, les capitalistes leur confient même des responsabilités : « *Allez, éduquez vos pairs, convainquez-les de nous offrir leurs efforts, leur temps, leur travail, et surtout de nous accorder la paix (industrielle) perpétuelle. En retour, nous consentirons à leur ouvrir... nos grands livres !* »

La bourgeoisie est consciente qu'elle a présentement presque toutes les cartes en main pour faire reculer la classe ouvrière très loin en arrière. Tous les patrons du monde, y compris nos patrons bleu azur qui portent l'épinglette du Bloc ou du PQ au revers de leur veston, peuvent se reconnaître dans le credo du directeur du *Figaro*, un grand quotidien de droite en France : « *Les tenants du partage du travail*



Source : *Globe & Mail*, 18 mai 1993.

manufacturing sector. Canada's factories boosted their output for every hour worked by an impressive 4.2 per cent in 92. For all businesses in the country, the gain was 2.2 per cent. Both were the healthiest since 1984. »⁵¹ Le journal illustre également ces gains par un tableau fort révélateur.

En effet, ce que l'on constate, c'est que les grandes récessions (début 80 et début 90)

ouvrent quand même la voie à la seule bonne méthode pour créer des emplois : la flexibilité. Si l'on veut remettre la France

⁴⁸ Deblock et autres, Ibidem.

⁴⁹ *Plus de temps pour nous-mêmes, nos enfants et notre communauté*, brochure des TCA, 1993.

⁵⁰ *La Presse*, 4 avril 1994.

⁵¹ *Globe & Mail*, 18 mai 1993.

au Travail [pourquoi pas aux travailleurs-ses ?, NDLR], il faut casser les habitudes, développer le temps partiel, réduire la paperasserie des entreprises, déréglementer et dérégidifier. Tout, y compris le salaire minimum, en se disant que, pour nos 25 % de jeunes au chômage, il vaut mieux un petit boulot pas bien payé que pas de boulot du tout. »⁵²

Jamais ! Nous disons : dérégidifions (!) et cassons les habitudes des bourgeois d'abord ! Comme l'ont fait d'ailleurs les jeunes en chômage de France qui ont victorieusement forcé ce terroriste du *Figaro* à ravalier sa salive !

Il faut faire la même chose ici. Il faut faire taire les bourgeois. Il faut expulser des syndicats tous les lieutenants à leur service. Nos patrons à nous, nos capitalistes locaux pratiquent le même terrorisme que tous les capitalistes du monde.

Le péquiste LeHir, avant d'être ministre, crachait son venin tous les jours, payé qu'il était pour enrichir les manufacturiers. Les capitalistes dînent entre eux tous les midis et refilent leurs menus aux ministres. Il y a quelque temps, Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec, avançait son « plan » : « Il faut s'assurer d'une flexibilité accrue des salaires. D'où l'appui de la Chambre à la déréglementation de l'industrie de la construction résidentielle et sa demande insistante d'abroger la loi sur l'extension des décrets de convention collective dans le secteur manufacturier. [...] La Chambre recommande aussi d'alléger une fiscalité qui favorise le développement d'une économie souterraine et de revoir toutes les taxes sur la masse salariale. [...] La Chambre désire aussi que les gouvernements simplifient la vie des PME notamment en ce qui a trait à la perception de la TPS et de la TVQ. »⁵³

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante demandait elle aussi que soient réduites les taxes sur la masse salariale, qu'elle chiffre à 13,48 \$ pour chaque 100,00 \$ versé en salaire.⁵⁴

La liste des mesures prônées par la bourgeoisie pour aider aux profits et pour attaquer le prolétariat, jusque et y compris la réforme des programmes sociaux pilotée par le ministre Axworthy, pourrait être longue et pénible. Elle resterait incomplète si on ne faisait pas mention d'une importante série de quatre éditoriaux parus dans le journal torontois *The Globe & Mail*.

Sous le titre « *Liberating labour* », le *Globe & Mail* proposait une véritable offensive pour la flexibilité des salaires dans l'économie canadienne. Sous le couvert trompeur du partage des profits

(le fameux « profit-sharing » qui séduit beaucoup de syndicats présentement), le journal donne évidemment l'exemple du Japon pour démontrer les avantages de ce système d'esclavage-salarial, et en faire la proposition pour le Canada : « *The more instrumental role is played by the extraordinary flexibility of Japanese wages – or rather, of wages plus bonuses.*

Industrial workers receive a quarter or more of their total compensation in twice-yearly packets, paid as a share of profits. The amount of the bonus rises or falls with the company's profitability. Hence much of the burden of adjusting labour costs to fluctuations in the business cycle can be borne in wages, rather than in jobs. That, more than anything else, explains Japan's near-full employment record. »

Et le *Globe & Mail* continue en ce qui concerne le Canada : « *What is needed is a comprehensive program of market-oriented, micro-economic repairs to Canada's ailing labour markets. These would include: reform of welfare and unemployment insurance; reduction in payroll taxes; relaxation of employment regulations; and incentives for greater wage flexibility.* »⁵⁵

Récemment, le Centre des relations industrielles de l'Université Queen à Kingston en Ontario, publiait un rapport intitulé *The Canadian Workplace in Transition*⁵⁶. Une des principales sources de ce rapport est une vaste enquête auprès des entreprises canadiennes, conduite entre février et avril 1993 et portant sur les stratégies de gestion des ressources humaines (le titre de l'enquête était : *The Human Resource Practices Survey*). 714 entreprises ont participé à l'enquête. Il ressort, entre autres choses, que les compagnies pratiquent à plus de 65 % la réduction des coûts de la main-d'oeuvre dans leur « stratégie de gestion », et qu'elles misent pour 50 % d'entre elles sur le développement de la coopération entre les travailleurs-ses et la direction (« *enhancing labour-management cooperation* »).⁵⁷

La même enquête démontre aussi que les compagnies ont déjà introduit sur une assez large échelle différentes mesures de flexibilité des salaires liées pour une bonne part au rendement de l'entreprise. 21,6 % des compagnies appliqueraient un plan de participation aux profits (*Profit-sharing*) ; 14,1 % ont un plan d'acquisition d'actions par les travailleurs-euses (*ESOP*) ; 14,5 % modulent le salaire selon la formation ; 6,5 % l'ajustent aux gains de productivité (*Productivity gainsharing*) et 6,4 % pratiquent d'autres incitatifs salariaux.⁵⁸

Des dispositions comme celles-là contribuent à merveille, en période de crise, à intéresser une couche nombreuse, mais minoritaire, de travailleurs et de travailleuses à l'accroissement du capital et aux profits des entreprises.

Normalement, dans la mesure où les incidences de ces mesures sur la division de la classe ouvrière sautent aux yeux du premier venu, toutes les forces du mouvement ouvrier auraient du être réunies depuis longtemps pour faire sauter les pieds aux capitalistes qui avancent ce programme, ce plan d'attaques, et qui l'appliquent déjà à la pièce en insistant pour que des mesures législatives soient adoptées.

Pourtant, comme nous le verrons un peu plus loin, les syndicats se font une concurrence pour déterminer lequel va avancer son bras le plus loin dans le tordeur. Lequel va « dealer » le mieux, comme dirait le président Larose. Les luttes sont réduites au minimum. Pire, ce sont les patrons qui sont à l'offensive. En 1993, le nombre des lock-out au Québec a augmenté de 50 %. Depuis le début de l'année 94, un conflit sur trois était en fait un lock-out.⁵⁹

Roger Valois, vice-président de la CSN, ne pouvait que constater : « *Dans le secteur privé, il n'est pas rare de voir des reculs salariaux de l'ordre de 10 %.* »⁶⁰

Monsieur Valois, dites-vous cela pour faire pleurer votre entourage, ou pour que les ouvriers et les ouvrières se révoltent ? Vous avez eu un congrès à la CSN au début de l'été 1994. Y avez-vous fait adopter un plan de lutte robuste pour organiser la bataille ? Non. Même pas l'ombre du début d'un tel mouvement.



⁵² Cité par B. Cassen in *Le Monde diplomatique*, décembre 1993.

⁵³ *La Presse*, 9 mars 1994.

⁵⁴ *La Presse*, 29 mars 1994.

⁵⁵ *Globe & Mail*, 18 mars 1993.

⁵⁶ Betcherman, McMullen, Leckie et Caron : *The Canadian Workplace in Transition*, IRC Press, 1994.

⁵⁷ Ibidem, page 21.

⁵⁸ Ibid., page 41.

⁵⁹ *La Presse*, 2 mars 1994.

⁶⁰ Ibidem.

L'appauvrissement, c'est la loi du salariat

C'est devenu un lieu commun de parler du développement de la pauvreté au Canada, aux États-Unis, en Europe. La bourgeoisie parvient mal maintenant à dissimuler cette réalité. C'est tant mieux. Mais l'appauvrissement, ce n'est pas seulement la pauvreté grandissante des pauvres. C'est plus fondamentalement le résultat social et normal (quoique surprenant pour certains et certaines) du capitalisme comme système de production.

Récemment, dans un colloque de diplômés universitaires tenu à l'UQAM à Montréal portant sur le partage du travail (et le partage des salaires !), le directeur de la revue *Relations*, M. Guy Paiement, tout en rappelant la multiplication des banques alimentaires dans la région de Montréal – qui seraient passées de 70 avant les années 80 à 450 en 1994 – saluait les « initiatives louables de solidarité » – entendu les mesures de partage du travail.⁶¹

Certes, il est bon de multiplier les révélations et de dénoncer sans répit la situation des sans-abri, des assistés-es sociaux et sociales, et des chômeurs-ses. Nous-mêmes nous cherchons à le faire. Peut-être pas suffisamment encore. Il est dans les faits de la première importance que ces dénonciations servent à donner une direction anti-capitaliste et révolutionnaire au mouvement des travailleurs et travailleuses sans emploi.

Mais imaginons un instant qu'au Québec par exemple, un grand élan de solidarité sociale, un immense consensus, comme en rêvent encore tous les apôtres... de la convivialité, généralisait le partage du travail et parvenait ainsi, oh ! exploit, à



1930...

faire fermer, faute de fréquentation, toutes ces banques alimentaires, à réduire de 70 %, voire 80 % le nombre d'assistés-es sociaux et sociales, il n'y aurait alors pas moins, mais plus de pauvreté au Québec !

Marx expliquait en termes simples que les profits et les salaires sont « en raison inverse l'un de l'autre ». ⁶² Il écrivait : « ...Le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier et, [...] par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou

moins, la valeur du travail [i.e. de la force du travail, NDLR] à sa limite la plus basse. » ⁶³

Aujourd'hui au Canada, les attaques contre le prolétariat dans la crise capitaliste font apparaître ce mouvement vers la limite la plus basse du salaire.

« ...Ceux d'en bas »

Officiellement, selon les barèmes les plus souvent utilisés au Canada, il y avait en 1991 4 227 000 personnes pauvres ⁶⁴. En 1994, il y en aurait plus de 4 500 000. Par ailleurs, on lit quelquefois, qu'au Québec par exemple, 1 % de la population posséderait 40 % de la richesse. Au niveau canadien, ce serait 368 000 personnes (la couche supérieure de la bourgeoisie) qui récolteraient des revenus (profits) annuels de plus de 60 milliards de \$.

Ces deux groupes statistiques ne sont pas les marges extrêmes d'un large spectre des revenus. Les revenus et les salaires dans une société de classes ne sont pas l'expression d'une graduation (selon la figure classique de l'échelle des revenus) mais d'une contradiction. On peut s'y perdre à ne regarder que le montant des chèques que touchent l'assistée sociale, l'employé d'entretien, l'éducatrice, le métallurgiste, le comptable, la PDG.



...1994 : la même misère pour les classes exploitées.

⁶¹ Forum de l'ADDSH, *La Presse*, 26/03/94.

⁶² Marx, *Travail salarié et capital*, p. 40.

⁶³ Marx, *Salaire, prix et profit*, p. 72.

⁶⁴ *Globe & Mail*, 18 mars 1993.

Comme Lénine l'a écrit, les faits, isolés, n'aboutissent trop souvent qu'à de la spéculation ; mais liés, mis ensemble, en connexion, ils aident à la démonstration : « Dans le domaine des phénomènes sociaux, il n'y a pas de procédé plus répandu ni plus injustifié que d'isoler certains faits de peu d'importance, de spéculer sur des exemples. Il ne coûte guère, en général, de recueillir des exemples, c'est là un travail sans aucune valeur, sinon purement négatif, car tout dépend du cadre historique concret dans lequel s'insèrent les cas particuliers. Si on les prend dans leur ensemble, dans leur connexion, les faits sont non seulement "têtus" mais aussi démonstratifs, indiscutablement. »⁶⁵

Il faut trouver, dans la contradiction, ce qui donne un sens aux faits.

La guerre actuelle des capitalistes pour rapprocher le prolétariat de la limite la plus basse du salaire, est selon nous ce qui fait de l'appauvrissement actuel un appauvrissement de classe, **un développement de la condition prolétarienne**. Ce développement de la condition prolétarienne est le facteur principal de la situation de crise du capitalisme. Il est apparent à travers une longue série de données et d'exemples. Donnons quelques indications.

1- DEPUIS 1977, LES GRANDS RÈGLEMENTS salariaux dans les conventions collectives au Canada ont été inférieurs au taux d'inflation, sauf pour 1981, et pour 1988 et 1989, chaque fois par des fractions minimes. Le salaire minimum a aussi été amputé de presque le tiers de sa valeur réelle. De Block et cie écrivent : « Les plus affectées auront été les personnes travaillant au salaire minimum : leur rémunération réelle est tombée pratiquement en chute libre entre 78 et 86. Une baisse de près de 30 pour cent. Certes, au Québec, le salaire minimum a été légèrement réévalué en 1987, pour être indexé depuis lors. [...] Mais c'est là une bien mince consolation quand on sait que ce niveau [celui du salaire minimum, NDLR] est le même qu'il y a vingt deux ans, soit en 1970 ! »⁶⁶

Depuis le milieu des années 80, le salaire minimum ne représente plus qu'à peine 40 % du salaire industriel moyen, qui était pour 1993 de 15,74 \$ (14,88 \$ aux États-Unis).⁶⁷ Il semblerait par ailleurs qu'au Canada, approximativement 9 % de la force de travail est rémunérée au salaire minimum ou à un taux très légèrement supérieur, ce qui donnerait un contingent de plus d'un million de travailleurs et de travailleuses.⁶⁸

2- EN 1993, LA BAISSÉ DU SALAIRE RÉEL, négociée dans des conventions collectives a été de 1,5 %.⁶⁹ L'année 1993 aurait été la pire des dix dernières. En octobre 93, le Conference Board du Canada prévoyait que les augmentations de salaires au pays seraient en 1994 plus basses que dans les autres pays industrialisés : « the lowest in the industrial world ». ⁷⁰ Un an plus tard, la grande enquête annuelle du Conference Board confirmait cette prévision et rajoutait : « For the second year in a row, Canadians will be getting some of the industrialized world's smallest raises. »⁷¹

Statistique Canada annonçait en juin que l'augmentation de la rémunération horaire dans les entreprises en 1993 avait été la plus faible depuis que ces données sont disponibles, soit depuis 1946 ! L'organisme annonçait en même temps une première baisse depuis 1962 des coûts unitaires de main-d'œuvre.⁷²

3- DE MARS 1981 À MARS 1993, LE NOMBRE de personnes vivant de l'aide sociale au Canada au augmenté de 100 %. Selon les chiffres du gouvernement canadien, il y avait en mars 1993 2 975 000 personnes qui vivaient de l'aide sociale.⁷³ En juin 1994, le Québec comptait 741 400 assistés-es sociaux, soit 10,3 % de sa population. L'Ontario en comptait pour sa part 1 287 000, soit 12 % de sa population.⁷⁴

4- UN RAPPORT DE L'INSTITUT VANIER DE LA famille publié en mars 1994 montrait clairement le sort actuel d'un très grand nombre de familles au Canada : « Au lieu

de travailler 45 à 50 heures par semaine, les parents travaillent maintenant entre 65 et 75 heures pour atteindre exactement le même niveau économique. »⁷⁵ En 1971, 52 % des familles n'avaient qu'un seul revenu ; en 1991, ce n'était plus que 25 %.⁷⁶ Il y a quelques temps, *Le Monde diplomatique* notait également qu'aux États-Unis (c'est sans doute valable aussi pour d'autres pays), le travail des enfants progressait au lieu de régresser.

Rappelons ce que Marx écrivait en 1865 dans *Salaire, prix et profit* : « Vos statisticiens bourgeois vous raconteront, par exemple, que les salaires moyens des familles travaillant dans les fabriques du Lancashire ont augmenté. Ils oublient qu'au lieu de l'homme seulement, ce sont aujourd'hui le chef de famille, sa femme et peut-être trois à quatre enfants qui sont jetés sous les roues du Jaggernaut capitaliste et que l'élévation totale des salaires ne correspond pas au surtravail total soutiré à la famille. »⁷⁷ (Voir tableau page suivante.)

⁶⁵ Lénine, *Statistique et sociologie*, T. 23, p. 299.

⁶⁶ De Block et autres, op. cit., p. 10.

⁶⁷ Drache et Glarbeck, op. cit. p. 152.

⁶⁸ Ibidem, p. 153.

⁶⁹ *La Presse*, 29 décembre 1993.

⁷⁰ *Globe & Mail*, 27 octobre 1993.

⁷¹ Ibidem.

⁷² Statistique Canada, *Le quotidien*, 14 juin 94.

⁷³ *La sécurité sociale au Canada*, App. & Serv. Canada, 1993.

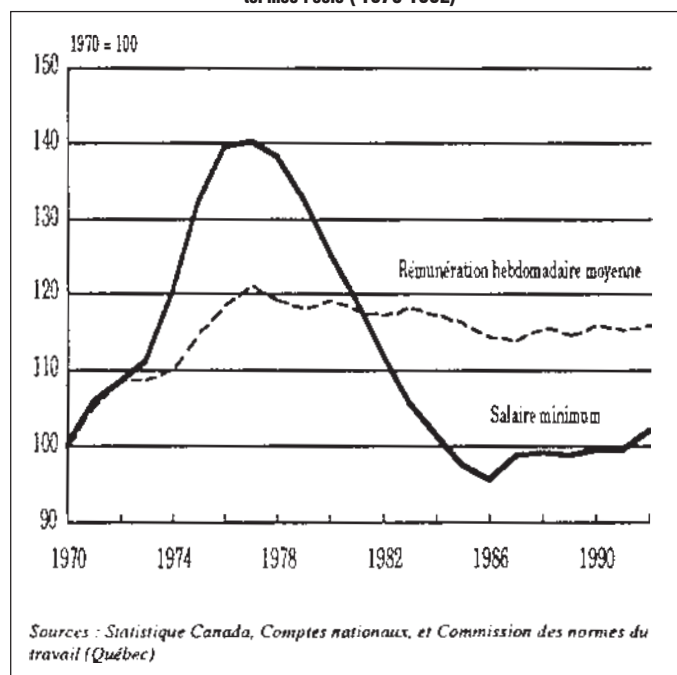
⁷⁴ *La Presse*, 30 juin 1994.

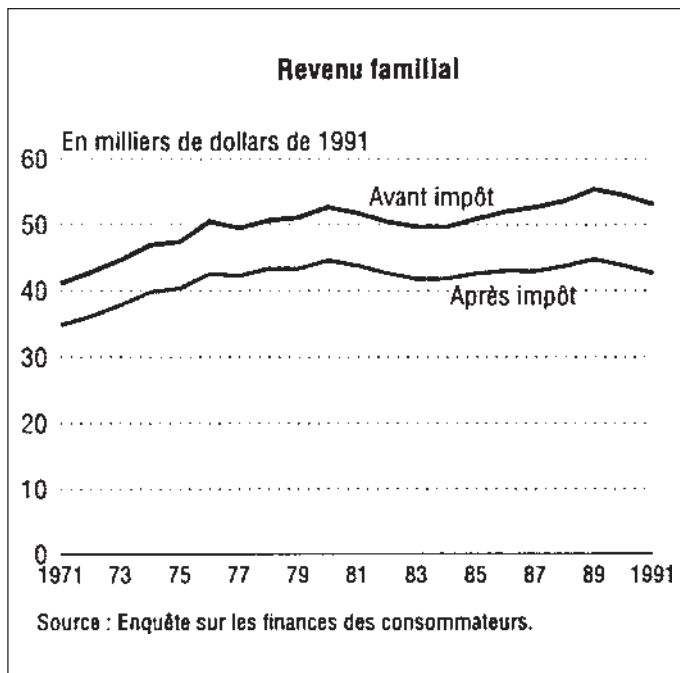
⁷⁵ *La Presse*, 17 mars 1994.

⁷⁶ *La sécurité sociale au Canada*, op. cit., p. 8.

⁷⁷ Marx, *Salaire, prix et profit*, page 63.

Rémunération hebdomadaire moyenne au Canada et salaire minimum au Québec en termes réels (1970-1992)





Source : Approvisionnements et Services Canada, 1993.

5- RAPPELONS ÉGALEMENT QUE LES EMPLOIS perdus, et compensés en bonne partie par les nouveaux emplois créés bon an mal an depuis plus de dix ans, sont un facteur actif dans la baisse du salaire réel du prolétariat canadien. De 1981 à 1989, 44 % des emplois créés étaient à temps partiel ou à durée limitée.⁷⁸

De 1983 à 1987, 90 % des nouveaux emplois appartenaient au secteur des services. Plus de la moitié de ceux-ci ne permettaient que des gains hebdomadaires de moins de 300,00 \$, un tiers de moins que le salaire hebdomadaire moyen de l'ensemble des travailleurs-ses.⁷⁹

6- SELON LE CONSEIL CANADIEN DU développement social, le nombre de ménages de travailleurs pauvres a augmenté de 30 % de 1981 à 1991.⁸⁰ Le Conseil considère comme un ménage de travailleurs celui où les conjoints ont moins de 65 ans et ont accumulé au moins 49 semaines de travail dans l'année. Le CCDS fixe les taux de pauvreté à 50 % du revenu moyen d'une famille (en tenant compte de la composition du ménage – personne seule, couple sans enfant ou avec enfants, etc. La dernière édition de son rapport *Données de base sur la pauvreté au Canada* donne le nombre de 2 767 000 ménages pauvres.

En eux-mêmes, ces résultats sont déjà fort indicatifs. Le taux estimé de pauvreté de 16 % au Canada, assez proche des taux obtenus aux États-Unis ou en Australie, est par contre de loin supérieur à celui de la France (10 %), de la Suède (8 %) ou de l'ex-Allemagne fédérale (6,8 %). Les familles monoparentales vivent dans la pauvreté au Canada pour 60 % d'entre

elles, alors que c'est 25 % en Allemagne, 16 % en France et 5,5 % en Suède.

7- LA PAUVRETÉ, TELLE QU'ELLE RESSORT DE données comme celles-là, reste néanmoins le fait d'une vision interrompue de la réalité. À ce premier contingent de plus de 4 500 000 personnes qui vivent avec moins de 50 % du revenu moyen des familles, il faut ajouter un second contingent, considérable, composé des travailleurs-ses et de leurs familles qui émergent des taux de pauvreté, tout en ayant des revenus inférieurs au revenu moyen des ménages (disons de 50 % au revenu moyen lui-même). On peut avancer que la majorité du prolétariat au Canada se retrouve effectivement dans cette catégorie.

Ainsi par exemple, si à Montréal 30 % des ménages (familles et personnes seules) sont considérés comme pauvres (386 000 ménages sur un total de 1 298 000, la taille moyenne des ménages étant de 1,8, cela donne approximativement 694 800 personnes pauvres (selon l'*Enquête sur les finances des consommateurs*, 1991) ; que dire du nombre de ménages qui n'entrent pas dans la catégorie des personnes dites pauvres, tout en ayant un revenu inférieur ou égal au revenu moyen ?

8- PAR AILLEURS, LES REVENUS DES prolétaires provenant des transferts gouvernementaux (aide sociale, assurance-chômage, allocations familiales, pensions de vieillesse) font baisser – quoique de manière beaucoup moins importante aux États-Unis et au Canada que dans la majorité des pays européens – les taux estimés de pauvreté. En s'en tenant aux

salaires, i.e. à la rémunération de la force de travail, on se rend compte, comme le montre en partie l'enquête de Statistique Canada sur les *Finances des consommateurs*, qui répartit en déciles la totalité des ménages canadiens (familles et personnes seules), que 60 % des ménages au pays ne reçoit que 24 % des salaires ; en étendant un peu, on obtient 70 % des ménages et seulement 35,5 % des salaires, alors que les 20 % supérieurs vont chercher 49,6 % des salaires (salaires et revenus d'investissements).⁸¹

9- À PARTIR DU BULLETIN DE STATISTIQUE Canada intitulé *Emploi, gains et durée du travail*, février 1994⁸², nous présentons ci-après le tableau du salaire horaire et hebdomadaire moyen (incluant le temps supplémentaire) dans les différentes branches de l'industrie et des services où se répartissent les prolétaires actifs et actives. Les branches qui concentrent le plus de travailleurs-ses, celles où l'embauche se maintient et progresse, et celles aussi qui pratiquent présentement la baisse des salaires à travers le renouvellement de la force de travail, sont à peu de choses près les branches où la rémunération est faible ou, au mieux, se tient aux alentours du salaire moyen.

10- DANS LE RECENSEMENT DE 1991, 70 % des Canadiens-nes de plus de 15 ans ont déclaré avoir touché un revenu dans l'année écoulée. Parmi eux et elles, 57 % ont dit avoir eu un revenu inférieur à 20 000 \$. 15 % seulement disent avoir gagné plus de 40 000 \$.

11- À MONTRÉAL, TORONTO, ET DANS LA plupart des grandes villes du Canada, la moitié de la population a moins de 35 ans. Au sein du prolétariat, les plus jeunes sont massivement touchés-es par la politique des capitalistes de faire baisser les salaires et les revenus. 42 % des ménages dont le membre le plus âgé a 25 ans ou moins vivent sous la pauvreté. En recoupant les estimations produites par différents organismes, le CCDS a estimé où se situe présentement le « coût des frais essentiels de survie », le minimum du minimum :

« Il est peut-être plus facile de comprendre ce qu'est un jour dans la vie d'un pauvre en convertissant un revenu de pauvreté typique en montant d'argent

⁷⁸ *Le Marché du travail*, décembre 1992.

⁷⁹ *Notes de recherches*, n° 2, Centre canadien du travail et de la productivité, 1988.

⁸⁰ CCDS, *Données de base sur la pauvreté au Canada*, 1994, page 89.

⁸¹ *Ibidem*, p. 104.

⁸² Statistique Canada, n° 72-002.

RÉPARTITION DES COUCHES DU PROLÉTARIAT CANADIEN

Par industrie ou secteur d'activités	Salaire horaire moyen (\$)	Salaire hebdo. moyen (\$)	Nbre d'hres moyen (hres)	Effectifs
Tabac	26,29	968,68	36,2	
Pétrole brut et gaz	26,05	1 036,97	39,8	
Automobile	23,49	988,52	42,1	
Ciment	23,43	949,83	40,5	
Mines	23,23	903,63	38,9	
Électricité, gaz , eau, services publics	21,44	875,96	40,9	
Transport par eau	20,65	686,76	33,3	
Papier et produits connexes	20,52	809,34	39,4	
Boissons	20,40	706,97	34,7	
Produits raffinés du pétrole et charbon	20,37	922,08	45,3	
Sidérurgie	20,24	862,41	40,8	
Matériel ferroviaire roulant	20,20	861,95	42,7	
Exploration forestière	19,51	803,17	41,2	
Hôpitaux	18,94	560,64	29,6	
Transport et services ferroviaires	18,79	798,70	42,5	
Construction	18,37	641,36	34,9	
Construction navale	18,29	782,26	42,8	
Transport en commun	18,24	631,93	34,6	
Produits chimiques	17,43	671,16	38,5	
Transport et entreposage	17,08	627,16	36,7	
Communications	16,91	594,14	35,1	
Produits électriques et électroniques	16,51	647,90	39,2	
Verre et articles de verre	16,10	630,76	39,2	
Machinerie	16,07	651,04	40,5	
Salaire manufacturier moyen en 1993 : 15,75 \$				
Transformation du bois, placage, portes, etc.	15,73	591,34	37,6	
Carrières et sablières	15,67	492,18	31,4	
Imprimerie, édition et industries connexes	15,52	506,32	35,6	
Produits en caoutchouc	15,48	667,61	43,1	
Fabrication de produits métalliques	14,80	594,96	40,2	
Établissements SSS (sauf hôpitaux)	13,87	361,73	26,1	
Viande et volaille	13,86	504,48	36,4	
Produits alimentaires	13,79	495,99	36,0	
Textile de --- transformation	13,78	562,04	40,8	
Carrosserie, camion, remorquage	13,67	486,85	35,6	
Produits alimentaires	13,63	500,19	36,7	
Industries manufacturières diverses	12,99	488,17	37,6	
Commerce de gros	12,72	444,46	39,9	
Services divers aux entreprises	12,59	358,02	28,4	
Produits du plastique	12,26	477,16	38,9	
Meubles et articles d'ameublement	11,96	442,99	37,1	
Finances, assurances, immobilier	11,93	278,62	24,7	
Services sociaux hors institutions	11,70	282,50	23,8	
Services divers	10,59	286,65	23,8	
Produits du textile	10,41	399,76	38,4	
Commerce au détail	10,21	259,63	25,4	
Cuir et produits connexes	9,91	364,38	36,8	
Service de nettoyage, blanchissage	9,39	275,22	28,9	
Vêtements hommes, femmes, enfants	9,17	341,30	37,2	
Services d'hébergement	8,98	232,04	25,8	
Services personnels	8,66	229,72	26,4	
Restauration	7,39	159,47	21,6	
TOTAL DES EFFECTIFS				8 500 000
Prolétaires et autres couches inactives				4 000 000

quotidien. D'après une enquête de 1991 pour une famille moyenne pauvre en milieu urbain, composée de deux adultes et de deux enfants (avec une mise à jour au coût de la vie pour 1994), la somme quotidienne en dollars disponible pour chaque membre de la famille est de 14,60 \$ (ce qui revient à 21 300 \$ annuels). En utilisant les estimations de dépenses quotidiennes de nourriture par personne basées sur le programme de recette frugale (4,75 \$) du ministère de l'Agriculture, les données de coûts de logement (7,16 \$) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et les estimations de coût d'habillement (1,22 \$) du Dispensaire diététique de Montréal, le coût quotidien des frais essentiels de survie [par personne, NDLR] se monte à 13,13 \$. »⁸³

Le coût de ces « frais essentiels de survie » ne laisse à la famille, dont le revenu est de 21 300 \$, que 1,47 \$ par jour pour l'ameublement, les frais ménagers, le téléphone, le transport, les cigarettes, les livres et journaux, les soins et les médicaments, les dépenses d'éducation, les assurances, le club vidéo et les loisirs, en fait pour toutes ces dépenses qui sont aussi objectivement, des coûts de survie. C'est dire qu'il ne reste rien.

Quand nous parlons d'un **développement de la condition prolétarienne**, qui va bien au delà des personnes et des ménages considérés généralement comme étant pauvres, c'est que, pour des millions et des millions de travailleurs et de travailleuses, actifs-ves ou en chômage, à temps plein ou à temps partiel, le revenu réel qui est le leur est de plus en plus accaparé (dans des proportions grandissantes) par ces *frais essentiels de survie* ; c'est-à-dire qu'il tend au minimum salarial et ne sert de plus en plus qu'à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. Le développement ces dernières années des taxes à la consommation, comme la TPS, a grandement accentué ce mouvement.

12- PLUS SOUVENT QU'AUTREMENT, QUAND les organismes d'État évaluent la situation de la pauvreté dans la population, ils oublient ou traitent distinctement les autochtones. Constituant entre 3 et 4 % de la population au Canada, les autochtones (enregistrés ou non) forment dans leur majorité un groupe extrêmement important au sein du prolétariat. Cette importance, plus que numérique, est d'abord politique. Elle s'impose par le caractère central des luttes autochtones dans l'opposition à l'État canadien.

L'Enquête auprès des peuples autochtones de 1991⁸⁴, conduite par Statistique Canada séparément du



recensement de 1991, donne une population d'origine autochtone de 1 002 675 personnes. La majorité vit en dehors des réserves, et se retrouve de plus en plus dans les centres urbains. C'est une population très jeune (50% des *indiens inscrits* ont moins de 25 ans) qui est en progression importante. Une minorité (entre 14 et 25 % selon les questions de l'enquête) dit subvenir à ses besoins par le troc, la chasse, la pêche, l'artisanat, etc.

54 % des autochtones de plus de 15 ans ont déclaré avoir touché des revenus annuels de moins de 10 000 \$, et 77 % de

moins de 20 000 \$. Le taux de chômage général (réserves et hors-réserves) était à ce moment là de 26 %. À tous points de vue, les autochtones au Canada sont concernés-es par une situation d'oppression et d'exploitation extrêmement dure et sévère, qui va du logement, aux chantiers, aux usines et aux prisons.

Une déléguée de la Saskatchewan au congrès de 1994 du CTC, Mary Jane Ellis, métis et militante de l'Alliance de la fonction publique, expliquait à la revue *Our Times* l'importance de l'exploitation des travailleurs-ses autochtones :

« *Les compagnies privées viennent dans nos communautés et utilisent les travailleurs autochtones comme elles utilisent les travailleurs dans les pays du tiers-monde – salaires très bas, cheap labour, pas de formation, pas de droits. Comme le chômage est très élevé, personne n'a le choix de prendre ces jobs... If labour isn't going to protect aboriginal workers, then who is?* » (la traduction est de nous, NDLR)⁸⁵

Elle disait de plus que si les syndicats attendent encore deux ou trois ans pour appliquer une politique qui défendra vraiment les autochtones, il sera trop tard : « *À moins que nous ne fassions quelque*

⁸³ CDDS, op. cit., pp. 3 et 4.

⁸⁴ Statistique Canada, n° de catalogue 89-534.

⁸⁵ *Our Times*, août-septembre 1994.

chose maintenant, nos soeurs et nos frères autochtones vont quitter le mouvement ouvrier et s'en retourner dans leurs communautés. » Pour Mary Jane Ellis, ce tournant que devraient prendre les syndicats s'impose d'autant plus que dans sa province, la Saskatchewan, on compte plus d'autochtones que de syndiqués-es.

La « ceinture rouillée »

The rust belt. C'est ainsi qu'on appelle aux États-Unis les grandes zones industrielles plongées dans la crise, où le prolétariat est en masse soumis à un véritable régime de strangulation par les capitalistes. Dans ce pays par exemple, l'appauvrissement est spectaculaire. Il l'est évidemment par le grossissement de l'armée de réserve (chômeurs-ses, sans-abri, assistés-es sociaux), mais aussi par la diminution frappante des salaires dans l'industrie.

Selon l'OCDE, les coûts de la main-d'oeuvre aux États-Unis étaient en 1985 de 30 % supérieurs à ce qu'ils étaient au sein de ses principaux partenaires commerciaux (les autres pays capitalistes développés) alors qu'en 1993, la situation était complètement inversée, puisque la main-d'oeuvre aux USA se payait cette année-là 30 % moins cher que dans les autres pays!⁸⁶

Le salaire moyen en 1993 dans le secteur manufacturier aux États-Unis était de 11,75 \$, de 7,29 \$ dans la vente au détail, de 11,32 \$ dans le secteur financier et de 11,71 \$ dans le commerce de gros.⁸⁷ Un-e ouvrier-ère sur cinq, travaillant à temps plein, ayant une famille, ne peut s'élever au-dessus du seuil de pauvreté. Le Bureau du recensement américain affirmait qu'en 1990 il y avait 14,4 millions d'ouvriers-ères travaillant à temps plein sous le seuil de pauvreté (situé à 6,10 \$ l'heure). La moitié des travailleurs-ses à temps plein de 18 à 24 ans étaient en 1992 considérés-es comme à faibles revenus.⁸⁸

La récente grève aux usines GM à Flint au Michigan a montré comment les grands producteurs d'automobiles sont parvenus à faire baisser les coûts de production en exploitant davantage leurs travailleurs-ses. La semaine de travail effective est à près de cinquante heures, six jours travaillés sur sept. Les voitures américaines sont devenues, à travers le monde, les moins coûteuses à produire : pour chaque 100,00 \$ de production, il n'y a plus que 42,00 \$ de salaires.⁸⁹



La récente grève aux usines GM à Flint au Michigan a montré comment les grands producteurs d'automobiles sont parvenus à faire baisser les coûts de production en exploitant davantage leurs travailleurs-ses.

L'historienne Marianne Debouzy, spécialiste de l'histoire du travail et de la classe ouvrière aux États-Unis, considère que la fraction des travailleurs pauvres qui est en forte progression, éclipse l'ouvrier privilégié comme « symbole » de la classe ouvrière américaine : « À coup sûr, il existe encore une "aristocratie ouvrière" formée de réparateurs de machines, d'ouvriers techniciens de l'informatique, de spécialistes de travaux de précision, etc., qui se déplacent avec leurs outils dans un attaché-case, des ouvriers hautement qualifiés et bien payés. Ceux-là font figure d'exceptions privilégiées. Car ce sont les ouvriers "déplacés" (au sens des personnes déplacées de la fin de la guerre), déclassés, qui occupent le devant de la scène, et l'on voit de façon beaucoup plus nette qu'auparavant les travailleurs-ses aux maigres salaires, coincés dans des emplois "macdonaldisés". Nombre d'Américains blancs occupent ces emplois médiocres, non syndiqués, ils sont les working poor, les travailleurs pauvres que l'on avait tendance à oublier. Leur situation économique est à peine plus enviable que celle des "minorités" (Noirs, Hispaniques), qui constituent une fraction importante de la classe ouvrière pauvre aujourd'hui. »⁹⁰

La commission sur « l'avenir des relations entre les travailleurs et les entreprises » a remis il y a quelques mois un important rapport au président Clinton.

Le rapport Dunlop, dont un second volume (initialement prévu pour novembre 1994) proposera un train de mesures pour développer la coopération dans les entreprises entre les travailleurs et la direction, est présenté par le *New York Times* et d'autres agences de presse, comme l'étude la plus approfondie de la réalité du travail aux États-Unis.

Ce rapport fait état des constats suivants : 88 % de la force de travail dans le secteur privé aux États-Unis n'est pas syndiquée ; le salaire horaire réel des travailleurs-ses américains-es a stagné au cours des deux dernières décennies, il est maintenant en décroissance chez les hommes, une situation qui ne s'était pas vue depuis 75 ans ; la situation économique engendrerait « a burgeoning underclass of low-paid labor » ; les lois et la réglementation actuelles seraient par ailleurs un empêchement à une plus grande implication des travailleurs dans les affaires de l'entreprise, et ce « ...at a time when involving workers in management is a key to increased productivity ».

⁸⁶ *Le Nouvel économiste*, no 921, 19/11/93

⁸⁷ *The Economist*, 17 mars 1994

⁸⁸ AFL-CIO News, 2 mai 1994

⁸⁹ *Time*, 24 octobre 1994

⁹⁰ *Politis*, no 5 Nov-déc 93, - Janvier 94



La commission Dunlop a recommandé d'éliminer les distinctions contenues dans les lois américaines entre ouvriers, contre-maîtres et directeurs, et de favoriser également la mise en place de « comités d'employés » dans les entreprises non-syndiquées, tout cela dans le but d'aider à la coopération dans les entreprises.

Le point de vue de la Commission Dunlop, qui par ailleurs a déjà été éprouvé en Europe et au Japon, c'est que les entreprises facilitent et favorisent leur propre croissance en trouvant des mécanismes pour « associer » leurs employés à la bonne marche des affaires de la compagnie. C'est aussi ce que formulait un professeur de l'université Rutgers au New-Jersey, Joseph Blasi :

« *Combine employee ownership with worker participation and firms tend to pull ahead of their rivals. (Worker participation, another much misused phrase, means involving all the employees in corporate change: it thus stretches from putting workers on the board to devolving power to teams on the factory floor.) On average, various studies have shown companies that combine employee ownership with participation seem to grow about 10% faster than they did before the buy-out. Indeed, a new federal study directed by John Dunlop, a former labour secretary, argues that worker can help all firms.* »⁹¹

Dans une conjoncture comme celle-là, où la résistance ouvrière s'affirme, où à la base dans les usines les travailleurs et les travailleuses débordent les syndicats compromis, le projet modernisateur et concertationniste de Dunlop, de Reich, de Clinton, qui n'est pas sans s'inspirer de la situation canadienne, comme nous le verrons plus loin, vise essentiellement à

maintenir la classe ouvrière américaine dans un rôle de partenaire subalterne. Les libéraux éclairés veulent éviter la cassure. Ils veulent prévenir les révoltes prolétariennes.

Aux États-Unis, le prolétariat, c'est un peu comme un géant mal réveillé, encore ankylosé, dont les grandes possibilités

commencent à peine à se libérer du sommeil. Il n'est pas pleinement « libre », mais c'est un géant quand même.

Nous devons mesurer toute l'importance que représente cette proximité avec les USA dans la construction d'un parti communiste révolutionnaire au Canada.

Les syndicats et la lutte du prolétariat

Toute cette situation que nous avons décrite renferme à la fois le pire... et la possibilité de son contraire. Elle montre tous les moyens mis en œuvre par les capitalistes pour mieux exploiter la classe ouvrière, et en même temps elle laisse voir les motifs et les raisons des révoltes à venir du prolétariat. La bourgeoisie est en bonne partie consciente du revers de la médaille, du retour du pendule possible après ces attaques qu'elle porte contre les travailleurs et les travailleuses.

On se rappellera que pendant la dernière campagne électorale fédérale, le futur Premier ministre, Jean Chrétien, avait sérieusement affirmé qu'une révolution éclaterait au Canada si le taux de chômage atteignait 25 %. Un ex-sous-ministre à Emploi-Canada, M. Kroeger, a aussi affirmé que les gouvernements devaient envisager la possibilité que des problèmes sociaux d'une grande ampleur surgissent ; M. Bercherman, professeur au Centre de relations industrielles de l'Université Queen considère quant à lui que « *la situation actuelle menace la stabilité sociale* ». ⁹²

Un analyste stratégique pour le SCRS, Samuel D. Porteous, a également résumé les préoccupations du pouvoir bourgeois dans la crise actuelle : « *It is unemployment, not debt, that is increasingly as the major problem facing many developed countries. The current conjecture of stubborn or increasing unemployment in the face of modest growth is unlike anything the developed economies have faced in the post-war period. Officials in the OECD [OCDE] have gone so far as to warn of a "social explosion", while the International Monetary Fund has described the situation as intolerable.* » ⁹³

Le chef du PQ, Jacques Parizeau, sonne aussi, quand il en a l'occasion, la sonnette d'alarme : « *Quand on commence à considérer son gouvernement comme un exploiteur, que lutter contre lui est justifié, moi je dis : Attention ! Attention !* » ⁹⁴ Pour le PQ, c'est aussi une manière de dire : Attention ! Attention ! avec nous au pouvoir, la SQ va veiller au grain !

Si la bourgeoisie tient prêt son bâton (police et répression), elle mise beaucoup sur les effets radicaux de l'idéologie du partage et de la solidarité, de la cohésion sociale présentée comme une alternative à la lutte et aux troubles sociaux. Aujourd'hui, les capitalistes savent qu'ils peuvent compter sur un bon nombre d'agents actifs dans le mouvement ouvrier, qui sont des organisateurs zélés de la cohésion sociale.

L'enquête annuelle du Conseil du patronat du Québec sur les conflits de travail plaçait les années 1992 et 1993 respectivement première et deuxième au palmarès de la bonne entente entre le capital et le travail, et ce depuis 1966. ⁹⁵ En février 1994, le Conference Board of Canada montra que les Canadiens-nes « *spent fewer days in the picket line in 1993 than in any other year since the end of the Second World War* ». ⁹⁶ Le même article mentionnait qu'en 1993, les trois quarts (75% !) des travailleurs-ses couverts-es par une convention collective au Canada ont accepté (ou ont été contraints d'accepter) un gel ou une diminution de salaire.

Les capitalistes en veulent encore plus. La paix industrielle est en tête de liste de leurs objectifs présentement. Pour la bourgeoisie, c'est toute la différence (et elle n'est pas mince) entre se présenter avec ses mesures d'exploitation devant une porte ouverte ou se cogner le nez sur une porte fermée. Dans un cas, l'accueil est courtois, généreux, ou résigné ; dans le second cas, il faut forcer la porte, il faut défoncer la résistance des travailleurs-ses, ce qui, l'histoire l'a montré, n'est jamais sans risque, ni jamais gagné d'avance.

⁹¹ *The Economist*, 11 juin 1994.

⁹² *La Presse*, 10 février 1994.

⁹³ In *Canadian Foreign Policy*, printemps 1994.

⁹⁴ *La Presse*, 24 mars 1994.

⁹⁵ *La Presse*, 21 décembre 1993.

⁹⁶ *Globe & Mail*, 9 février 1994.

Grèves et lock-out au Canada, de 1960 à 1992

	Number	Workers involved	Work-days duration	% of estimated working time
1960	274	49,408	738,700	.06
1961	287	97,959	1,335,080	.11
1962	311	74,332	1,417,900	.11
1963	332	83,428	917,140	.07
1964	343	100,535	1,580,550	.11
1965	501	171,870	2,349,870	.17
1966	617	411,459	5,178,170	.34
1967	522	252,018	3,974,760	.25
1968	582	223,562	5,082,732	.32
1969	595	306,799	7,751,880	.46
1970	542	261,706	6,539,560	.39
1971	569	239,631	2,866,590	.16
1972	598	706,474	7,753,530	.43
1973	724	348,470	5,776,080	.30
1974	1218	580,912	9,221,890	.46
1975	1171	506,443	10,908,810	.53
1976	1,039	1,570,940	11,609,890	0.55
1977	803	217,557	3,307,880	0.15
1978	1,058	401,688	7,392,820	0.34
1979	1,050	462,504	7,834,230	0.34
1980	1,028	441,025	8,975,390	0.38
1981	1,048	338,548	8,878,490	0.37
1982	677	444,302	5,795,420	0.25
1983	645	329,309	4,443,960	0.19
1984	717	186,755	3,871,820	0.16
1985	825	159,727	3,180,710	0.13
1986	748	484,255	7,151,470	0.28
1987	688	582,110	3,811,480	0.15
1988	548	206,814	4,899,090	0.18
1989	627	444,747	3,701,360	0.13
1990	579	270,516	5,082,610	0.18
1991	463	253,738	2,531,600	0.09
1992	401	151,737	2,198,950	0.08

Source: Labour Canada, *Strikes and Lockouts in Canada*, annual to 1985; data for 1986 to 1992 supplied by the Bureau of Labour Information, Labour Canada.

L'enjeu de la collaboration de classes, ce n'est pas seulement de parvenir à soudoyer la « haute direction » des syndicats et miser après coup sur l'activité classique du type sabotage ou trahison que déploie traditionnellement cette couche restreinte. C'est plutôt de gagner tous les niveaux du mouvement ouvrier organisé, et d'atteindre ainsi la masse des travailleurs et des travailleuses par les conceptions idéologiques qui s'attèlent à la défense des entreprises et à la promotion des

compromis sociaux. À cet égard, le déploiement de ces conceptions jusque dans les syndicats locaux à la base, plutôt que leur confinement à la direction des centrales syndicales et des fédérations, n'est pas moins, mais autant sinon plus dangereux pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Depuis 1974-75, les syndicats dans les pays de l'OCDE sont entrés dans une période de diminution de leurs effectifs. Ils auraient perdu 5 millions d'adhérents-es pendant la décennie 80. La moyenne des

travailleurs-ses syndiqués-es dans les pays de l'OCDE était de 37 % en 1975 et de 28 % en 1988. Les pertes d'effectifs se sont encore poursuivies dans un certain nombre de ces pays depuis le début des années 90. (Voir tableau page suivante.)

Au Canada, le taux de syndicalisation est resté relativement stable depuis le milieu des années 70, ce qui s'explique en bonne partie par la position dominante des syndicats d'employés-es du secteur public. D'ailleurs, le plus gros syndicat au Canada, c'est le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Il comptait en 91-92 plus de 413 000 membres.

On parle généralement de 3,9, voire quatre millions de travailleurs-ses syndiqués-es au Canada. Évidemment, ce nombre dépasse de beaucoup le nombre des prolétaires syndiqués-es. Les effectifs syndicaux comprennent en effet une proportion non négligeable de salariés-es appartenant à la petite-bourgeoisie, et qui ne proviennent pas toujours, loin de là, des secteurs de la petite-bourgeoisie les plus prolétariés (professionnels de la fonction publique, journalistes, artistes de la scène et de la télévision, enseignants-es et chercheurs universitaires, homéopathes [!], cadres, etc.).

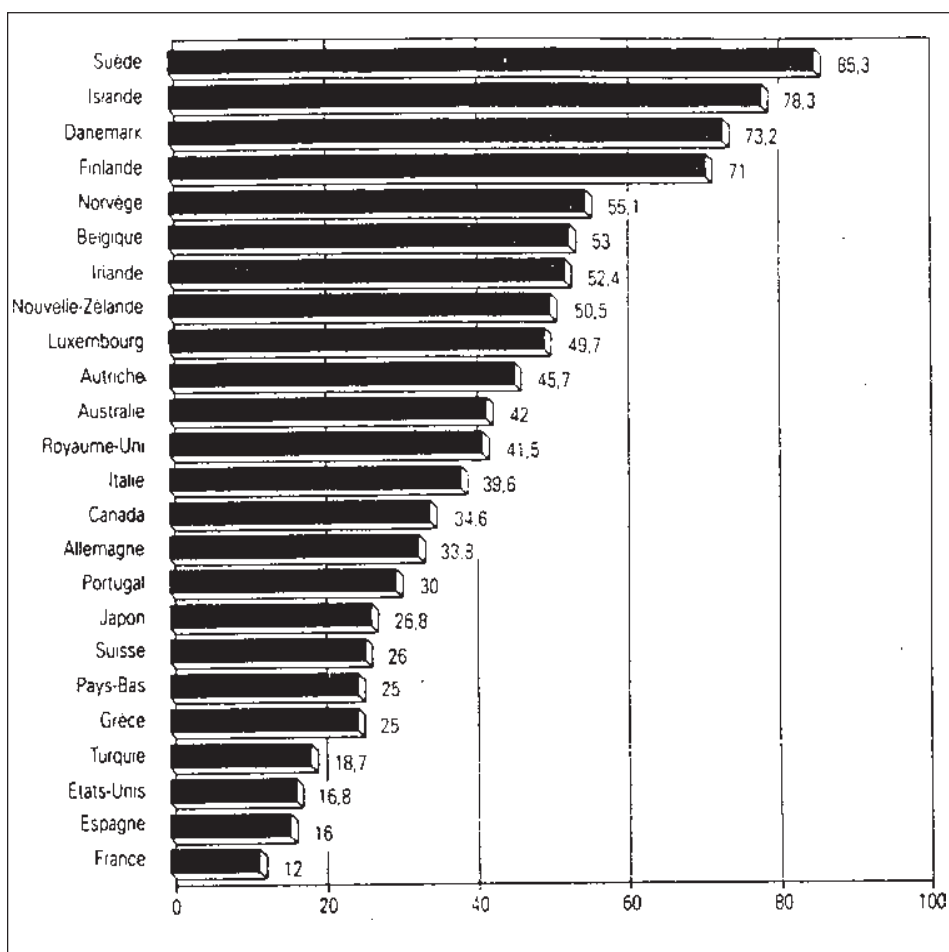
La répartition des centrales syndicales au Canada était en 1992 à peu de choses près la suivante : 58 % au CTC, 6,2 % à la CSN, 5,2 % à la Fédération canadienne du travail, 2,5 % à la CEQ, 1,4 % à la CSD, 0,6 % à la Confédération des syndicats canadiens, et plus de 26 % pour les syndicats dits indépendants.

Nous donnons ci-après quelques indications de la répartition des effectifs syndicaux au Canada selon les secteurs d'activités. Soulignons tout de suite que l'enquête Calura publiée en 1992 (une enquête récurrente de Statistique Canada qui porte sur les données annuelles fournies par les syndicats) arrivait au résultat que 16 % seulement des syndiqués-es au pays appartenaient au secteur manufacturier.⁹⁷

⁹⁷ Statistique Canada, CALURA 1991, n° 71202.



Taux de syndicalisation : pays de l'OCDE, 1988



Les taux de syndicalisation sont donc fort inégaux au Canada. Le 2/3, voire le 3/4 du prolétariat industriel n'est pas syndiqué, alors que les fonctionnaires, les enseignants-es, les travailleurs-ses des communications sont syndiqués-es dans les proportions inverses. Le ministère du Travail du Québec souligne que pour la province, les effectifs syndicaux ont baissé de 2,9 % entre 1992 et 1993 (ex. : une chute de 17,6 % dans la fabrication du matériel de transport) et ce, dans tous les secteurs d'activité à l'exception de quatre secteurs (administration publique, finances, électricité-gaz et eau, services divers).⁹⁸

En Ontario par exemple, la syndicalisation dans le secteur privé est tombée à moins 20 % alors qu'elle était de 25 % en 1975.⁹⁹

Ces fluctuations s'expliquent pour une part par les fermetures d'usines et les mises à pied, mais aussi par le déplacement de l'emploi dans le secteur industriel des moyennes et grandes entreprises vers les petites qui sont très peu syndiquées. Un des documents budgétaires qui accompagnaient le budget du ministre Martin il y a quelques mois et intitulé *Pour l'essor de la petite entreprise*, arrivait pour 1991 à un total de 922 252 entreprises au Canada (cela

excluant les travailleurs-ses autonomes). De ce nombre, il y avait d'un bout à l'autre du pays 2 020 entreprises de plus de 500 employés-es, ce qui est fort peu, et 897 000 entreprises de moins de 50 employés-es.¹⁰⁰ Ces dernières sont en nette progression.

L'existence de ces faibles taux de syndicalisation, dans plusieurs secteurs au Canada, comme dans d'autres pays, n'est pas en soi un fait totalement nouveau. Dans le passé, on a assisté à des périodes de désyndicalisation, puis à des périodes de relance, de grossissement des effectifs syndicaux.

Le facteur déterminant pour apprécier alors la conjoncture dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier organisé, ce n'est pas tant le chiffre brut de ses effectifs – quoique cela compte – que l'élan qui conduit le mouvement ouvrier organisé ; soit dans le sens des intérêts de classe du prolétariat, quand par exemple se développent les luttes et qu'entrent massivement dans les syndicats de nouvelles générations de travailleurs-ses pour se défendre contre les capitalistes ; soit à rebours de ces intérêts, quand les syndicats se laissent envahir par la politique bourgeoise, qu'ils se déterminent dans la

logique des intérêts des capitalistes et que leur nature d'organe de défense prolétarien se dissout progressivement.

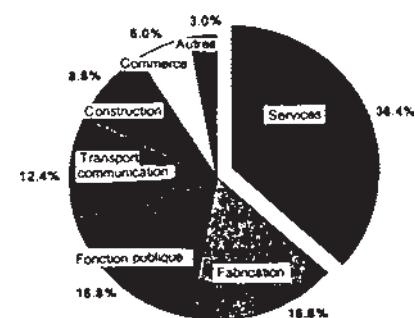
Toute l'histoire du mouvement syndical, au Canada comme ailleurs, démontre clairement que, ne serait-ce du secours de l'État et de la législation qui, plus souvent qu'on ne serait porté à la penser, viennent épauler l'appareil syndical, le développement et l'accentuation du caractère de collaboration de classes du mouvement ouvrier organisé signifient en réalité sa propre disparition comme mouvement indépendant.

⁹⁸ Ministère du Travail du Québec, *Les relations de travail en 1993*.

⁹⁹ *Report on Business Mag.*, juin 1994, p. 48.

¹⁰⁰ Gouv. du Canada, *Pour l'essor de la petite entreprise*, p. 3.

Répartition des effectifs syndicaux pour 1991



Taux de syndicalisation par secteurs pour l'année 1991

Secteurs	Taux
Mines, carrières et puits de pétrole	28,4%
Mines de métaux	42,3%
Aliments et boissons	49,5%
Tabac	57,6%
Caoutchouc	25,7%
Cuir	21,3%
Textiles, bonneterie et vêtements	30,5%
Bois	28,6%
Meubles	15,1%
Papier	75,2%
Imprimerie	18,2%
Transformation des métaux	39,3%
Machines	30,2%
Matériel de transport	45,8%
Appareils et matériel électriques	24,2%
Produits du pétrole et du charbon	34,8%
Produits chimiques	16,4%
Industries diverses	18,7%
Construction	64,2%
Transports	52,3%
Communications	63,9%
Commerce de gros	10,1%
Commerce de détail	12,1%
Finances	4,2%
Services aux entreprises	3,7%
Éducation	75,3%
Santé et services sociaux	50,9%
Hébergement et restauration	8,2%
Administration et fonction publiques	77,9%

La politique à l'œuvre dans les syndicats au Canada

La politique des communistes dans les syndicats en est une d'opposition résolue à l'orientation conciliatrice et pro-capitaliste des courants dominants. Cette lutte est une préparation indispensable au renversement éventuel de la bourgeoisie par la révolution socialiste. Comme l'a écrit Lénine « nous luttons contre l'aristocratie ouvrière au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins [et nationalistes, NDLR] pour gagner à nous la classe ouvrière. »¹⁰¹

Lénine était également conscient déjà à cette époque (il y a plus de 70 ans) que cette lutte dans les pays capitalistes présenterait plus de difficultés que dans un pays comme la Russie : « Dans les pays plus avancés que la Russie, un certain esprit réactionnaire des syndicats s'est manifesté et devait se manifester incontestablement, avec beaucoup plus de force que chez nous. [...] Les mencheviks d'Occident se sont bien plus solidement incrustés dans les syndicats, et une aristocratie ouvrière corporative, étroite, égoïste, sans entraves, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. »

Lénine, comme on le voit, n'a jamais hésité à donner la mesure de ce qui était visé par cette lutte dans les syndicats. Pour lui, il ne s'agissait pas que des « hautes directions », ni seulement du groupe numériquement circonscrit des chefs et des leaders. Il visait clairement les « chefs », c'est certain, mais en tant que représentants d'une couche sociale. Toujours dans *La maladie infantile...*, Lénine mentionne qu'il faut soustraire les masses ouvrières à l'influence « ...des leaders réactionnaires, des agents de la bourgeoisie, des aristocrates ouvriers ou des ouvriers embourgeoisés ». Cela commence à faire beaucoup de monde !

Comme cette lutte n'est manifestement pas dirigée contre une poignée de leaders réactionnaires, Lénine n'a pas fait l'erreur d'enligner les différents partis communistes de son époque sur l'idée qu'il fallait conquérir tout le mouvement syndical avant de viser le pouvoir politique. Il a traité de la question de manière beaucoup plus... marxiste : « Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été

poussée jusqu'à un certain degré ; dans les différents pays et dans des conditions diverses, ce "certain degré" n'est pas le même, et seuls des dirigeants politiques du prolétariat, réfléchis, expérimentés et compétents, peuvent le déterminer exactement dans chaque pays. »

Nous avons à nous constituer et à devenir un tel parti qui assumera une direction prolétarienne de ce type, réfléchie, expérimentée et compétente, qui saura le cas échéant déterminer ce genre de chose : jusqu'où la lutte a été menée ? Que reste-t-il encore à gagner ? Etc.

Sur la ligne de départ comme nous le sommes, et en sachant que cela demandera un travail long, patient, habile, fait d'accumulation d'expériences et de forces, il faut commencer par s'appuyer sur ce que nous identifions, à partir des acquis du léninisme, comme étant la raison d'être du travail communiste dans les syndicats, soit : soustraire la masse des travailleurs et des travailleuses à l'influence des directions et des couches embourgeoisées de la classe ouvrière.

Pour y parvenir, dans un pays comme le Canada où les syndicats ont été presque entièrement domestiqués par la bourgeoisie depuis les années 50, il ne faut pas faire l'erreur de prendre à demi seulement la mesure de la collaboration de classes telle qu'elle est profondément enracinée dans les syndicats (i.e. en ciblant seulement les hautes directions), mais il faut l'appréhender dans toute son étendue, pour que le gros du prolétariat n'ait plus d'illusions sur la voie qu'il faut suivre, et accepte de se séparer franchement et sans ambiguïté de cette corruption pro-capitaliste qui tient lieu présentement d'orientation politique dans le mouvement syndical.

Dans une lettre du 17 juin 1879 adressée à Edouard Bernstein qui sollicitait de sa part une série d'articles sur le mouvement ouvrier en Grande-Bretagne, où rappelons-le les syndicats étaient alors les plus puissants de tout le monde capitaliste, Friedrich Engels lui répondit ceci : « For a number of years past the English working-class movement has been hopelessly describing a narrow circle of strikes for higher wage and shorter hours, not however, as an expedient or means of propaganda and organization but as the ultimate goal. The Trade Unions even bar all political action on principle and in their charters, thus excluding all participation in

any general activity of the working class as a class. The workers are divided politically into conservatives and Liberal Radicals, into supporters of the Disraeli cabinet and supporters of the Gladstone cabinet. [...] No attempt should be made to conceal the fact that at present no real labour movement in the continental sense exists here, and I therefore believe you will not lose much if for the time being you do not receive any reports on the doings of the Trade Unions here. »¹⁰²

Cette réponse n'était pas qu'une boutade. Formulé par Engels, à qui nul ne peut reprocher d'avoir sous-estimé l'importance des organisations ouvrières, des syndicats et du travail « légal » en général, un commentaire comme celui-là incite plutôt au sérieux, à placer toujours la politique au poste de commande, y compris dans l'évaluation de la situation actuelle du mouvement syndical canadien.

En procédant ainsi, on verrait que le bilan récent du mouvement syndical au Canada, ce n'est pas ses 3,9 millions de membres, son taux de présence dans l'industrie et les services deux fois plus élevé qu'aux États-Unis, trois fois plus qu'en France ; ce n'est pas ses coffres bien garnis qui pourraient financer une demi-douzaine de grèves générales ; c'est plutôt la vague du « nouveau syndicalisme » qui déferle présentement ; ce serait aussi, malheureusement, le bien nommé « contrat social » du gouvernement Rae en Ontario, à propos duquel le *Toronto Star*, le quotidien le plus vendu au Canada, un journal tout ce qu'il y a de plus bourgeois, a cru bon dire qu'il s'agissait de « the most anti-worker piece of legislation ever introduced by any government in North America ».

Le contrat social ontarien est dans une certaine mesure l'aboutissement politique parfait d'un mouvement ouvrier guidé par une politique bourgeoise, au détriment des intérêts réels des travailleurs et des travailleuses.

Dans un livre fort percutant (mais aussi politiquement contestable) cité précédemment, intitulé *Changing Workplace: Reshaping Canada's Industrial Relations System*¹⁰³, deux auteurs qui ne sont pas à proprement parler des marxistes-léninistes, ont procédé à une certaine forme de bilan des relations entre le capital et le travail au Canada. Selon eux, le système des relations industrielles au Canada tel que sanctionné par l'État à partir de 1944, et défendu depuis par les syndicats, a produit un certain nombre d'effets sur la classe et le

¹⁰¹ Lénine, *La maladie infantile du communisme*, le « gauchisme ».

¹⁰² Engels, *Lettre à Bernstein*, 17 juin 1879.

¹⁰³ Drache et Glasbeck, op. cit.

mouvement ouvriers dont la bourgeoisie peut se dire relativement satisfaite.

Les auteurs mentionnent : la limitation de la portée économique des grèves par la négociation entreprise par entreprise ; la suppression des grèves d'appui et des grèves politiques ; la fragmentation de la classe ouvrière ; le découragement de tout syndicalisme de classe ; la concentration des augmentations de salaires uniquement dans les périodes de croissance économique et pour les industries prospères ; l'absence presque totale de protection contre les fermetures d'usines et les licenciements ; des vacances et congés parentaux nettement insuffisants ; des revenus à la retraite misérables ; des dispositions sur la sécurité du revenu parmi les moins généreuses des principaux pays industrialisés, etc.¹⁰⁴ La conclusion qui découle de leur démonstration, c'est que le mouvement ouvrier canadien s'est consolidé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale sur l'exclusion de la majorité des travailleurs-ses, en gardant la classe ouvrière dans une position constamment subordonnée (« ...a regime meant to keep workers and the working class in a permanently subordinate position »).¹⁰⁵

Dans les faits, le mouvement syndical canadien actuel est l'exemple même d'un mouvement syndical strictement ajusté à une conjoncture de croissance (l'après Seconde guerre mondiale) dans un pays impérialiste. Il est taillé sur mesure pour l'aristocratie ouvrière et la couche des travailleurs-ses embourgeoisés-es, gagnée au nationalisme. Par contre, il est incompétent à défendre la masse des ouvriers-ères, et il n'agit absolument pas comme mouvement d'accueil, comme organe de défense du prolétariat en période de crise, ce qu'il était en partie (même les syndicats conservateurs) entre 1918-1940.

La conjoncture actuelle démontre à l'évidence que les syndicats dans leur majorité répondent à la crise du capitalisme par une attitude politique qui consiste à renchériser, à resserrer le partenariat avec la bourgeoisie. La période actuelle, véritable galerie des horreurs, réédite les pires moments du syndicalisme au Canada. Les exemples ne manquent pas depuis deux, trois ans seulement, de cette collaboration ouverte qui transforme beaucoup de syndicats en appendices des compagnies.

Encore là, ce ne sont pas tous les syndicats qui foncent à 200 kilomètres/heure dans le pattern de la collaboration et du partenariat avec les entreprises. Il y a encore des débats dans le mouvement syndical, davantage au Canada qu'au Québec, faut-il le rappeler. Des débats sur le NPD, sur les concessions, sur la participation au capital des entreprises, etc.

Des débats qui, du seul fait qu'ils existent, montrent que la voie majoritairement suivie n'est pas adoptée comme allant naturellement de soi par tous les travailleurs et toutes les travailleuses syndiqués-es. Ces quelques débats ont lieu dans une conjoncture dont il nous faut souligner les principaux traits.

D'une part, la bourgeoisie n'est pas sur la défensive, elle ne cherche pas, par des législations, par la répression ou par un certain nombre de concessions auxquelles elle consentirait, à endiguer un mouvement de lutte dans les syndicats, ni non plus il va sans dire, à prévenir l'éventualité qu'une fraction de lutte de classes – une fraction révolutionnaire – se démarque et se détache du lot. Comme la bourgeoisie n'est pas à brève échéance assaillie par ce type de problèmes, c'est elle qui peut se permettre de conquérir du terrain.

Autrement dit, dans une conjoncture de luttes ouvrières, les directions syndicales pro-capitalistes agissent un peu comme un barrage qui empêche les débordements ouvriers. Mais dans une autre conjoncture, où l'activité du mouvement ouvrier est pratiquement à son point mort, la bourgeoisie n'a pas autant besoin de ce barrage ; elle souhaite même, et parvient à le traverser pour lier directement les couches inférieures du mouvement ouvrier à la défense de ses intérêts.

Ces deux conjonctures différentes induisent des tactiques elles aussi différentes sur la question de savoir comment les communistes vont agir face aux contradictions à l'intérieur des syndicats. Dans le premier cas, on pourrait penser qu'il s'agit de concentrer le tir pour faire sauter le « barrage », pour expulser ceux et celles qui vendent ouvertement les travailleurs-ses ou qui sabotent les grèves, qui veulent détourner le courant. Faire sauter le barrage va aider à l'extension des grèves et des mouvements de révolte, nous plaçant ainsi dans des conditions plus favorables pour développer nos perspectives communistes.

Dans l'autre cas par contre (le point mort), il faut vraiment faire naître à la base une opposition ouvrière, à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, une opposition qui revendique ouvertement le dépassement des limites fixées aux syndicats par l'État bourgeois et par sa cohorte de fonctionnaires dans le mouvement ouvrier. C'est faire pression sur les syndicats pour qu'ils restent des organes de classe et se comportent comme tel, en mettant clairement de l'avant des principes d'action directe et une plate-forme anticapitaliste.

Nous disons qu'il ne faut pas hésiter, dans une période difficile comme maintenant, à s'appuyer sur les principes indiqués

par l'Internationale communiste : « *Les partis communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut et ne doit pas supporter.* »¹⁰⁶

L'autre point à souligner évidemment, c'est que les débats qui ont lieu dans les syndicats actuellement restent clairement dans les limites du syndicalisme traditionnel, conservateur ou réformiste. Les divergences, par exemple, entre les positions des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) et les Steelworkers sur la question des concessions et du partenariat dans les entreprises, pour être importantes, ne sont pas l'expression de deux courants fondamentalement opposés ; un courant prolétarien et anti-capitaliste, et un courant bourgeois, pro-capitaliste. Il n'y a pas dans le mouvement ouvrier canadien de tendance syndicale de classe.

Un exemple : le syndicalisme des Steelworkers

Nous pouvons regarder au Canada les orientations développées par les United Steelworkers of America. Ce syndicat puissant dans le prolétariat industriel avait perdu plus du tiers de ses membres au cours des années 80. L'industrie de l'acier connaissait alors d'importantes difficultés. Les grandes aciéries, comme ce fut le cas aussi en Europe, procédèrent à d'importantes restructurations impliquant la fermeture d'usines, de nombreuses mises à pied et une priorité à l'augmentation de la productivité. Les Steelworkers ont alors poussé très loin une orientation de soutien à l'industrie, sous le prétexte évidemment de défendre l'existence d'emplois de qualité et bien rémunérés pour les travailleurs-ses canadiens-ses.

Cette orientation était développée dans un document de 1991 intitulé : *Empowering Workers in the Global Economy, A Labour Agenda for the 90's*. Certains ont qualifié ce document de « *the clearest and the most comprehensive vision and strategy document to be published by any union in North America* ». ¹⁰⁷

Cette orientation dite faussement de « *worker empowerment* » (qu'on pourrait traduire par développement du pouvoir des travailleurs-ses), vise principalement à

¹⁰⁴ Compte-rendu dans *Canadian Dimension*, nov.-déc. 1993.

¹⁰⁵ Ibidem.

¹⁰⁶ 3^e congrès de l'Internationale communiste, *Thèse sur la tactique*.

¹⁰⁷ M. Kochan, cité dans Mary Lou Coates, *ISA News*.

promouvoir l'implication des syndicats dans la restructuration des entreprises et dans la réorganisation du travail, de même que l'introduction de « filières d'investissement alternatives », essentiellement l'utilisation des fonds de pension syndicaux, le développement de fonds sociaux d'investissement et, plus particulièrement encore, le principe de « worker ownership », i.e l'achat d'actions des entreprises par les employés.

Certains ont dit à juste titre de cette orientation qu'elle n'était qu'une nouvelle mouture du vieux syndicalisme d'affaires (« ...it gives new meaning to good old-fashioned business unionism »).¹⁰⁸

L'application la plus spectaculaire de cette ligne syndicale fut bien sûr l'opération de sauvetage d'Algoma Steel de Sault-Sainte-Marie par les Steelworkers. La compagnie qui embauchait 6 000 ouvriers avait accumulé en 1991-92 une dette de 800 millions \$, et Dofasco qui en était propriétaire avait renoncé à la maintenir à flot. Algoma s'était placée sous la protection de la Loi de la faillite. Le syndicat, avec les milieux d'affaires et politiques de Sault-Sainte-Marie, constitua un fonds de sauvetage pour éviter la fermeture de l'usine. Puis, les Steelworkers proposèrent carrément de restructurer la compagnie au moyen d'un plan d'achat par les travailleurs-ses. Ce plan impliquait au départ des coupures de salaires pendant une période de cinq ans et la réduction de 25 % du nombre d'employés-es.

Ce n'est pas ici notre intention de contester le fait que les Steelworkers ont réussi à sauver à ce jour une majeure partie des 6 000 emplois chez Algoma Steel. Et même sans insister sur le fait que des questions fort importantes sont encore sur la table : à quel prix ce sauvetage ? et pour combien de temps ? (le président d'Algoma, Earl Joudrie, déclarait le 3 mai devant l'assemblée annuelle des actionnaires : « Algoma is really, at best, in round five of a 15-rounder »¹⁰⁹) ; nous considérons que cet achat d'Algoma est un parfait exemple du syndicalisme pro-capitaliste que nous devons combattre le plus fermement possible pour la somme des aspects réactionnaires qu'il renferme.

Ce syndicalisme bourgeois est une chasse-gardée pour l'aristocratie ouvrière ; il divise les travailleurs-ses et condamne à un sort pitoyable le gros de la classe ouvrière ; il intéresse les ouvriers à leur seule usine ; il bloque toute possibilité de lutte politique de la masse des travailleurs-ses ; il abolit la conception juste de la crise du capitalisme et convainc les travailleurs-ses d'œuvrer à la bonne santé financière de leur entreprise ; il favorise les sacrifices et les concessions ; il crée l'illusion de la propriété alors que

sur une longue période, les travailleurs-ses se trouvent dans les faits à prêter une partie de leur salaire à des compagnies en difficulté et dont le crédit auprès des banques et des gouvernements est bloqué ; il embourgeoise les travailleurs-ses.

Le 3 mai dernier avait lieu l'assemblée annuelle des actionnaires d'Algoma Steel. La compagnie a déclaré des profits de 16 millions \$ pour le premier trimestre de 1994 comparativement à des pertes de 17,8 millions \$ en 1993. Assez satisfait, le président Earl Joudrie, a remis un cadeau à Léo Gérard, le directeur canadien des Steelworkers et le responsable de l'opération d'achat d'Algoma. Ce dernier, qui est maintenant Secrétaire trésorier international des United Steelworkers of America, a alors déclaré : « *Restructuring Algoma was probably one of the most important things I've ever done in my life. « What we're doing in the plant is pioneering work.* »¹¹⁰

Leo Gérard avait bien retenu sa leçon de Tom Moore qui en 1919 avait déclaré que « *les syndicalistes intelligents sont des piliers du capitalisme* ».

Aux États-Unis, les employés-es de la compagnie United Airlines sont devenus les actionnaires majoritaires (53 % des actions) de ce qui constitue le deuxième transporteur aérien mondial. Ils et elles ont accepté des baisses de salaires de 10 à 15 % et ont renoncé à faire la grève pendant les six prochaines années (!).

Le journal *Solidaire* du Parti de travail de Belgique, qui n'est pas réputé pour prendre de haut les questions syndicales, a correctement dénoncé cet intérêt qu'ont les capitalistes à transformer leurs employés-es en actionnaires : « *Cela transforme la mentalité, la conscience du travailleur : au lieu d'être solidaire des autres travailleurs, obligés comme lui de se vendre aux patrons, il se sent plus proche de son propre employeur. Il est prêt à tous les sacrifices afin de battre les autres entreprises et donc afin que ce soient les autres ouvriers qui subissent le chômage et la misère. Le management participatif ne peut être qu'une catastrophe pour les travailleurs : l'ouvrier sert de chair à canon dans la guerre économique des capitalistes avant de l'être pour la véritable guerre entre les blocs. Les révolutionnaires se battent pour la solidarité de tous les travailleurs contre les patrons, responsables de la crise économique.* »¹¹¹

¹⁰⁸ *Canadian Dimension*, 1/2/94.

¹⁰⁹ *Toronto Star*, 4/5/94.

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ *Solidaire*, 27/4/94.

Le Musée des horreurs

Il se peut fort bien, n'en déplaise à Léo Gérard, que l'achat des compagnies par les travailleurs-ses restera toujours quelque chose de relativement circonscrit. Bien qu'il y ait régulièrement de nouveaux exemples qui apparaissent (*Canadian Express*, *Expro* également où les travailleurs-ses sont maintenant devenus propriétaires minoritaires, etc.), ce sont surtout les différentes formes d'intéressement aux profits qui ont le vent dans les voiles présentement. Les travailleurs-ses acceptent des coupures de salaires en échange de bonus ou de montants forfaitaires liés aux profits de la compagnie. Ils et elles s'investissent aussi dans toutes sortes de plans de réorganisation du travail et de développement de la productivité.

Ces dernières années, les relations entre les capitalistes et les syndicats sont devenues pour la classe ouvrière un véritable *Musée des horreurs* où se multiplient les exemples de concessions, de contrats sociaux, voire même des situations de quasi liquidation des syndicats dans des espèces de mariages de structures où se côtoient syndicats et compagnies.

Pour la section qui suit de ce document, nous nous sommes permis d'emprunter à la stricte (et navrante) réalité (conventions collectives, contrats divers, documents de congrès, déclarations officielles, etc.), une série d'exemples récents, principalement québécois, de ce à quoi ressemblent les résultats de cette collaboration de classes. Notre objectif était tout simplement de démontrer que contrairement à ce que prétendent souvent Clément Godbout de la FTQ et Gérald Larose de la CSN, le « nouveau syndicalisme » n'est plus présentement un laboratoire limité à quelques entreprises seulement, mais que c'est une plaie qui s'étend vite, une pratique qui se popularise, sur le dos de la classe ouvrière.

Au Canada, presque chaque contrat met sur la table la question de l'attitude à adopter face aux concessions exigées par les capitalistes des différents secteurs. Pour quelques luttes, comme le très long lock-out qui a débuté en avril 1993 à la Westmine Resources Ltd. en Colombie-Britannique, où les travailleurs refusent toutes les concessions exigées par l'employeur, il y a beaucoup plus de cas où les syndicats acceptent les concessions.

La compagnie de papier Stora Forest Industries en Nouvelle-Écosse a obtenu une baisse de salaires de 5 % de ses 850 employés-es. Cette compagnie a voulu établir un « pattern » pour toutes les provinces maritimes, où les travailleurs-ses sont déjà parmi les plus pauvres de tout le Canada. Les autres moulins en profitent maintenant pour réclamer des baisses de salaires de 10 % à 15 %. La compagnie Kruger de Montréal, qui avait signé en 1993 un nouveau contrat avec ses 1 200 ouvriers-ères de Corner Brook à Terre-Neuve, en a profité pour rouvrir ce contrat moins d'un an plus tard, et exiger des coupures de 10 %.¹¹²

À Winnipeg, la Manitoba Sugar Co. a obtenu un contrat de neuf ans sans grève ni lock-out sous la menace de la fermeture. La compagnie avait fermé une autre de ses usines dans la province et mis à pied ses 165 employés-es après qu'ils et elles eurent refusé le contrat proposé.¹¹³ La Canadian Pacific Ltd. a menacé de fermer CP Express à cause de la restructuration dans l'industrie du camionnage. Les camionneurs ont suivi le modèle d'Algoma Steel et ont acheté CP Express.¹¹⁴ Les employés-es de Bell Canada ont accepté une baisse de salaire globale de 7,5 % occasionnée par la réduction de la semaine de travail. René Roy du SCEP affirmait que ce type d'entente pouvait être appliqué dans d'autres secteurs « ...pourvu que la bonne foi conduise l'exercice ». ¹¹⁵

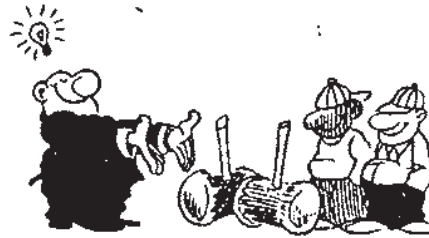
Sous la forme d'équipes de travail, Bell pratique avec le SCEP un habile partenariat qui confine presque à la fusion. Un journal interne destiné aux employés-es donne un aperçu de ce partenariat : « Bell et le SCEP se sont entendus, lors de la dernière ronde de négociations collectives, pour aller de l'avant avec la réorganisation du travail. L'engagement a été pris dans le cadre d'un effort d'évolution favorisant davantage la participation et le travail d'équipe, et ce dans le meilleur intérêt des employés, de la clientèle et des actionnaires. [...] Tous les membres des équipes recevront une formation axée sur la résolution de problèmes tous bénéfiques et le travail d'équipe, de manière à pouvoir travailler de façon efficace au sein d'un groupe entièrement intégré. Ils seront épaulés par une équipe-formation et une équipe-conseil, toutes deux formées d'un cadre et d'un membre du SCEP. » ¹¹⁶

René Roy du SCEP, également vice-président de la FTQ, est aussi un des piliers du Groupe de concertation sur la qualité qui en septembre dernier a réuni 5 000 entrepreneurs et syndicalistes au Forum de Montréal dans un Salon célébrant la qualité totale et les équipes de travail. Le vice-président de la FTQ s'est à nouveau dévoué

MANAGEMENT IN THE 1990'S IS MUCH MORE ENLIGHTENED THAN IT WAS IN THE PAST.



BUT, TODAY, EMPLOYEES ARE INVITED TO PARTICIPATE IN MANAGEMENT...



BACK THEN, BOSSES ABUSED THEIR WORKERS.



...BY ABUSING EACH OTHER INSTEAD!



tout entier à la promotion du partenariat entre les travailleurs-ses et les entreprises pour établir la qualité dans les organisations. « C'est la seule façon, dit-il, que les entreprises obtiendront une mobilisation du personnel autour de cet objectif. » ¹¹⁷

Les apôtres du travail en équipe, comme Roy et comme bien d'autres, ne veulent tout simplement pas voir la poussière qui recouvre leur évangile. En 1993, une délégation de syndicalistes japonais est venue au Canada et a rencontré certains syndicats, dont le Syndicat des postiers du Canada. Ces syndicalistes représentaient une petite fédération japonaise, le Zenroren (environ 1,5 millions de membres). Ils présentèrent leur appréciation du concept d'équipe. Le journal du SPC en a fait état :

« Pour les travailleurs et travailleuses japonais, le concept d'équipe a transformé les syndicats en syndicats d'entreprise, a déclaré M. Huijyoshi. Les syndicats collaborent en disant aux employés que la prospérité de l'entreprise passe avant tout, a-t-il ajouté. Une amélioration constante de la productivité est exigée et l'on prône continuellement un environnement qui accorde la priorité absolue à la productivité. Le salaire des travailleuses et des travailleurs est établi en fonction des idées en matière de productivité qu'ils apportent et de la contribution à la direction, nous explique M. Huijyoshi. » ¹¹⁸

Au Québec, depuis le début des années 90, de plus en plus de conventions collectives, du type « contrat social » ou non, relèvent d'une conception qui fait du syndicat un partenaire, un pilier même, de la réorganisation, de la relance et du développement

des entreprises. Les plus connus de ces contrats sont ceux qui furent signés par exemple aux Aciers Atlas de Tracy, à l'usine des Forges de Sorel, avec GEC Alsthom de Tracy, ou avec la compagnie Abitibi-Price d'Alma.

Dans ce dernier cas, le syndicat CSN a conclu en mai 1993 une entente de six ans prévoyant la paix industrielle (pas de grève ni lock-out) et un gel des salaires pour 1993 et 1994. Elle prévoyait aussi le versement de bonis annuels liés à la productivité. Au moment de conclure cette entente, Abitibi-Price avait été ciblée par le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier de la FTQ pour servir de « pattern » pour tout l'est du Canada (la CSN a 5 500 membres dans l'industrie et la FTQ 35 000). Le contrat social de l'usine d'Alma est venu mettre des bâtons dans les roues de la stratégie syndicale et était pour le moins inopportun. Michel Boissonneau de la CSN, comme beaucoup de chefs syndicaux le font toujours, avait tenu à déclarer : « Ce n'est pas une formule que nous cherchons à appliquer chez les autres employeurs du secteur des pâtes et papier. Il s'agit ici d'assurer la survie de l'usine d'Alma. » ¹¹⁹ Et pourtant ! Jacques Courcy, président du Syndicat des aciers forgés (CSN), dit clairement que le modèle de

¹¹² Globe & Mail, 24/2/94.

¹¹³ Globe & Mail, 7/5/94.

¹¹⁴ Globe & Mail, 6/4/94.

¹¹⁵ La Presse, 7/1/94.

¹¹⁶ Journal Bell, 15 août 1994

¹¹⁷ La Presse 30/9/94.

¹¹⁸ Perspectives SPC, Septembre-oct. 93

¹¹⁹ La Presse 10/5/93

relations de travail aux Forges de Sorel « ...est inspiré de celui qui est utilisé à l'usine d'Abitibi-Price à Alma ». ¹²⁰

Un autre contrat important fut conclu à l'usine Goodyear de Valleyfield. L'usine employait 1 235 travailleurs et travailleuses. Mais les affaires allaient mal. Près de la moitié des employés-es avaient été mis à pied. Le syndicat FTQ a fait une demande au ministère québécois de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (MICT) pour qu'il soutienne financièrement l'usine. Évidemment, le ministre Gerald Tremblay a répondu par ses conditions : améliorer les relations de travail et rendre l'usine plus performante. Un contrat social a été conclu en septembre 1991. Il est en application depuis le début de 1993. La FTQ, dans son document « *Face aux changements, de nouvelles solidarités* », donne (est-ce par naïveté ?), des indications sur la nature des changements opérés dans l'usine. Le contrat social contient « *un pacte social équivalent à la durée de trois conventions collectives. [...] Pour ce qui est du fonctionnement pratique dans l'usine, une structure de concertation pyramidale a été formée, qui réunit à tous les niveaux le syndicat et la direction. Il y a en tout quatre niveaux, de la haute-direction jusqu'à l'association entre les délégués syndicaux et les contre-maîtres* [NDLR, souligné par nous]. *Les livres sont ouverts et le syndicat a commencé à être représenté à une réunion annuelle qui se tient au siège social aux États-Unis. [...] Des cours conjoints délégués/contremaîtres sont donnés sur la convention collective, un journal conjoint est publié...* » ¹²¹

Encore une fois, il fallait s'attendre à ce que les représentants syndicaux cités par la FTQ disent ne pas vouloir faire preuve de prosélytisme : « *On comprend que tout le monde dans le mouvement syndical ne soit pas prêt à faire des expériences comme cela. Mais on n'a pas tous les mêmes employeurs... Chez nous, ça marche.* » Tiens, tiens ! Goodyear serait devenue une compagnie pro-syndicale ?

À Sidbec-Dosco, avant l'achat de la compagnie, le syndicat avait « pris les devants » selon l'expression consacrée. Il avait proposé à la direction de Sidbec un plan de restructuration. « *Ce fut un long processus de réflexion syndicale ; chaque mot du plan devait être bien pesé et signifier la même chose pour tout le monde.* » Résultat ? « *Ce plan fut accepté par la direction presque intégralement.* » ¹²² Un comité exécutif paritaire de restructuration a été formé (c'est lui, le nouveau boss qui devait superviser la réduction des coûts) et aussi des comités d'usine paritaires pour chaque usine de Sidbec-Dosco. La compagnie demandait des réductions de salaire.

L'entente prévoyait que les salariés-es feraient des « prêts » à Sidbec jusqu'à ce que la situation financière de la compagnie se soit rétablie. Les non-syndiqués-es devaient aussi réduire leur salaire (la belle affaire !).

En novembre 1993, les syndiqués FTQ de l'usine des Produits forestiers Canadien Pacifique de Trois-Rivières ont accepté une baisse de salaire de 20 % pour rouvrir l'usine qui avait été fermée. ¹²³ Le Fonds de solidarité de la FTQ a concocté ce plan. 225 des 1 000 employés-es devaient être rappelés-es. Les travailleurs et travailleuses syndiqués-es CSN de la Gare centrale de Québec ont accepté des réductions salariales et une augmentation de la semaine de travail pour conserver leur emploi dans l'opération de transfert du terminus Voyageur à la nouvelle gare intermodale de Québec. Un-e employé-e de billetterie qui gagnait 600 \$ pour 32 heures gagnera à l'avenir 400 \$ pour 40 heures. ¹²⁴

La ville de Loretteville a aussi signé un contrat social sans grève ni lock-out pour une durée de cinq ans avec ses employés-es syndiqués-es (membres de la FISA, une fédération de syndicats indépendants !). Le sous-ministre de l'Industrie et du commerce, Michel La Salle, a souhaité à cette occasion que les contrats sociaux se généralisent : « *c'est des milliers qu'il faudrait* ». ¹²⁵ Le directeur général de la ville de Loretteville a affirmé quant à lui qu'une vingtaine de municipalités l'avaient approché, se disant intéressées par cette entente. Au Cap-de-la-Madeleine, les Entreprises Sommex, le plus gros fabricant de matelas au Québec, ont conclu en avril une entente prévoyant la paix industrielle jusqu'à l'an 2000. C'était une première dans l'industrie du meuble. ¹²⁶

Les 484 syndiqués-es de la Cartonnerie Saint-Laurent ont accepté récemment des baisses de salaire de 7 % et la participation à un programme d'incitation à la productivité, en échange d'une formule de participation aux bénéfices. ¹²⁷ À McMasterville, l'usine militaire ICI a exigé des réductions de 7,3 millions \$ dans ses coûts fixes pour 1994-95. ¹²⁸ Le syndicat CSN a demandé au gouvernement d'intervenir et d'instaurer un comité « CAMO » d'adaptation de la main-d'œuvre. Un projet de contrat social était en vue.

Le local 3535 du SCFP représentant les employés-es de la SAQ et celle-ci ont convenu d'une entente de partenariat d'une durée de cinq ans. C'est le syndicat qui deux ans auparavant avait proposé d'instaurer une « paix industrielle » de cinq ans. Réal Laberge, du local 3535, affirmait : « *Ce qui était alors important pour nos membres, c'était de développer la SAQ, et, à travers cet objectif, de maintenir nos*

emplois et même d'en créer d'autres. C'est à partir de cette dynamique que tout s'est articulé au cours de ces deux années de discussions autour d'un discours posant la question suivante : comment peut-on développer nos entreprises québécoises, dont la SAQ (une entreprise parapublique) ? » ¹²⁹

Il est remarquable de constater jusqu'à quel point tout le dernier congrès du SCFP Québec, tenu en 1993, a été marqué, comme rarement dans le passé, par la concertation, par l'idée récurrente du contrat social, et par le nationalisme bourgeois qui se manifeste à tout bout de champ dans la défense de l'État et des entreprises publiques. Nous citons ci-après un extrait du discours d'Henri Massé prononcé lors de ce congrès, ainsi qu'une déclaration de Gilles Charland, directeur québécois du SCFP. On en ferait presque une indigestion tant la concertation, le coude-à-coude et les contrats sociaux reviennent à profusion dans ce discours syndical biaisé par le nationalisme et la collaboration, un discours qui en bout de ligne est totalement paralysant pour la classe ouvrière puisqu'il remet à d'autres (les « forces vives » réunies autour des sempiternelles « tables de concertation ») le soin de régler les problèmes des travailleurs et des travailleuses :

« *Oui nous voulons un NOUVEAU CONTRAT SOCIAL !* [NDLR, les majuscules sont du journal *L'Événement*] *Mais un CONTRAT SOCIAL qui sera le fruit de la concertation de TOUTES les forces vives de la société. Le monde des affaires et celui de la politique ont évidemment un rôle très grand à jouer dans cette CONCERTATION nécessaire aujourd'hui.*

« *Nos syndicats, le mouvement coopératif, les associations de citoyennes et de citoyens, les regroupements communautaires et étudiants, sans oublier les chômeuses, chômeurs, et bénéficiaires de l'aide sociale aussi, les organismes responsables de nos services publics, etc. doivent travailler la main dans la main à l'élaboration d'un projet GLOBAL de société. Exactement comme nous avons déjà su le faire il y a trente ans.*

¹²⁰ Les Affaires, 30/4/94.

¹²¹ FTQ, Colloque des 10-11-12 mars 1993, p. 88.

¹²² Ibid., p. 67.

¹²³ Financial Post, 1/12/93.

¹²⁴ Le Soleil, 25/1/94.

¹²⁵ La Presse, 6/3/94.

¹²⁶ La Presse, 28/4/94.

¹²⁷ La Presse, 2/4/94.

¹²⁸ La Presse, 30/3/94.

¹²⁹ SCFP, Le Réseau, août 1993.



Jacques Parizeau, chef du PQ et Premier ministre du Québec, recevant l'appui des congressistes du SCFP en 1994.

« Toutefois, pour y arriver, il nous faudra miser sur les leaders d'opinion parfaitement au fait des réalités économiques, culturelles et sociales de l'État québécois et pour qui la relance de l'économie ne sera pas synonyme de vente de feu de nos institutions les plus rentables. »¹³⁰

« C'est ce nouveau consensus social qui doit se développer à travers un nouveau contrat social, consensus à bâtir dans le cadre de tables de concertation aux niveaux national et régionaux regroupant l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du Québec. »¹³¹

L'appui grossier du SCFP-Québec à Jacques Parizeau et au PQ lors de la dernière élection provinciale fut, peut-on dire, le couronnement de ce « main-dans-la-main » anti-ouvrier.

Travailler pour telle compagnie, mais se considérer comme un partenaire, comme un associé directement concerné par la réussite économique de l'entreprise (ce qui veut dire prendre sur ses propres épaules une partie des responsabilités qui découlent de la concurrence sur les marchés), c'est accepter, sans résister, l'appauvrissement et l'exploitation accrue du prolétariat.

En 1993 seulement, en plus des exemples déjà cités, les travailleurs-ses de Canam à Saint-Gédéon-de-Beauce ont entériné des coupures de salaire de 5 %, 5 % également à Air Canada. La Compagnie Heinz du Canada de Leamington en Ontario a exigé 3,8 millions \$ en concessions de la part de ses 450 employés-es, sinon elle menaçait de fermer.

Dans le secteur des viandes rouges, la compagnie Olymel, après avoir joué avec la fermeture des abattoirs de Saint-Jean et de Princeville, obtenait de ses syndicats CSN dans trois usines (Princeville, Vallée-

Jonction et Saint-Simon) un contrat prévoyant la paix industrielle pour six ans, une baisse de salaire de 0,35 \$ l'heure pour les trois premières années et un gel pour les trois années suivantes ainsi que l'abolition de cinq jours de maladie. Quatre autres usines d'Olymel syndiquées à la FTQ auraient négocié des contrats semblables.¹³² Les Aliments Flamingo de Sainte-Rosalie ont obtenu une prolongation de convention collective de deux ans et la réduction de salaire horaire de 1,00 \$, en plus de la création d'une échelle d'apprentissage de trois ans à un salaire moindre. À l'abattoir de Saint-Jean-Baptiste, la réduction du taux horaire est de 2,00 \$.¹³³

Dans le secteur du vêtement pour dames, le décret a été rouvert au début de 1993 pour annuler les augmentations de salaires prévues et pour allonger la semaine de travail de 35 à 39 heures. L'Union internationale des ouvrières du vêtement pour dames ne s'est pas objectée à cette modification du décret.¹³⁴

Les restaurants des Rôtisseries St-Hubert de Montréal (dix étaient syndiqués au local 500 des TUAC et trois à la CSN) ont signé une convention collective en février 1993. La convention avec les TUAC contient une baisse globale des salaires de 25 %, la fermeture de trois restaurants et l'introduction d'une double échelle salariale, rétroactive au 7 octobre 1987, rien de moins !¹³⁵

La compagnie Kruger de Bromptonville a elle aussi conclu en 1993 un contrat social de cinq ans avec ses 377 employés-es, inspiré du modèle d'Abitibi-Price.

En juillet 1994, les 728 syndiqués-es de l'Aluminerie de Bécancour ont également adopté un contrat de six ans. Le président de la FSSA (Fédération des syndicats du

secteur de l'aluminium) a déclaré : « Cela démontre une fois pour toutes que les membres sont à la même place et qu'ils sont prêts à embarquer dans la paix industrielle lorsqu'on répond à leur attentes. »¹³⁶ Le contrat pour tous-tes les employés-es d'Alcan viendra à échéance le 22 mai 1995. La « paix » signée à Bécancour va sans doute inspirer les parties. Le directeur du personnel d'ABI était radieux après l'adoption de ce contrat de six ans. Il y avait eu un dur conflit de travail il y a deux ans. Depuis ce temps, la compagnie dit avoir voulu appliquer une nouvelle approche : « C'est un virage que l'on devait faire dans la recherche de la qualité totale amorcée depuis un an. Nous avons privilégié la formule de partenariat entre syndicat et direction. Les deux parties sont maintenant orientées vers un même but et l'on vise la responsabilisation des individus. »¹³⁷

Un véritable parti communiste implanté largement dans le prolétariat canadien ne chercherait pas à excuser ce syndicalisme de collaboration, ni à le dissimuler. Au contraire, il découvrirait sans peine des centaines d'autres cas ; il parlerait des millions de travailleurs et de travailleuses qui n'ont pas de syndicat et qui doivent subir un appauvrissement encore plus grand ; il n'isolait pas chaque cas sous prétexte qu'il est unique : « nous, notre compagnie va fermer ! » ; au contraire même, il montrerait qu'est-ce qui est identique dans toutes ces situations, comment la crise du capitalisme résume dans quelques cas d'espèce seulement la situation des entreprises et des ouvriers-ères, et pourquoi justement il faut un mouvement politique général, une lutte politique pour unir toute la classe ouvrière. Un tel parti communiste profiterait de chaque cas, de chaque convention pour montrer la faiblesse épouvantable de la classe ouvrière canadienne, dirigée comme elle l'est par des syndicats pro-capitalistes.

Dans son enquête *Calura* portant sur les syndicats au pays, le gouvernement dévoile annuellement une partie de cette faiblesse. En 1991, les syndicats au Canada ont déclaré des revenus annuels de près d'un milliard \$ (966 millions \$). De ce montant, 49 millions \$ seulement sont allés en indemnités de grèves. Les syndicats nationaux utilisent 36 % de leurs revenus

¹³⁰ L'Événement, octobre 1993.

¹³¹ SCFP, *Le Réseau*, printemps 1994.

¹³² Ministère du Travail du Québec, *Les relations de travail en 1993*, p. 47.

¹³³ Ibid., p. 48.

¹³⁴ Ibid., p. 51.

¹³⁵ Ibid., p. 59.

¹³⁶ *La Presse*, 2 juillet 1994.

¹³⁷ Ibidem.

pour les salaires de leurs employés-es : 30,9 % pour les frais d'administration ; 1,3 % pour l'organisation ; et 3,4 % pour les indemnités de grève. Pour les syndicats internationaux au Canada, c'est respectivement 27,9 %, 30,1 %, 4,9 % et 7,5 %. Au total, les syndicats ont un actif de 3,690 milliards \$, dont 3,012 milliards \$ en placements, obligations, dépôts à terme, actions de sociétés, etc.¹³⁸

Les syndicats sont devenus un appareil puissant, riche et plein de ressources, ce dont on ne leur tiendra pas rigueur. Mais c'est un appareil qui refuse obstinément de bouger, et ce dans la pire période économique que la classe ouvrière traverse depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Au contraire même, c'est un appareil qui se dissout lentement, qui s'érode petit à petit, et qui se transforme dans certains secteurs industriels en appendice de la bourgeoisie.

On a pu avoir une démonstration particulièrement ahurissante de cela au dernier colloque Gérard-Picard, qui était organisé par la CSN sur le thème :

« Pratiques récentes en relations de travail : de nouvelles expériences syndicales ».

Nous nous référons particulièrement à la présentation soumise par la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt.¹³⁹ Ce document dresse un bilan des modifications opérées dans les relations de travail dans l'industrie des pâtes et papier, en prenant pour exemple, en plus de l'usine d'Abitibi-Price à Alma, celle de la Domtar à Donnacona où trois ententes portant sur la réorganisation du travail ont été signées en 1992 entre la compagnie et le syndicat. Laissons parler la FTTPF (CSN) elle-même. Ce qui saute aux yeux, à travers les lignes qui suivent, c'est que le syndicat délaisse progressivement ses fonctions premières pour s'investir dans la gestion de l'entreprise :

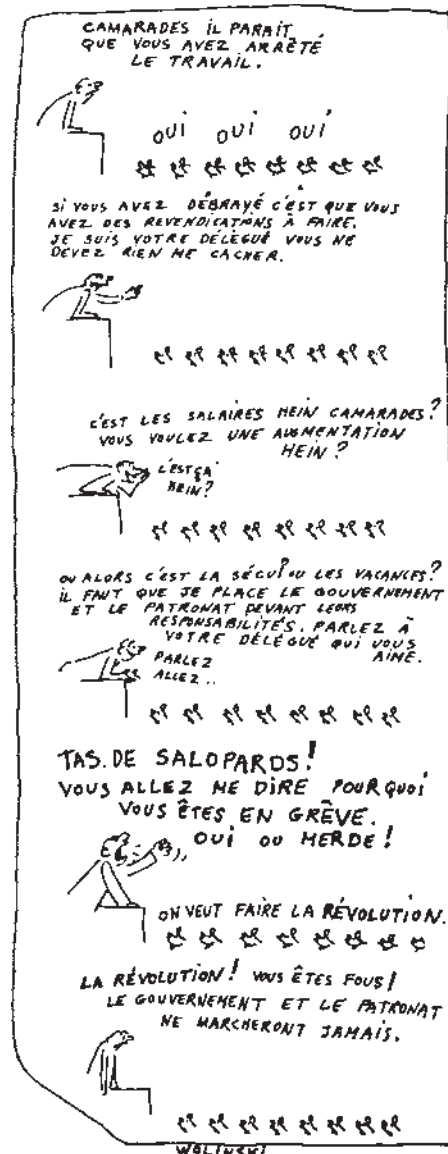
« Il y a deux réalités, l'une interne, l'autre externe, qui composent la vie associative du Syndicat national des travailleurs des pâtes et papier de Donnacona. À l'interne, la gestion participative débouche sur l'intensification et l'accroissement des rencontres patronale/syndicale, tant auprès des dirigeants locaux que ceux de la société Domtar. [...] Cela résulte en de multiples rencontres en comités de travail, en sous-comités, restreints ou élargis. Cela commande un suivi ininterrompu de la part des représentants syndicaux et un investissement en temps considérable. »

Le volet externe de la vie associative « ...concerne la volonté marquée et exprimée par le syndicat d'élargir et de consolider les appuis à la survie de l'usine à des intervenants externes issus du milieu socio-économique et politique. [...] Le

syndicat se doit d'apprendre à agir et à composer avec des alliés non naturels que sont les gens d'affaires.

« Le SNTPP de Donnacona a introduit dans ses Statuts et règlements le poste de vice-président en qualité totale... »

« ...Le conseil syndical, qui est composé de représentants départementaux, a subi forcément les effets de la réduction du membership, son nombre ayant diminué. Par contre le syndicat a restructuré ce dernier en y adjoignant des représentants des comités et sous-comités en qualité totale. Fait à noter toutefois, les échanges



en conseil syndical ont été réduits au minimum depuis quelques temps, soit une rencontre depuis le début de l'année 1993. » (NDLR, le document est daté de novembre 1993.)

« En fait, les réunions des comités en qualité totale et d'implantation des équipes autonomes ont pris beaucoup de temps. [...] Dans ce contexte, le traitement des

questions et des problèmes des travailleurs de l'usine relève davantage de petits groupes constitués dans le but de régler des questions spécifiques, souvent à l'intérieur d'un département. Ceci risque de mettre au second plan la vision d'ensemble des relations entre l'employeur et le syndicat, ce qui peut causer, à la limite, une érosion du contrôle nécessaire à une action syndicale articulée et solidaire. [...]

« Ces situations nouvelles ont forcé les représentants syndicaux à doubler les efforts de consultation et de mobilisation des travailleurs. À cet effet, le syndicat a développé deux modèles de comportement issus de la gestion associative. Tout d'abord, des assemblées générales mixtes, élargies aux groupes des cadres et des employés de bureau, se sont tenues afin d'informer et d'obtenir l'appui de l'ensemble des employés aux plans d'affaires et stratégique développés par les représentants du syndicat et de la direction de l'établissement. Également, le syndicat a innové en procédant régulièrement à des assemblées départementales mixtes patronale/syndicale. [...] »

Ces innovations visaient « ...à susciter l'adhésion des membres envers la gestion participative ; à impliquer et responsabiliser directement chacun des travailleurs [NDLR, souligné par nous] dans le cadre de la réorganisation du travail. Car, il faut le dire, la réorganisation du travail et la rationalisation de la main-d'œuvre sans assurance de la survie à long terme créent de la méfiance, voire même des divergences d'opinions parmi les travailleurs.

« Le syndicat est impliqué dans le processus de gestion de la qualité, quelque chose de particulièrement innovateur, car ici la structuration de comités et sous-comités patronaux/syndicaux en qualité confirme le rôle moteur et direct du syndicat dans ce mode de gestion.

« ...Le syndicat participe financièrement et conjointement avec la direction de l'établissement local à des études techniques de développement de nouveaux produits, d'ingénierie (NLK-CELPAP, H. Simmons), de marché, de faisabilité et de coûts de production. »

Un an plus tard, Michel Boissonneault, le secrétaire de la FTTPF (CSN), reconnaissait crûment à la revue *Commerce*, comment une partie des travailleurs-ses réagissait : « La concertation se voit moins que la grève, et certains de nos gars ont parfois l'impression qu'on couche avec le boss ! »¹⁴⁰ Et le boss, qu'en pense-t-il ?

¹³⁸ Statistique Canada, Calura 1991.

¹³⁹ Bilodeau & Rioux, *L'organisation du travail, un enjeu de société*, CSN, novembre 1993.

¹⁴⁰ *Commerce*, octobre 1994.

Le vice-président aux ressources humaines de l'usine Domtar à Donnacona (maintenant appelée Produits forestiers Alliance) semblait tout triomphant lorsqu'il interrogé dans le même dossier de la revue *Commerce* : « Avec l'aide des syndicats, nous avons réduit nos coûts à la tonne de 120,00 \$ sans investir une centne. »¹⁴¹

Les capitalistes mettent des millions de dollars dans leurs poches avec ce partena-

riat des syndicats, cet esprit d'entreprise et cette paix industrielle. Le 2 juillet 1994, la compagnie Cascades fêtait ses milliers d'employés-es. Cascades, qui offre en exemple son partage de bonification salariale et de partage des profits, avait de quoi célébrer : à travers toutes ses usines, la compagnie ne déplore en 30 ans d'opération, « qu'une seule journée de grève ». ¹⁴²

Et la « gauche syndicale » ?

Contre cette collaboration de classes dans les syndicats, surtout quand elle est totalement débridée comme maintenant, l'objectif des communistes est de rejoindre, d'influencer, d'organiser et de rallier les travailleurs et les travailleuses les plus avancés-es, qu'ils et elles soient dans des syndicats ou non. Les ouvriers-ères avancés-es sont ceux et celles qui, sans avoir nécessairement déjà profité du travail du parti, ont des positions de classe plus claires et plus justes que celles qu'exprime le mouvement dominant.

La notion de « gauche syndicale » ne doit pas nous guider en priorité. C'est une catégorie pratiquement vide de sens dans la mesure où elle se déplace, elle fluctue, elle est relative à l'état des forces dominantes dans le mouvement ouvrier dans son ensemble. Dans certaines conjonctures, la « gauche syndicale » est relativement proche, voire même gagnée en partie aux positions prolétariennes de lutte de classe. Dans d'autres conjonctures, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même, elle n'est plus qu'une version parmi d'autres, peut-être plus habile ou plus éclairée, de ce qui constitue l'orientation dominante, le nationalisme, la concertation et la ligne du « contrat social ».

Nous prendrons l'exemple des syndicats australiens. On se souviendra que dans ce pays, au plus fort d'une crise économique en 1982-83 qui vit s'affaïsser une partie du secteur manufacturier et monter en flèche le chômage, la Confédération des syndicats australiens (ACTU), la centrale unique en Australie (où plus de 50 % des travailleurs-ses étaient syndiqués-es), avait conclu avec l'ALP (le Parti travailliste) un « contrat social » de gouvernement qui devait ramener ce parti au pouvoir. L'ALP gagna effectivement les élections en 1983, 1985 et 1987. Le thème dominant de ce contrat était « *Jobs, jobs and more jobs* ». ¹⁴³ L'objectif réel était de parvenir à une concertation élargie, à un « tripartisme » au sommet de l'État pour aider la bourgeoisie nationale australienne à se sortir de la crise.

Au sein de l'ACTU, les deux tendances principales défendirent à leur manière le contrat social. La droite syndicale regroupée autour de Bob Hawke, ancien président de l'ACTU, qui fut élu chef de l'ALP quelques semaines avant la victoire électorale de ce parti, en fit son objectif. Cette tendance était un adversaire de longue date du courant plus militant dans la centrale. Mais la gauche traditionnelle aussi batailla pour le contrat social. Elle était regroupée principalement dans le syndicat des Métallots et dirigée plus ou moins étroitement par le Parti communiste (révisionniste) et par d'anciens communistes. Pour eux et elles, les syndicats devaient à tout prix sauver l'industrie et les emplois en déployant une stratégie inspirée des partis eurocommunistes et du type de relations en vigueur en Autriche et en Suède.

Carla Lipsig-Mummé (militante du NPD au Canada) a écrit que cette gauche révisionniste considérait qu'une telle stratégie de contrat social « *...freinerait la mort du secteur manufacturier, rendrait l'économie nationale plus concurrente et moins dépendante, et susciterait un retour au plein emploi. Pour prendre en main la gestion du renouveau économique, le mouvement syndical aurait besoin d'un accès privilégié à l'État.* » ¹⁴⁴

La politique de l'ALP au pouvoir et des syndicats en a été une après coup de limitation des salaires, l'ACTU s'étant engagée à ne pas avoir de revendications salariales inflationnistes. Rapidement (en 1985) l'indexation des salaires a été abandonnée ; le gouvernement a coupé les budgets de la santé et de l'éducation ; le salaire direct a chuté pendant les quatre premières années du gouvernement de l'ALP ; le militantisme syndical s'est désintégré, l'ACTU ayant fait le pari, nous dit Carla Lipsig-Mummé, de « *...remplacer l'ancien rapport de force caractérisé par le militantisme spontané des cols bleus de métier* [NDLR, qu'on a toujours connu ici aussi au Canada par un courant combatif

dans le prolétariat industriel] par les négociations raffinées de deux équipes de direction qui reconnaissent leur interdépendance. » ¹⁴⁵

À partir de prémisses différentes, la droite et la gauche syndicales ont mis de l'avant une même politique contraire aux intérêts ouvriers, une politique bourgeoise.

Il ne fait aucun doute que la « gauche syndicale » australienne, inspirée du nationalisme et du révisionnisme, se trompait radicalement. Dans une situation comme celle-là (qui n'est pas sans analogies avec les événements en Ontario), il va de soi que les communistes révolutionnaires doivent se séparer de ces deux courants, la droite et la soi-disante « gauche syndicale », montrer leurs similitudes, et construire leur tendance en appelant à un front ouvrier anticapitaliste, opposé à la collaboration, en particulier dans la gestion de la crise économique.

Le Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge était très clair sur cette question. Le front unique est un front contre le capitalisme : « *L'unité de la classe ouvrière est-elle un moyen ou un but ? Le but c'est le socialisme, l'unité n'est que le meilleur moyen de réaliser ce but, et nous sommes pour cette unité dans la mesure où elle rapproche davantage le prolétariat du socialisme. [...]* Les ouvriers révolutionnaires souhaitent toujours l'unité de front, mais ils ne peuvent la créer sur le terrain de la collaboration de classes. » (NDLR, souligné par nous) ¹⁴⁶

Comment ne pas voir que les contrats sociaux, la gestion participative, la participation au capital des entreprises et tutti quanti, c'est le terrain par excellence de la collaboration de classes, terrain sur lequel il n'y a pas d'unité de front possible ?

Actuellement, partout dans les pays impérialistes, c'est un des enjeux des courants prolétariens que de démasquer la prétendue « gauche syndicale », pour faire naître dans les usines, dans les entreprises et dans les rangs des chômeurs et chômeuses un courant véritable d'opposition prolétarienne.

Au Québec, pour empêcher cette renaissance, des fumistes, des traîtres de haut niveau, des bandits légaux pires encore que la vieille mafia syndicale, veulent tapisser d'un mur à l'autre le mouvement

¹⁴¹ *Commerce*, op. cit.

¹⁴² *La Presse*, 3 juillet 1994.

¹⁴³ *Syndicalisme et société, rapports nouveaux ?* PUQ, 1988, pp. 103 à 121.

¹⁴⁴ Ibidem. p. 109.

¹⁴⁵ Ibid., p. 115.

¹⁴⁶ Losovski, *Programme d'action de l'ISR*, p. 119.

ouvrier avec leur idéologie vendue de la soi-disant « nouvelle gauche ».

Dans un numéro spécial de la revue *Possibles* consacré à la *Gauche autrement*¹⁴⁷, le publiciste du syndicalisme d'affaires, Louis Fournier, a voulu gaver les pauvres oies que nous sommes. Il n'hésite pas à décharger sa bile : « Il [NDLR, le Fonds de solidarité] est devenu l'un des haut lieux de l'action de ce que j'appellerai la nouvelle gauche syndicale, progressiste et moderne, qui se situe même à la fine pointe de la modernité syndicale à l'aube du troisième millénaire. Cette gauche qui a compris que si le mouvement ouvrier veut continuer, il faut d'abord qu'il change ! Il faut qu'il évolue, qu'il sache s'adapter, qu'il se renouvelle. [...] La bataille pour l'emploi passe par la solidarité ouvrière, bien sûr, mais aussi par la participation active des travailleurs à la vie, à la gestion et au développement des entreprises. [...] Il n'y aura pas de nouveaux gains syndicaux, pas de nouveaux acquis sociaux sans croissance économique et sans gains de productivité. [...] Pour la grande majorité des militants syndicaux, le Parti québécois demeure le parti de la gauche. C'est un parti social-démocrate, qui se définit d'ailleurs comme tel et qui est en liaison avec l'Internationale socialiste. C'est le parti qui, entre autres, a la politique de plein emploi la plus détaillée et la plus ambitieuse dans son programme, une politique mise au point avec des syndicalistes qui sont nombreux à y militer. Et le PQ est un parti qui est en mesure d'être élu et d'appliquer son programme avant la fin des temps. »

Pour le Québec, ce qui précède c'est un peu comme le modèle, comme la ligne maîtresse de la collaboration et de la trahison. Il n'est pas toujours facile de repérer avec certitude les militants ouvriers et les militantes ouvrières qui sont résolument dans l'opposition à ce modèle, et les autres qui tricotent autour, l'adaptent et l'ajustent à leur situation locale ou à leur pratique ; de la même manière qu'en Europe il n'est pas toujours facile de développer une ligne authentiquement prolétarienne dans un milieu déterminé par le réformisme des socialistes et des révisionnistes. La dite *gauche syndicale* est devenue une auberge espagnole où on retrouve de tout...et beaucoup de tricoteux.

Le 27 janvier 1994, l'Espagne était frappée par une grève générale d'une très grande ampleur. Presque toute l'industrie a été paralysée. Un gréviste a été tué dans la ville de Burgos. Des manifestations se sont tenues dans les principales villes du pays. L'État a mobilisé 134 000 policiers. Il y eu 169 arrestations. Un policier a confessé que

jamais depuis les beaux jours de Franco, les policiers n'avaient reçu des instructions d'être aussi durs dans le contrôle et la répression des grévistes. Au terme de cette journée, les chefs des deux principales centrales syndicales, les Commissions ouvrières et l'UGT, affirmèrent en conférence de presse : « Il faut canaliser la grève comme dans n'importe quel pays démocratique, en négociant. »¹⁴⁸ Après la grève générale du 14 octobre en Italie, les milieux de la gauche traditionnelle ont été tentés également par la perspective d'éviter la crise, de la contenir, d'en réduire les proportions. C'est de toutes manières la seule perspective que ces courants ont su historiquement présenter au prolétariat.

L'organisation française Voie prolétarienne soulignait, dans une intervention qu'elle fit lors d'un congrès du syndicat SUD-PTT : « Il faut rejeter l'esprit d'entreprise, celui que veut nous inculquer la direction, mais aussi l'esprit gestionnaire qui nous amène à faire des propositions réalistes et acceptables pour assurer d'autres débouchés à l'entreprise... »¹⁴⁹ Sur la base de ces propositions réalistes, la gauche syndicale « autorisée » cherche elle aussi à éviter la crise aux capitalistes.

Ces propositions réalistes dans les entreprises (le contrat social), et dans les mobilisations (ouvrir une porte à la bourgeoisie pour qu'elle évite la crise), se traduisent au niveau politique par le chant sirupeux de « l'unité de la gauche ». Quand en 1986, une organisation dite marxiste-léniniste, *Libération*, adopte dans ses tâches de congrès de « travailler à développer l'unité de la gauche [...] une tâche politique certes difficile mais essentielle »¹⁵⁰ et que derechef, cette unité prend la forme d'un appui au RCM dans les élections municipales à Montréal, cette organisation ne va pas dans le sens de construire une opposition prolétarienne ni ne rassemble des forces pour la révolution ; elle prolonge, par trop d'illusions sur la gauche réformiste, la très, très vieille expérience de l'opportunisme bourgeois dans le mouvement ouvrier.

Il faut que les communistes fassent autrement. Nous pourrions rassembler et organiser dans la classe ouvrière une opposition prolétarienne, une véritable fraction de combat dans et à l'extérieur des syndicats, en autant que nous apparaissions auprès des ouvriers-ères comme étant ceux et celles qui ne sont pas de « l'autre côté », c'est-à-dire ceux et celles qui ne sont pas constamment avec les entreprises, qui ne partagent pas les préoccupations des patrons, qui ne quémandent pas sans cesse auprès des gouvernements des subventions et des comités de relance, qui ne cherchent

pas à aider les entreprises, qui ne défendent pas sans cesse l'État bourgeois, etc.

Une fracture a toujours existé dans le mouvement ouvrier. Elle apparaît plus facilement quand il y a une multiplication de luttes et que les masses ouvrières mettent beaucoup de pression sur l'État, sur la bourgeoisie. En d'autres temps, il peut être plus difficile de la trouver. Mais comme communistes, nous avons toujours la responsabilité de dire où est la fracture !

Voici un exemple de cette fracture, mais vue par un chef réformiste. Cet exemple est tiré des souvenirs d'Henri De Man, un des leaders réformistes les plus connus du mouvement ouvrier européen du XX^e siècle. Il se souvient d'un meeting où il parlait le 19 janvier 1935.

« Vers la tombée du jour, de la tribune [...], on vit déboucher de tous côtés d'énormes colonnes. C'était comme si toute la colère de cette terre de misère s'était soudain rencontrée là pour une dernière menace muette. Cette menace, à certains moments, se tourna même contre les orateurs, surtout Spaak et moi, qui demandaient à la foule de ne pas faire la grève tout de suite. Pendant de longues minutes, nous dûmes tenir tête aux clameurs de "grève générale !". Dès mon retour chez moi, le soir même, et sous l'impression toute fraîche de ces scènes, j'écrivis un article : Il est moins cinq ! J'y disais notamment : Qui a vu ces visages, y a vu l'image du spectre de la faim ; qui a regardé dans ces yeux, y a vu le spectre de l'émeute. Les conclusions que j'en tirai : Pas de politique de désespoir aussi longtemps qu'une autre est possible, et l'heure du Plan doit sonner avant l'heure de la grève générale... »¹⁵¹

¹⁴⁷ *Possibles*, Vol. 17, n° 3-4, été-automne 1993.

¹⁴⁸ *Lutte ouvrière*, 4 février 1994.

¹⁴⁹ Tract de Voie prolétarienne, octobre 1991.

¹⁵⁰ *Libération*, n° 6, automne 1986, p. 30.

¹⁵¹ *Solidaire*, 20 octobre 1993.



Le cas d'Expro

Un éditorial de SOCIALISME MAINTENANT ! (n° 61, novembre-décembre 1993) ayant dénoncé le « contrat social » conclu à l'usine Expro de Valleyfield, avait suscité à l'intérieur de notre organisation un certain nombre de commentaires et de critiques. Il fut mentionné par exemple que le fond, la ligne de l'éditorial était juste, mais que le ton et la forme ne l'étaient pas parce que l'on ne doit pas critiquer un syndicat « allié », un syndicat qui était traditionnellement un bastion de la gauche dans la CSN.

Un camarade avait par ailleurs soutenu à plusieurs reprises que le syndicat d'Expro n'avait tout simplement pas le choix de procéder ainsi, étant donné la menace de faillite qui planait au-dessus de la compagnie. Le camarade exprimait aussi l'idée qu'il aurait sans doute agi comme le syndicat l'a fait s'il avait été personnellement placé dans une situation similaire.

Il nous semble pourtant que c'était une bonne chose politiquement que SOCIALISME MAINTENANT ! ne donne pas l'impression à ses lecteurs et lectrices que notre position était que les travailleurs-ses d'Expro n'avaient pas le choix de s'avancer ainsi dans la cogestion, la participation au capital d'Expro et la paix industrielle. S'il y a un point de vue dont les communistes ne se font pas les propagateurs, c'est bien celui-là : que les travailleurs et les travailleuses n'ont pas d'autre choix que le réformisme et les illusions de la collaboration de classes.

Quand dans le cours d'une lutte, des travailleurs et des travailleuses sont amenés-és à cesser une grève, ou à accepter un compromis plus ou moins favorable, soit parce que la lutte est isolée ou que la plupart des ressources ont été épuisées, si ce n'est pas une décision bureaucratique ou un acte de pure trahison comme malheureusement cela se produit quelques fois, nous devons, même si nous sommes en désaccord, faire attention de ne pas paraître intervenir de l'extérieur en donneurs de leçons et stigmatiser les travailleurs-ses dont la plupart ont sans doute fait de leur mieux dans les circonstances.

Mais soyons clairs, ce n'est pas de cela qu'il s'agit à Expro. Il n'y pas eu une lutte suivie d'une retraite marquée par l'acceptation de concessions. Il s'agit plutôt de l'adhésion du syndicat, ou à tout le moins de ses dirigeants les plus importants, à une orientation syndicale différente, une orientation de cogestion et de collaboration, qui trouve son souffle et son inspiration non pas dans la situation particulière d'Expro, mais dans l'orientation de collaboration ouverte largement dominante à travers tout le mouvement ouvrier.

D'ailleurs Ghislain Hallé de la CSN, qui est conseiller au CISP (le Comité

interfédérations du secteur privé), faisait remarquer il y a plus d'un an que la récession et les fermetures d'usines dans le secteur manufacturier avaient développé dans la Fédération de la métallurgie de la CSN plus qu'ailleurs dans la centrale, une préoccupation pour les programmes de qualité totale et pour l'organisation du travail. C'était aussi le thème du 40^e congrès de cette fédération (tenu à Valleyfield du 31 mai au 4 juin 1993) : « *Agissons maintenant pour changer nos milieux de travail* ».

Le rapport du comité exécutif, duquel était membre à l'époque Marc Laviolette d'Expro, s'avancait sur une certain nombre de questions intéressantes. Faisant le bilan de la période écoulée depuis le 39^e congrès en 1990, le rapport de l'exécutif mentionnait comme élément positif de cette période le contrat de six ans aux Aciers Atlas de Tracy signé en avril 1991. Le rapport disait : « *Vous pouvez prendre pour acquis que sans aucun doute, la fédération est prête à appuyer tous les syndicats qui visent à atteindre une telle entente.* »¹⁵²

Évidemment, ce à quoi le rapport applaudissait, c'était en premier lieu à la protection des emplois aux Aciers Atlas, à la garantie d'un plancher d'emploi, et pas tellement à la durée de six ans. Il n'est pas dans notre intention de présenter pour pire qu'ils ou elles ne le sont tous et toutes les partisans-es des contrats sociaux. La direction de la Fédération de la métallurgie adhère à la gestion participative, aux programmes de qualité totale et aux contrats sociaux parce qu'elle considérait que c'était la meilleure façon de protéger les emplois. Cela dit, reconnaissons aussi qu'ils n'ont pas résisté à cette vague, mais qu'ils l'ont encouragée.

Le Congrès devait adopter la résolution suivante : « *Considérant que de plus en plus de syndicats sont sollicités pour négocier des contrats sociaux ou des conventions de longue durée ; Considérant que ces contrats sociaux régissent nos conditions de travail ; Considérant que dans certains cas, refuser toute entente de ce genre peut mettre en péril nos emplois ; Considérant que dans certains cas il est plus important de négocier ces contrats plutôt que de se les faire imposer : Que la Fédération fasse un débat sur la composition d'un contrat social répondant aux aspirations syndicales dans un concept de réorganisation du travail visant le plein emploi ou un plancher d'emploi.* »¹⁵³

Le rapport faisait état également d'un appui à la stratégie des grappes industrielles du MICT, et de la participation de la fédération à la « table des décideurs » mise sur pied par ce ministère pour quatre grappes industrielles, ainsi qu'à douze

sous-comités. Le congrès adoptait également une proposition allant dans le sens d'un appui à la stratégie industrielle du MICT (recommandation n° 27 au procès-verbal). Rappelons que la « paix industrielle » est un des objectifs qui figure dans la stratégie des grappes élaborée par le MICT.

En période de crise, une telle orientation en est une d'ouverture évidente et de participation à la stratégie de la bourgeoisie. Ce n'est pas une orientation de combat. On ne trouve aucune trace d'un plan d'actions contre les fermetures d'usines et les mises à pied.

Dans les semaines qui ont suivi ce congrès, la direction de la CSN s'est clairement alignée sur l'option des « contrats sociaux ». Quand, au mois d'août, les banques ont barré à double tour le crédit d'Expro, précipitant la possibilité de sa fermeture, le syndicat s'est nécessairement tourné vers la stratégie syndicale dominante, qui est le duplicata de la stratégie industrielle de l'État et de la bourgeoisie québécoise. Dire que le syndicat n'avait pas le choix, c'est reconnaître que le mouvement ouvrier n'a pas d'autre choix que de se mettre à la remorque de l'État et de la bourgeoisie.

Le syndicat et Expro ont de part et d'autre demandé à la SDI de renflouer l'entreprise. Évidemment le gouvernement a mis ses conditions : un contrat social de six ans ; 20 % de réduction de la masse salariale (il obtint finalement 15 %) ; et un investissement des travailleurs-ses dans l'entreprise. La négociation rapide d'un « package deal » (Marc Laviolette parle d'un mois) fut comme une opération de chirurgie sur le syndicat lui-même qui se mit (et l'intersyndicale également) résolument au service de la cogestion et du consensus d'entreprise. Dans le premier numéro de la revue *Pro Emploi* éditée par la Coopérative du Suroît (formée des travailleurs-ses et des cadres, elle possède maintenant 30 % de la compagnie), Marc Laviolette, depuis peu vice-président de la CSN, écrit : « *Au cœur de ces transformations se retrouve la notion de consensus, c'est-à-dire la recherche d'une entente mutuelle pour trouver les solutions et pour prendre les décisions.* »¹⁵⁴

Nous ne disposons pas de résultats précis, mais au début une partie des travailleurs refusa l'investissement dans l'entreprise. Pour vaincre cette résistance, le syndicat et la compagnie modifièrent en février la convention collective, et en

¹⁵² Procès-verbal, 40^e congrès, Fédération de la métallurgie, CSN.

¹⁵³ Ibidem, p. 50.

¹⁵⁴ *Pro-Emploi*, vol. 1, n° 1, mars 1994, p. 5.

particulier les articles 13.09 et 13.10 de manière à constituer deux listes d'ancienneté valables pour les mises à pied et les rappels, une liste des membres de la Coopérative du Suroît ayant préséance dans les rappels, et une autre pour les non membres auxquels s'appliquent en premier lieu les mises à pied.¹⁵⁵ Il va sans dire que dans ces circonstances, tous-tes les salariés-es

avaient intérêt à adhérer au plus vite à la Coopérative, pour ne pas figurer en tête de liste des futures mises à pied.

La suite des événements a montré, c'est maintenant connu, que le fameux contrat à l'usine d'Expro n'était qu'un colosse aux pieds d'argile ; la question des emplois continue à se poser, et la situation de l'usine demeure précaire.¹⁵⁶



« Du travail ou l'émeute », c'est l'un, ou l'autre !

Quand les usines ferment...

Dans son numéro 29, le journal *La Gauche* disait clairement à propos de l'entente à Expro que le syndicat CSN n'avait pas vraiment eu le choix.¹⁵⁷ Comme on l'a vu, nos ex-camarades pensent aussi la même chose. Le choix existe, c'est une question politique.

Deux ans de difficultés financières aiguës pour Expro ; des problèmes archi-connus de débouchés pour la production militaire de la compagnie, des discussions nombreuses dans toutes les instances syndicales sur la récession, sur les mises à pied et les restructurations ; une longue expérience de luttes ; toutes ces choses auraient dû amener des militants-es syndicaux combatifs et avertis à préparer, ou pour mieux dire, à rendre possible, un plan de lutte contre les fermetures d'usines, et en l'occurrence, contre la fermeture d'Expro.

Il fallait proposer dans le syndicat des actions directes, ouvertes aux autres syndicats de la région, peu importe leur affiliation, et aux autres travailleurs-ses ; des actions visant le milieu capitaliste local, les usines voisines et le site d'Expro lui-même. Le syndicat aurait dû organiser un front ouvrier local pour participer, pour aider et soutenir une occupation de l'usine jusqu'à ce que les capitalistes mettent dans Expro l'argent que le gouvernement exigeait des travailleurs-ses. Le syndicat avait la responsabilité de développer une bataille populaire pour le droit au travail et pour le maintien des emplois. Une bataille qui aurait montré que les masses ouvrières sont disposées à se rallier derrière des revendications justes. Il aurait fallu exiger que les autres syndicats de la province mettent un terme aux longues vacances

qu'ils prennent présentement au sein du frauduleux *Forum pour l'emploi*, et investissent un peu de leur fortune dans un mouvement d'appui.

Il aurait été nécessaire de donner un caractère politique à la solution des contradictions qui existent dans la société sur la question du travail (et non pas aboutir au culte du consensus tout droit sorti de la Doctrine sociale de l'Église). Il aurait fallu inquiéter la bourgeoisie, lui montrer qu'une classe ouvrière ça se bouge, pas juste quand il faut aller voter sur des comités paritaires.

Peut-être dites-vous : d'où sortent-ils ces élucubrations ? Ce qui peut passer pour des élucubrations vient en fait de l'expérience du prolétariat et de l'expérience des communistes dans les syndicats. Les communistes appellent la classe ouvrière au combat, et mettent leurs forces pour l'organiser. L'Internationale syndicale rouge n'a jamais dit : c'est la grève générale ou rien ! Elle a semé des centaines d'idées dans la classe ouvrière de tous les pays concernant les différentes formes de lutte, les tactiques, les différentes actions directes possibles.

Présentement, dans les pays où la classe ouvrière est nombreuse et bien organisée, malgré l'interruption depuis plusieurs décennies du syndicalisme révolutionnaire de masse, des travailleurs et des travailleuses appliquent contre les capitalistes de justes moyens de résistance prolétarienne.

La compagnie Sud Marine en France annonce qu'elle va fermer. Les travailleurs, dont l'usine est située dans le périmètre du port de Marseille, décident de bloquer tous les accès au port. Ils soudent les grandes portes, les renforcent avec des poutres métalliques et disposent des containers. Ensuite, ils occupent l'usine. D'autres syndicats viennent occuper deux autoroutes et des sections de la voie ferrée.¹⁵⁸

À Linares en Espagne, l'usine d'automobiles Suzuki ferme elle aussi. Dans cette ville qui compte 60 000 habitants-es, les travailleurs-ses mobilisent pendant une semaine 80 000 manifestants-es à chaque jour.¹⁵⁹

Fiat en Italie veut licencier 6 300 travailleurs-ses dans ses différentes usines et fermer complètement l'usine Sevel près de Naples. Après trois mois de négociations avec les syndicats, un accord douteux est conclu : il n'y aura que 4 100 licenciements (!) et beaucoup de préretraites. L'accord stipule, contrairement aux pratiques habituelles, que les travailleurs doivent se

¹⁵⁵ Entente du 11 février 1994.

¹⁵⁶ Voir *SMI*, n° 68, octobre 1994.

¹⁵⁷ *La Gauche*, n° 29, avril 1994.

¹⁵⁸ *Lutte ouvrière*, 18 février 1994.

¹⁵⁹ *Solidaire*, 9 mars 1994.

prononcer par référendum à bulletins secrets. L'accord passe, une seule usine vote contre : Sevel !¹⁶⁰

L'usine Caze à Vierzon en France prévoit fermer ses portes. Le numéro de mai du *Cri Ouvrier* (le bulletin de l'UNION) nous parlait des réactions des ouvriers : barrages aux accès de la ville, interruption de la circulation ferroviaire, manifestation d'appui de la population de la ville, etc. On apprenait par la suite que les travailleurs avaient « séquestré » le directeur de l'usine, que des milliers d'autres syndiqués-es étaient venu manifester, et que les travailleurs étaient prêts à bloquer la sous-préfecture avec des chargeuses-pelleteuses.¹⁶¹

Toutes ces actions sont conduites par des syndicats et/ou par des militants-es syndicaux de la base, et non pas nécessairement par des révolutionnaires. Ces actions ne sont pas toujours bien dirigées. Il y a des contradictions au sein des ouvriers-ères eux-mêmes et elles-mêmes. Il ne faudrait pas croire non plus que ces actions conduisent, comme sur une voie rapide, vers une victoire assurée. La direction politique dans les luttes est déterminante plus souvent qu'autrement. Il faut donc clairement poser la question de la direction politique et idéologique de ces luttes. Mais cela étant dit, nous n'avons pas à nous mettre en retrait par rapport à ces différentes formes d'actions directes contre les fermetures d'usines. Nous n'avons pas à proposer moins.

Dans une brochure intitulée « *Lutte pour l'emploi et guerre au chômage* », Voie prolétarienne élaborait un certain nombre de principes pour l'action des révolutionnaires dans des situations de licenciements massifs ou de fermeture. VP écrivait qu'il fallait dénoncer la ligne de défense de la production : « *La dénonciation du PC doit être particulièrement vive dans la mesure où la défense de la production qu'il met systématiquement en avant conduit non seulement à la collaboration de classe, au nationalisme, mais empêche toute lutte radicale.* »¹⁶²

VP parle également de séparer toujours l'intérêt ouvrier de l'intérêt bourgeois, et ce « *quelque soit le niveau de mobilisation* » ; ne pas faire de contre-proposition en matière de production ; ne jamais signer par principe un plan social (ces plans en France qui prévoient les modalités des licenciements) ; ne jamais se soumettre quelque soit le rapport de force ; faire prévaloir l'intérêt collectif (la classe dans son ensemble) sur l'intérêt individuel ; développer la radicalité des formes de lutte : « *Ils [les ouvriers de Talbot, de la SNECMA, NDLR] ne respectaient pas l'ordre bourgeois, comme ils ne défendaient pas*

l'intérêt de l'entreprise. Ils se sont battus physiquement, n'ont pas hésité à utiliser la violence (Longwy, Talbot). Ils sont rentrés de force et illégalement dans d'autres usines pour populariser leur combat (SNECMA). » VP poursuit : il ne faut pas attendre un éventuel sursaut, une remontée des luttes comme on dit chez nous ; il faut mettre de l'avant la nécessité d'en finir avec la société capitaliste ; dans un tel combat, il ne faut pas tergiverser, mais « *organiser la fraction la plus déterminée des ouvriers, Sans attendre les syndicats, sans attendre une majorité. Et sur des bases claires, de défense intransigeante des intérêts ouvriers, contre le capitalisme.* »

Ces principes révolutionnaires dans l'action syndicale conviennent, mutatis mutandis, à des situations que nous pouvons vivre au Canada et au Québec. Notre organisation est petite, notre mouvement commence. Il ne faut pas craindre dans ces circonstances de s'éduquer aux pratiques actuelles des marxistes-léninistes des autres pays.

Il ne faut pas craindre non plus de mettre à profit l'expérience passée des révolutionnaires du Canada. Nous citerons en terminant sur les fermetures d'usine, un long extrait de la section s'y rapportant dans la brochure de la LCMLC intitulée : « *Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme !* » On pourrait mettre notre main au feu que le camarade Laviolette a oublié ces passages ; sinon, c'est qu'il les a reniés.

« *C'est dans les fermetures d'usine que se révèle clairement toute la fausseté de la ligne de collaboration de classe propagée par les bureaucrates syndicaux. Leur seule solution est la passivité et les négociations avec les capitalistes et l'État pour faire continuer l'usine si possible mais aux conditions plus avantageuses pour les capitalistes. Et souvent le résultat n'est que l'échec.*

« *Mais l'attitude de lutte de classe est fondamentalement différente. Elle propose la lutte directe et immédiate contre le capitaliste et l'élargissement de la lutte en suscitant le plus large appui populaire et ouvrier à la lutte.*

« *Ainsi dans l'usine menacée de fermeture, plusieurs actions peuvent être envisagées. Ex. : bloquer et empêcher tout déménagement de machines et matériaux de l'usine, si elle est menacée de fermeture définitive ; ralentissement, grève sur le tas quand c'est des fermetures temporaires ; dans certains cas de fermeture définitive les travailleurs passent à l'occupation de l'usine comme à l'usine Bellevue de Thetford. Une telle action nécessite une forte solidarité parmi les travailleurs dans l'usine, et un fort appui des travailleurs de la région pour pouvoir réussir.*

« *L'aspect clé de la lutte contre les fermetures définitives ou temporaires est l'élargissement de la lutte et sa transformation en lutte politique.*

« *Il faut expliquer aux travailleurs que l'ennemi n'est pas seulement le patron individuel, mais tous les patrons et l'État qui les représente, et que conséquemment, il faut chercher l'appui d'autres travailleurs de la région, du même secteur, travaillant dans d'autres usines de la même compagnie, etc. Pour gagner leur appui, il faut organiser des actions telles que des manifestations contre le chômage et les fermetures d'usine, du piquetage devant les bureaux de la compagnie et du gouvernement et des assemblées de solidarité. De plus, il faut insister pour que les syndicats appuient et organisent la solidarité avec l'entreprise menacée.*

« *Il est d'une grande importance que les revendications soient claires : il faut exiger que l'usine soit rouverte, et que tous les travailleurs soient repris, sans perte de salaires ou de droits acquis.*

« *Ceci est important car les chefs syndicaux réformistes acceptent les mises à pied partielles, les coupures de salaires et les journées de travail réduites sous prétexte qu'il est impossible d'avoir plus en système capitaliste.*

« *De plus il ne faut pas que les ouvriers se laissent bernier par le capitaliste local ou d'autres, qui peuvent essayer de gagner leur appui en proposant toutes sortes de combines qui finalement vont à l'encontre des intérêts des ouvriers. Comme par exemple de réengager la moitié du personnel seulement, ou des réductions de salaires importantes, ou bien la participation des travailleurs au financement de l'entreprise.* »¹⁶³

Comme on le voit, cette question des fermetures d'usines, comme au fond toutes les autres questions syndicales où il y a de gros enjeux pour les travailleurs et les travailleuses (les mises à pied, les salaires, l'organisation du travail, etc.), parce qu'elles mettent en présence une diversité d'attitudes et de réactions possibles du côté ouvrier (et non pas une seule), nous ramènent à un point essentiel de la politique prolétarienne, qui peut être formulé comme ceci : qu'est-ce qui fondamentalement détermine notre ligne dans les syndicats ? L'économie ou la politique ?

¹⁶⁰ *Lutte ouvrière*, n° 1339.

¹⁶¹ *Lutte ouvrière*, 15 avril 1994.

¹⁶² Voie prolétarienne, *Lutte pour l'emploi et guerre au chômage*, avril 1991.

¹⁶³ LCMLC, *Luttons classe contre classe...* 1977.

La raison d'être historique des syndicats

La raison d'être des syndicats sous le capitalisme c'est d'opposer une résistance, une sorte de contre-mouvement à la concurrence qui sévit entre les ouvriers et les ouvrières. C'est un mouvement dont la fonction est d'unir.

Partant d'un besoin ressenti dans le rapport économique capitaliste, celui de négociier pour le mieux l'échange salarial de manière à empêcher que, face au capitaliste, chaque ouvrier-ère ne soit l'adversaire de l'autre, et que les uns et les autres ne se nuisent mutuellement en se faisant une libre concurrence, le trade-unionisme (ou syndicalisme) a contribué historiquement à l'unification de la classe ouvrière. Du moins, à une plus grande unification. Les syndicats, nous dit Lénine, « ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme ; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches du groupement de classe. »¹⁶⁴ Ce passage de l'état de dispersion à celui de regroupement, à celui de communauté, a toujours eu pour les communistes un double caractère.

Marx, Engels, Lénine, ont bien vu que les syndicats, les coalitions, les associations ouvrières, etc., unissaient les travailleurs et travailleuses spontanément, contre un, deux, quelques capitalistes, dans le but d'obtenir, par cette « coalition » de ceux qui vendent leur force de travail, un meilleur salaire. Cette forme immédiate d'unité pouvait rassembler les ouvriers d'un même métier (typographes, cigariers, etc.) ou les ouvriers d'un même patron, voire d'une même localité.

Dès l'origine du mouvement, les militants du socialisme scientifique (les premiers marxistes) ont dit à propos de cette tendance des ouvriers-ères à se coaliser : voilà ce qui se fait devant nous, indépendamment de nous ; les ouvriers se groupent en syndicat, spontanément (spontanément ne veut pas dire facilement, ni automatiquement – sans lutte ni combat). Le point de vue communiste par contre ne s'arrêtait pas à cette unité. Il passait par là, mais pour se déployer bien loin vers l'avant. L'unité spontanée, trade-unioniste, est une étape, un point dans l'histoire de la lutte du prolétariat. Marx et Engels ont



Image de la division et de la concurrence : sur les quais, des centaines d'ouvriers attendent l'appel pour les quelques dizaines de jobs disponibles. Le capitalisme fait de chaque prolétaire l'adversaire de l'autre.

rapidement formulé le principe politique qui doit diriger encore aujourd'hui notre action dans les syndicats : la force qui résulte de cette unité spontanée, le prolétariat doit la faire servir à la lutte pour l'abolition du salariat lui-même, pour l'abolition du capitalisme. À partir de Marx, les communistes ont toujours mis la politique au premier plan dans les syndicats.

Dans *Misère de la philosophie* (1847), Karl Marx a commencé à formuler cette double fonction : « C'est sous la forme des coalitions (Trade-unions) qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux. [...] La coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. »¹⁶⁵

Les textes de Marx, Engels et Lénine qui par la suite porteront sur la signification des syndicats pour la classe ouvrière, vont habituellement faire ressortir ces deux choses : une fonction (spontanée) de négociation du rapport salarial, et une fonction d'opposition au salariat (plus politique). C'est un peu le sens d'un long passage, souvent cité, de *Salaire, prix et profit* où Karl Marx montre que les luttes sur les salaires sont inévitables et indispen-

sables sous le capitalisme, même si elles se résument 99 fois sur 100 à maintenir le minimum salarial. Marx dit bien alors qu'il ne faut pas lâcher pied dans ce conflit quotidien, mais qu'il ne faut pas non plus en exagérer le résultat final. Suivent deux passages célèbres qu'il est bon de reprendre :

« Ils [NDLR, les ouvriers-ères] ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat". [...]

« Les trade-unions agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Elles manquent en partie

¹⁶⁴ Lénine, *La maladie infantile du communisme, le « gauchisme »*.

¹⁶⁵ Marx, *Misère de la philosophie*, p. 177.

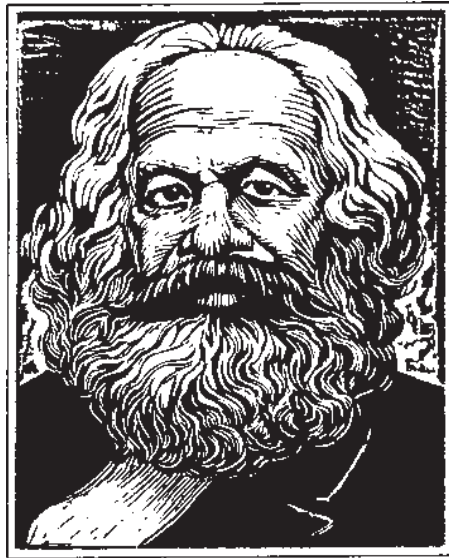
leur but dès qu'elles font un emploi peu judicieux de leur puissance. Elles manquent entièrement leur but dès qu'elles se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat. »¹⁶⁶

Il n'y a rien de plus étranger à la manière qu'avait Karl Marx de concevoir la lutte des classes, que l'idée de figer, d'idéaliser pour toujours les syndicats, sous prétexte qu'ils marquèrent un progrès historique par le passage des ouvriers de la dispersion à l'unité. Pour Marx, ce fait est indéniable. Mais c'est un fait historique indéniable. Il ne s'y arrête pas. Autrement dit, tout en reconnaissant pourquoi les syndicats sont nécessaires, tout en démontrant leur raison d'être sous le capitalisme, Marx explique aussi, il y a 130 ans de cela (longtemps donc avant les grandes périodes de syndicalisation), que les syndicats échouent s'ils ne luttent pas pour l'abolition définitive du salariat.

Marx se permet, et nous permet, d'évaluer les syndicats. Il le fait, non pas avec la seule lunette historique (ont-ils ou non marqué un progrès ? Personne n'en doute après tout !), non pas à partir des bornes de l'économique (arrachent-ils de meilleurs salaires ? et des journées de travail plus courtes ?, etc.), mais essentiellement à partir de critères politiques, à partir des questions les plus élémentaires de la lutte des classes : agissent-ils, mettent-ils leurs forces, travaillent-ils à l'émancipation définitive de la classe ouvrière, à l'abolition du salariat ? S'il nous faut parler des syndicats aujourd'hui, nous n'avons pas à le faire d'une manière moins politique que Marx ne le fit lui-même.

Plusieurs passages souvent cités, tirés des textes fondamentaux du marxisme, font valoir sous différentes formulations cette idée capitale pour comprendre le syndicalisme : une fois posée l'existence du syndicalisme lui-même, l'œuvre d'unité qui compte vraiment c'est l'unité de classe, c'est-à-dire l'unité politique pour le renversement du capitalisme et pour l'abolition du salariat ; cette unité qui contribue à faire du prolétariat la classe qui remplacera la bourgeoisie comme classe dominante dans la société, accélérant du fait même la lutte pour l'élimination de toute domination de classe.

Permettons-nous de citer seulement les passages suivants. De *Travail salarié et capital* : « S'il ne s'agissait vraiment dans les associations que de ce dont ils s'agit en apparence, notamment de la détermination



du salaire, si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels, ces coalitions échoueraient impuissantes devant la nécessité des choses. Mais elles servent à l'unification de la classe ouvrière, à la préparation du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classes. »¹⁶⁷ Et de *Salaire, prix et profit* : « Cette nécessité même d'une action politique générale est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort. »¹⁶⁸

Et surtout, cette instruction capitale de Marx au Conseil central de l'AIT (Première Internationale). Marx se prononce (en 1866) sur ce que doivent devenir les Trade-unions : « À part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir sciemment comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son

émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant et agissant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober dans leur sein les "non-society men" (les non-syndiqués-es) ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, elles feront naître la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. »¹⁶⁹

Pour Marx, la raison d'être des syndicats, qui est l'unité, doit nécessairement être traduite par les communistes en termes politiques : pour l'unité large de toute la classe (par un mouvement tourné vers les plus pauvres et les couches inorganisées au sein du prolétariat), plutôt que l'unité des seuls syndiqués ; une unité au service de l'« émancipation radicale » des millions de prolétaires foulés aux pieds (i.e. au service de l'abolition du capitalisme). Lénine plus tard reprendra exactement cette position de Marx. Pour nous, ce qui est formulé là, c'est pratiquement le noyau de la politique communiste à l'égard des syndicats.

Parler d'unité, de « front uni » dans les syndicats à tous propos, sans se rattacher à cette orientation politique très claire, telle qu'elle est définie par Marx, et après lui par Lénine, c'est parler inutilement et sans principes. Ce ne sont pas la méthode ou la tactique qui déterminent la ligne politique, c'est la ligne politique qui doit déterminer la tactique.

Questions soulevées par la tactique dans les syndicats

Il arrive trop souvent dans les organisations révolutionnaires que les discussions sur les questions de tactique soient fort mal menées, parce qu'au lieu de chercher à matérialiser concrètement une ligne politique par le « travail » – travail d'un parti, d'un groupe, d'un journal – on module la ligne politique en fonction d'une tactique préétablie, répétitive, une routine, et y a pas de routine qui va sans déviations. On collige des citations pour prouver un point, mais pas pour le démontrer ; on fige la tactique passée ; on la fait servir à toutes les sauces ; etc.

Un problème courant dans notre mouvement, c'est qu'on ne sait pas toujours ce qui explique la tactique. On dirait que la tactique a un caractère magique. Elle apparaît un fois, et puis, hop ! on l'adopte. Mais on le fait un peu comme si elle venait de passer par le « téléphone arabe », on la reçoit mal, et on la transmet mal. On procède à une mauvaise éducation

¹⁶⁶ Marx, *Salaire, prix et profit*, pp. 73-74.

¹⁶⁷ Marx, *Travail salarié et capital*, pp. 80-81.

¹⁶⁸ Marx, *Salaire, prix et profit*, p. 69.

¹⁶⁹ Marx & Engels, *Œuvres choisies*, t. 2, p. 84.

communiste, et souvent, on ne fait preuve d'aucun souci du contenu marxiste, du contenu politique – communiste – de la tactique.

Par exemple. On a eu quelquefois l'occasion d'entendre l'argumentation suivante : Lénine, au congrès de 1906 du POSdR, a « clarifié » *Que faire ?*, en particulier sur la question des syndicats et de l'importance de la lutte économique. Tout en reconnaissant l'importance de *Que faire ?*, on se dépêche de placer le contenu fabuleusement révolutionnaire de cette œuvre sur la glace, pour pratiquer, à partir d'un collage boiteux de citations, exactement l'inverse de ce qui était défendu dans *Que faire ?*. *La nouvelle Forge*, c'est l'anti-*Que faire ?*

Rappelons qu'en 1906, les fractions bolchévique et menchévique, après avoir fusionné leurs comités centraux, tinrent un congrès de fusion, en pleine période révolutionnaire. Le projet de résolution, qui disait entre autre que « *le parti doit tendre par tous les moyens à éduquer les ouvriers militants dans les syndicats dans l'esprit d'une compréhension de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat, afin de conquérir dans la pratique, par son activité, un rôle dirigeant dans ces syndicats* »¹⁷⁰ ne fut même pas adopté, le congrès vota un texte légèrement différent, rédigé en commission. Le congrès tourna à l'avantage des menchéviques qui l'emportèrent sur toutes les questions importantes. Dans son rapport du congrès que Lénine fit aux ouvriers de Saint-Petersbourg qui l'avaient désigné comme délégué, un rapport serré de 68 pages¹⁷¹, il n'y a que la moitié d'un paragraphe de dix lignes qui soit consacrée à la question syndicale.

Il y aurait tout lieu de croire que Lénine n'aurait pas ménagé les explications, les commentaires et la polémique si le congrès avait plus ou moins écarté un de ses « textes » majeurs qui clarifiait les idées de *Que faire ?* sur lesquelles une bataille épique, encore toute fraîche, avait fait rage dans le parti. On peut le regretter, mais le projet de résolution cité était en fait un texte secondaire, tout à fait circonscrit, sur une question qui ne retint qu'un temps marginal du congrès. C'est qu'en réalité, tout le congrès fut absorbé, en pleine période révolutionnaire, par les questions les plus chaudes de la lutte politique, sur lesquelles se divisaient encore bolchéviques et menchéviques, en l'occurrence, le boycottage des élections à la Douma et les illusions parlementaires, la politique de réforme agraire et la municipalisation des terres, et la question de l'insurrection armée.

Dans une certaine mesure, ce congrès confirma *Que Faire ?* dans lequel Lénine

avait écrit : « *De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, il ne s'en suit nullement que la lutte économique (professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, décisifs, des classes ne peuvent être satisfaits en général, que par des transformations politiques radicales.* »¹⁷²

Mais même en acceptant, pour les besoins de la discussion, que ces vingt lignes seraient plus claires que *Que Faire ?*, que disent-elles ? C'est simple. En 1905, 1906, les grèves se multiplient, les ouvriers affluent dans les syndicats, des soviets se constituent. La résolution dit ce que *Que faire ?* disait : le parti doit prendre ce flot montant d'ouvriers et les éduquer à la révolution. Elle proposait d'éduquer les ouvriers *dans l'esprit d'une compréhension de la lutte des classes et des tâches socialistes*. Considérer que cette tâche impérieuse telle que formulée par Lénine est une commande, à travers l'histoire, pour ramener le balancier de la lutte politique vers la lutte économique, comme semblent vouloir le faire les rédacteurs de *La nouvelle Forge*, c'est un repli vers l'économisme important, comme on n'en a pas vu souvent dans le passé.

Il existe un passage de *La guerre de partisans* de Lénine où celui-ci explique très précisément comment les marxistes conçoivent les formes de luttes. Elles ont un caractère historique, c'est-à-dire que, comme toute autre chose, elles changent, elles se changent elles-mêmes par la lutte des classes. Ce passage, c'est notre ABC pré-tactique.

« *Commençons par le commencement. Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ? En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les "invente" pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrines, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de masse qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de*



« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme. Pour la social-démocratie russe en particulier, la théorie prend une importance encore plus grande [...] Tout d'abord, notre Parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie et il est loin d'en avoir fini avec les autres tendances de la pensée révolutionnaire, qui menacent de détourner le mouvement du droit chemin. Ces tout derniers temps justement nous assistons, au contraire (comme Axelrod l'avait prédit de longue date aux économistes), à une recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates. Dans ces conditions, une erreur "sans importance" à première vue risque d'entraîner les plus déplorables conséquences, et il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les controverses de fraction et la stricte délimitation des nuances. De la consolidation de telle ou telle "nuance" peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de très longues années. [...] Le mouvement social-démocrate est, par son essence même, international. Il ne s'ensuit pas seulement que nous devons combattre le chauvinisme national. Il s'ensuit encore qu'un mouvement amorcé dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les différentes résolutions. Il faut pour cela savoir faire l'analyse critique de cette expérience et la contrôler soi-même. »

**Lénine, *Que Faire ?*
1902**

¹⁷⁰ Lénine, tome 10, page 163.

¹⁷¹ Lénine, tome 10, page 331.

¹⁷² Lénine, *Que Faire ?*, Ed. Pékin, p. 57.

nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, s'instruit, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des "fabricants de systèmes" dans leur cabinet de travail. [...]

« En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect historique. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique. À des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste. Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. »¹⁷³

N'avons-nous pas justement tendance à « abandonner complètement le terrain marxiste » quand on se hâte de clamer la priorité numéro un, c'est les syndicats, en citant un peu de Lénine de 1906 et 1907, et une dizaine de paragraphes de l'IC, mais sans examiner l'évolution et les conditions concrètes du mouvement ouvrier ?

Il faut voir également que ce passage de *La guerre de partisans* remet à sa juste place la critique de l'opportunisme de gauche (ou du gauchisme) et de sa tendance à inventer des formes de lutte, en dehors des masses. Cette critique est juste, mais elle vise ce qu'elle vise, pas plus et pas moins. On est parfois porté, quand on grossit sans raison le danger d'opportunisme de gauche, à condamner toutes les formes de lutte nouvelles, tout ce qui n'est pas identique à ce qui était jadis, sous prétexte que cela aurait été inventé en cabinet par des gauchistes. Lénine règle son cas à ce marxisme vulgaire. Si on n'a pas besoin d'inventer de nouvelles formes de

lutte, explique-t-il, c'est parce qu'elles évoluent et se modifient d'elles-mêmes dans l'histoire, et non pas parce que les formes existantes conviennent dans toutes les circonstances et à toutes les époques.

Mao a écrit à ce sujet dans *De la pratique* qu'une lutte existait dans les rangs révolutionnaires contre ceux et celles dont « ...les idées ne suivent pas le rythme des modifications de la situation objective, ce qui dans l'histoire s'est manifesté sous la forme de l'opportunisme de droite. »¹⁷⁴

Il n'y a aucune raison de ne pas demeurer sur le terrain du marxisme quand on traite des syndicats. Nous considérons non fondée, et absolument non marxiste, l'idée que formulent quelquefois des militants et des militantes dans le mouvement ouvrier à l'effet que les syndicats sont aujourd'hui ce qu'ils étaient en 1910, 1920 ou 1930 ; qu'il y avait alors, tout comme maintenant, l'aristocratie ouvrière, les « *labor lieutenants of the capitalist class* », le réformisme, la collaboration, les traîtres, les jaunes et les autres, et que donc, le mouvement ouvrier doit être travaillé exactement de la même manière, en mettant un papier carbone sur ce qui a été fait (ou plutôt, sur l'idée qu'on a de ce qui a été fait !). Cette conception est erronée. Non pas que les syndicats soient totalement différents de ce qu'ils étaient ; mais ils ne sont pas, loin de là, tout à fait les mêmes.

Un peu plus loin, nous présenterons rapidement les aspects politiques les plus significatifs de la situation des syndicats et du mouvement ouvrier dans la période qui a vu la scission entre les communistes et la social-démocratie, la constitution de l'IC et l'élaboration de sa tactique.

Disons d'abord que la période actuelle est marquée par quelques phénomènes qui tranchent dramatiquement avec l'époque concernée, disons celle autour de 1920. Mentionnons les faits suivants :

- Nous assistons présentement à une désyndicalisation importante du prolétariat dans la plupart des pays impérialistes, ou au mieux, à une stagnation relative des effectifs syndicaux. On connaît la baisse des effectifs syndicaux aux États-Unis, en France. Ajoutons l'exemple du Royaume-Uni où en 1979 le taux de syndicalisation était de 57,6 %¹⁷⁵, comparativement à 41,5 % vers 1988 (selon le tableau de l'OCDE qui figure dans ce document). Malgré la crise des vingt dernières années, les travailleurs-ses ne se tournent pas en nombre vers les syndicats ;
- Les courants du syndicalisme révolutionnaire de masse ont presque partout disparu ;
- Il n'y a pas de nouvelles générations issues de la classe ouvrière qui entrent

maintenant en masse dans les syndicats, ce qui enlève ainsi toute pression sur les couches formées de travailleurs-ses syndiqués-es depuis longtemps, ayant acquis un certain nombre d'avantages quasi permanents (selon la définition de l'aristocratie ouvrière d'Engels) ;

- Les systèmes syndicaux dominants dans le monde impérialiste, ceux qui servent de modèle, ont tous été instaurés longtemps après la période de construction politique de l'IC, et même après qu'elle eut disparu, et celle-ci ne pouvait d'aucune manière prévoir, deviner, anticiper sur les formes que prendraient ces systèmes syndicaux de collaboration liés à l'État. Mentionnons l'accord de Saltsjöbaden en Suède qui date de 1938 et qui institutionnalise la collaboration à grande échelle (modèle qui sera progressivement étendu aux autres pays de la région) ; le système de relations industrielles au Canada établi par l'État à partir de 1944, et à la même époque aux États-Unis ; le régime syndical allemand constitué en 1949, avec la création de la DGB et de la DAG ; les « syndicats maison » établis au Japon à partir de 1950, à l'initiative des USA ; etc. ;
- La bourgeoisie a constitué et renforcé avec les années un véritable système d'éducation au capitalisme (idéologique, économique et politique) qui passe en partie par les syndicats, un système beaucoup plus étendu, qui pénètre plus profondément à l'intérieur des effectifs des syndicats que le système des privilèges identifié par Lénine pour la minorité constituant l'aristocratie ouvrière (« *les institutions politiques du capitalisme moderne – la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. – ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques.* »¹⁷⁶ Objectivement, les syndicats se trouvent dans une position où ils servent, sous le régime actuel, d'école du capitalisme, un peu comme Lénine disait qu'ils serviraient sous la dictature du prolétariat d'école du communisme.

Ces quelques remarques ne cherchent pas à faire table rase du travail communiste dans les syndicats. Au contraire même, nous considérons qu'il faut redéployer la

¹⁷³ Lénine, *La guerre de partisans*, t. 11, p. 216.

¹⁷⁴ Mao, *De la pratique*, Cinq essais phil., p. 34.

¹⁷⁵ François Eyraud, *Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*, La Découverte, 1985.

¹⁷⁶ Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme*, t. 23, p. 129.

politique communiste dans le mouvement ouvrier, contre les abandons successifs de l'opportunisme de droite, et que pour ce faire, il faut en avoir une compréhension d'abord politique (marxiste), qui seule permet de modifier ce qui doit être modifié. La tactique, écrivait Lénine, c'est le caractère, l'orientation, les méthodes de l'activité politique d'un parti. « *Le congrès du parti adopte des résolutions tactiques afin de déterminer exactement la conduite politique du parti dans son ensemble, en face de problèmes nouveaux ou d'une nouvelle situation politique.* »¹⁷⁷

Dans *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, un texte pourtant dirigé contre l'opportunisme de gauche qui soi-disant voudrait toujours inventer, innover, imaginer du nouveau pour ne pas aller aux masses là où elles sont, Lénine parle brillamment de la nécessité d'avoir le maximum de souplesse dans la tactique. Il stigmatise les chefs de la II^e Internationale (Kautsky, Bauer) pour leur incapacité à déceler les « *... prompts changements de forme et la rapide entrée d'un contenu nouveau dans les formes anciennes* », et pour le fait de s'être laissés « *hypnotiser par une seule des formes de croissance du mouvement ouvrier et du socialisme, forme dont ils ont oublié le caractère limité ; ils ont eu peur de voir le bouleversement rendu inévitable par les conditions objectives, et ils ont continué à répéter des vérités élémentaires, apprises par cœur, aussi indiscutables à première vue que : trois c'est plus que deux.* »¹⁷⁸

Pour redéployer une tactique communiste dans la classe ouvrière, il faut nécessairement tenir compte du caractère limité (i.e. historique) des formes de croissance du « mouvement ouvrier et du socialisme » (et en l'occurrence du syndicalisme), et donc s'aligner (tracer sa ligne) à partir de ce qui est plus permanent, plus universel, dans la politique marxiste.

Un repère précieux, une borne incontournable, c'est l'analyse de l'impérialisme de Lénine, et ce qui en découle quant à la fracture du prolétariat entre minorité et majorité, entre les couches privilégiées et les masses profondes. Un morceau de choix nous est donné dans *L'impérialisme et la scission du socialisme*, écrit en 1916 :

« *L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux "masses". Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les "organisations de masse" des trade-unions anglaises étaient au XIX^e siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient.*

Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? [...]

« *Engels distingue entre le "parti ouvrier bourgeois" des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la "masse inférieure", la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la "respectabilité bourgeoise" Là est le fond de la tactique marxiste !* [accentué par nous, NDLR]

« *Nous ne pouvons – et personne ne peut – prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les "défenseurs de la patrie" dans la guerre impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, c'est d'aller plus bas et plus profond vers les masses véritables ; là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte.* »¹⁷⁹

Ce texte pourrait presque suffire à abréger n'importe quelle discussion sur la tactique, tant Lénine, développant Marx, est instructif sur le fond de la politique qu'il faudrait suivre.

On pourrait objecter : oui, mais Lénine s'est trompé sur le 1/5 du prolétariat ; ou encore : c'était en pleine guerre, et qui plus est, dans une bataille de tranchées contre le social-chauvinisme et l'opportunisme, ce texte en est un de ligne politique, pas un texte tactique ni pratique. C'est sûr, on trouvera toujours toutes sortes de bonnes raisons pour esquiver le « *fond de la tactique marxiste* », comme le dit Lénine. Mais ces objections ne tiennent pas.

D'abord, Lénine affirme que ce n'est pas le nombre des effectifs syndicaux qui compte, mais l'orientation politique. Ensuite, un taux de syndicalisation minoritaire est encore la règle dans beaucoup de pays, et là où des taux beaucoup plus élevés semblent avoir été

atteints, c'est généralement grâce au soutien de l'État et à l'institutionnalisation de la collaboration de classes.

Plus fondamentalement encore, nous devons prendre conscience, sans comparaisons indues, de tout ce qui dans la situation actuelle s'apparente à une situation de guerre contre la classe ouvrière. Une situation où le nationalisme et le chauvinisme règnent en maîtres, où c'est la conciliation avec le capitalisme qui est propagée par le mouvement ouvrier, dans l'intérêt d'une minorité, et au détriment des intérêts de la majorité véritable du prolétariat. Lénine et l'Internationale communiste ont largement, souvent et amplement traduit ce « *fond de la tactique marxiste* » en tâches pratiques de propagande et d'organisation.

Nous donnerons un exemple pratique, vivant, simple, concret, évocateur et instructif, de ce que cela pouvait signifier « *aller au plus profond des masses véritables* ». En 1916 toujours, Lénine, qui est réfugié en Suisse, aide autant qu'il le peut le noyau des premiers communistes de ce pays, qui sont encore à ce moment-là présents au sein de la social-démocratie. Lénine s'adresse à eux (les Zimmerwaldiens de gauche) et recommande à travers une série de questions, des objectifs quant à l'agitation, la propagande et l'organisation du parti :

« *Le parti doit, pour étendre son influence à des masses plus larges, éditer plus régulièrement les tracts gratuits, leur expliquant que le prolétariat révolutionnaire combat pour la transformation socialiste de la Suisse, transformation nécessaire aux neuf dixièmes de la population et conforme à leurs intérêts. Organiser une émulation publique entre toutes les sections du parti et surtout les organisations de la jeunesse pour la diffusion de ces tracts, pour l'agitation dans les rues, les habitations et les logements ; consacrer plus d'attention et d'énergie à l'agitation parmi les ouvriers agricoles, les domestiques de ferme, les journaliers, et aussi parmi les paysans pauvres n'exploitant pas de main-d'œuvre salariée et qui ne profitent pas de la vie chère pour s'enrichir, mais en pâttissent. Les représentants parlementaires du parti [...] seront tenus de mettre à profit les possibilités offertes par leur situation politique, moins pour s'adonner au Parlement à la rhétorique réformiste qui suscite à bon droit chez les ouvriers*

¹⁷⁷ Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie*, O.C. t. 9, p. 16.

¹⁷⁸ Lénine, *La maladie infantile...*, Éd. du Progrès, p. 141.

¹⁷⁹ Lénine *L'impérialisme et la scission du socialisme*, op. cit.

lassitude et méfiance, que pour prêcher la révolution socialiste parmi les couches les plus arriérées du prolétariat et du semi-prolétariat des villes et surtout des campagnes. »¹⁸⁰

Lénine ne dit pas à ses camarades suisses, qui ne sont encore qu'un petit groupe : n'allez surtout pas dans les syndicats ! Mais il ne dit pas non plus : allez surtout dans les syndicats ! Il prend les choses de manière différente. Il les invite à travailler de manière opiniâtre à gagner la majorité du prolétariat, en allant vers les couches les plus exploitées.

Les syndicats aux débuts de l'IC

Qu'on veuille le reconnaître ou non, rien n'empêchera qu'à l'époque où se sont constitués les partis communistes, et l'Internationale communiste elle-même, la situation du mouvement ouvrier et des syndicats était différente de ce qu'elle est maintenant. Les effectifs syndicaux (principalement dans les grands pays capitalistes) étaient passés de 9 millions en 1910 à 50 millions au début des années 20.¹⁸¹ Cette montée fulgurante du syndicalisme n'avait eu encore aucun précédent. Surtout qu'elle concernait pour l'époque d'abord et avant tout le prolétariat industriel et les ouvriers des utilités publiques. Comme on le sait, ce n'est que beaucoup plus tard qu'en Europe et en Amérique, les fonctionnaires, les enseignants-es et les différents corps de salariés-es au service de l'État vont se syndiquer sur une très large échelle.

Dans le Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge (ISR ou Profintern), Losovsky écrira, après avoir vertement dénoncé les vieux syndicats conservateurs, qu'ils réalisent néanmoins une tâche importante pour l'ouvrier : « la défense de ses intérêts immédiats contre la ruée frénétique du capital. Les syndicats ouvriers, ajoute-t-il, jouent le rôle d'un toit commun sous lequel viennent se réfugier tous les ouvriers aux époques d'intempérie sociale. »¹⁸²

Au deuxième congrès de l'IC (été 1920), la résolution sur le mouvement syndical et les comités de fabrique et d'usines constatera justement que la guerre et la période de l'immédiat après-guerre, ayant constitué rien de moins qu'une furieuse « époque d'intempérie sociale », fut propice à



Différentes publications syndicalistes révolutionnaires à l'époque de la Première guerre mondiale, en particulier des **Industrial Workers of the World**.

l'entrée du prolétariat dans les syndicats : « Pour s'assurer le succès dans la lutte économique, les larges masses ouvrières qui demeuraient jusqu'à présent en dehors des syndicats y affluent maintenant. »¹⁸³

Dans les rangs des révolutionnaires, on balance un peu, on hésite pour ainsi dire, entre l'idée, présente dans toutes les thèses de Lénine sur l'impérialisme, que les syndicats ne vont toujours regrouper qu'une minorité du prolétariat, et la conjoncture de l'après-guerre qui semble au contraire montrer que des branches industrielles complètes, peut-être même la vaste majorité du prolétariat, ira rejoindre les syndicats. Sur le long terme, c'est sans doute la première idée qui s'est révélée exacte. Mais dans l'immédiat, l'afflux d'ouvriers-ères dans les syndicats impose une pression énorme sur l'aristocratie ouvrière et sur la couche de travailleurs et travailleuses embourgeoisés-es.

Cette pression sera mise à profit politiquement par Lénine et les communistes.

D'autant plus qu'existent alors et/ou se constituent sur une base de masse, dans le mouvement syndical, un syndicalisme révolutionnaire, d'inspiration diverse, mais extrêmement vigoureux. Losovsky parlera en 1925 dans un article des *Cahiers du bolchévisme* de trois composantes du syndicalisme révolutionnaire : les syndicats communistes, les syndicalistes-communistes et les anarcho-syndicalistes.¹⁸⁴ C'est du côté de ce syndicalisme révolutionnaire que la révolution d'octobre recueille ses appuis les plus enthousiastes.

¹⁸⁰ Lénine, *Les tâches des Zimmerwaldiens de gauche dans la social-démocratie suisse*, O.C., t. 23, p. 157.

¹⁸¹ J. Bruhat et M. Piolat, *Esquisse d'une histoire de la CGT*, 1966.

¹⁸² Losovski, *Programme d'action...*, p. 126.

¹⁸³ *Les 4 premiers congrès de l'IC*, Drapeau rouge, p. 52.

¹⁸⁴ Losovski in *Cahiers du bolchévisme*, 1925.

De manière générale, ces courants adoptaient des positions de lutte de classes et de combat contre le capitalisme, appuyaient la dictature du prolétariat et le régime des soviets, mais restaient pour leur majorité « syndicalistes » et « apolitiques », c'est-à-dire qu'ils ne voyaient pas la nécessité d'un parti prolétarien révolutionnaire.

Les syndicalistes révolutionnaires français étaient membres de l'IC avant le Congrès de Tours, donc avant même la naissance du Parti communiste. Ce fut le cas également dans plusieurs pays. À l'époque, les principales sections syndicalistes révolutionnaires, c'étaient la minorité de la CGT en France, la CNT en Espagne, l'Unione Sindicale en Italie, les Wobblies (Industrial Workers of the World) aux États-Unis, les Shop Stewards Committees en Grande-Bretagne. Des organisations semblables existaient dans de nombreux autres pays, dont l'Australie et le Canada. Lénine caractérisait certains de ces courants, en particulier les IWW et les Shop Stewards Committees comme étant « un profond mouvement prolétarien de masse, qui se place en fait sur les positions fondamentales de l'Internationale communiste ». ¹⁸⁵

Les IWW avaient été la seule organisation syndicale aux États-Unis à dénoncer la guerre impérialiste de 1914-18. Ils avaient vu 4 000 ou 5 000 de leurs membres emprisonnés pendant la guerre. À la fin de celle-ci, les IWW comptaient néanmoins 120 000 membres.

Les communistes vont nécessairement mener le débat avec ces courants pour les débarrasser de leurs préjugés syndicalistes et anarchistes et de leur méfiance sur la question du parti. Ce sera une véritable lutte politique. Mais il fut néanmoins évident, et ce fort rapidement, que les noyaux communistes dans la plupart des pays européens et en Amérique (États-Unis, Canada), trouveraient du côté de ces courants syndicaux de masse, le milieu privilégié pour se développer eux-mêmes en partis communistes de masse. La tactique immédiate, maintes fois répétée dans des résolutions, et par Lénine lui-même dans des articles ou des lettres, était de se rapprocher, de se lier à ces courants syndicaux radicaux. Il s'agissait là d'une occasion unique pour l'Internationale communiste de constituer rapidement, en quelques années à peine, des sections fortes et nombreuses, implantées dans les masses, pour mener la lutte à la social-démocratie pour la direction effective du prolétariat.

Dans sa *Lettre à Sylvia Pankhurst* (28 août 1919) dans laquelle Lénine donne son avis sur les démarches de fusion entre les groupes révolutionnaires et communistes

en Grande-Bretagne, cette préoccupation de construire les partis communistes en pénétrant les courants syndicalistes révolutionnaires ressort clairement : « ...Je suppose naturellement que les courants 4, 6 et 7 (les partis ouvriers impliqués dans les démarches d'unité) réunis sont réellement liés à la masse des ouvriers, et ne représentent pas seulement des groupuscules d'intellectuels, comme cela se produit fréquemment en Angleterre. Sous ce rapport, les Workers Committee et les Shop Stewards qui, sans doute, sont étroitement liés à la masse, sont particulièrement importants. » ¹⁸⁶

La Thèse sur la tactique du 3^e congrès de l'IC était encore plus explicite en ce qui concerne la situation française : « La fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble est une condition nécessaire et indispensable de toute lutte sérieuse du prolétariat français. » ¹⁸⁷

Pendant toutes ces années cruciales, un des soucis premiers de l'IC au niveau tactique fut donc de ne pas perdre le contact et la sympathie de ces courants syndicalistes, dut-elle faire certains compromis. Entre autres le compromis suivant. Les deux premiers congrès de l'IC s'étaient prononcés pour l'adhésion directe des syndicats révolutionnaires à l'Internationale. Celle-ci était partisane de la plus grande centralisation possible de l'action. Et devant la montée généralisée des luttes économiques du prolétariat, elle appelait les syndicats à adhérer à l'IC et à fusionner « ...en une seule armée les divers éléments engagés dans le combat afin qu'ils agissent de concert et se prêtent un concours mutuel. » ¹⁸⁸

Rapidement, il devint évident que les syndicalistes dans l'Internationale étaient partisans de l'existence d'un regroupement proprement syndical sur des bases révolutionnaires. Un mois (le 16 juin 1920) avant que ne débute le 2^e Congrès de l'IC, ces groupes tinrent une réunion où fut constitué un Comité international provisoire des syndicats ouvriers, le CIPSO (précurseur de l'ISR). À cette réunion, Zinoviev, au nom de l'exécutif de l'IC, défendit l'idée que les syndicats devaient être pleinement membres de l'Internationale et au besoin se regrouper dans une section à l'intérieur. Les syndicalistes désiraient aller plus loin et se constituer en regroupement distinct. Les délégués eurent énormément de peine à s'entendre sur une déclaration. Lénine, qui est alors formellement consulté par Losovsky, recommanda d'être conciliant. Cet épisode est relaté par Losovsky :

« Comme toujours en cas de difficulté, je vins trouver Lénine. Je lui soumis mon texte, celui d'Aragona, et le compromis

proposé par Serratti. Le texte du compromis n'est pas fameux, dit Lénine, mais tout compte fait, on peut le signer. Il ne s'agit pas, pour le moment, du texte, mais du fait même que vous créez une organisation. Vous rédigerez par la suite un texte meilleur. L'essentiel, actuellement, est de fonder, ne serait-ce qu'une cellule internationale des syndicats révolutionnaires. Si vous ne réussissez pas à obtenir une déclaration plus nette, signez le projet de Serratti revu par vous. » ¹⁸⁹

Les choses n'allèrent pas nécessairement dans le sens premier souhaité par l'IC. Au 3^e congrès (22 juin-12 juillet 1921), une résolution vint formaliser ce compromis tactique : « Du point de vue de l'économie des forces et de la concentration plus parfaite des coups, la situation idéale serait la constitution d'une Internationale prolétarienne unique, groupant à la fois les partis politiques et toutes les autres formes d'organisation ouvrière. Il ne fait pas de doute que l'avenir appartient à ce type d'organisation. Mais au moment actuel de transition, avec la variété et la diversité des syndicats dans les différents pays, il faut constituer une union autonome des syndicats rouges acceptant dans l'ensemble le programme de l'Internationale communiste, mais d'une façon plus libre que les partis politiques appartenant à cette Internationale. » ¹⁹⁰

Du 3 au 9 juillet, donc presque simultanément, fut réuni le congrès qui devait présider à la fondation de l'Internationale syndicale rouge.

Les moyens pris par l'IC pour « aller aux masses »

Un certain nombre d'aspects ressortent clairement de la conjoncture politique et syndicale dans cette période 1916-1924, tels que :

- la croissance fabuleuse des syndicats ;
- le fait que les directions corrompues et la minorité pro-capitaliste à la tête de ces syndicats se trouvent littéralement submergées par l'afflux de prolétaires et par les exigences des luttes qui explosent un peu partout ;
- le fait également que même les syndicats conservateurs demeurent alors un « toit commun » sous lequel les prolétaires vont se réfugier pour mieux affronter les attaques ;

¹⁸⁵ Lénine, *Thèses sur les tâches du 2^e congrès de l'IC*, O.C., t. 31, p. 203.

¹⁸⁶ Lénine, O.C., t. 29, p. 568.

¹⁸⁷ *Les quatre premiers congrès...*, op. cit.

¹⁸⁸ Ibidem, p. 156.

¹⁸⁹ Losovsky, *Lénine tel qu'il fut, souvenirs de contemporains*, t. 2., p. 668.

¹⁹⁰ *Les 4 premiers Congrès...* op. cit.

- l'existence de fortes minorités syndicales révolutionnaires qui ont l'ampleur d'un mouvement de masse ;
- le développement qualitatif du mouvement ouvrier, résultat de l'apparition de partis communistes affranchis de la social-démocratie ;
- la volonté de l'Internationale d'amener rapidement ces partis au niveau de partis de masse pouvant diriger en pratique les plus larges sections du prolétariat en prévision des combats révolutionnaires futurs.

Tous ces faits, donc, suffisent à comprendre pourquoi les partis communistes ont alors, dans plusieurs pays, dirigé leur travail au premier chef vers les syndicats, aux côtés des nouvelles couches de prolétaires syndiqués, pour mener la lutte aux réformistes.

Il y aurait plusieurs questions à poser sur les résultats politiques à moyen terme de cette tactique (par exemple, quelle part prend cette tactique dans le long passage par l'économisme qu'a connu le mouvement communiste international ?). Nous ferions par contre une erreur en ne voyant pas, ou en ne voulant pas voir, que l'IC avançait sa tactique dans des conditions déterminées, conditions qui ne sont pas toujours les mêmes d'un pays à l'autre, ni à plus forte raison d'une époque à l'autre.

Il n'est nullement dans notre intention de nier l'importance du travail dans les syndicats. La position qui a toujours été celle des communistes, c'est que les partis doivent travailler (et non pas « peuvent » ou « essaieront », etc.) dans les syndicats. Il est impossible d'hésiter sur cette question. Les 21 conditions d'admission formulaient la question ainsi : « *Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières.* »¹⁹¹

Mais nous serions de bien mauvais-es communistes (en fait des adeptes d'un communisme purement livresque), si nous nous satisfaisions de cette commande impérative, de cette nécessité du travail syndical, pour conclure, comme des dilettantes : voilà, ce sera notre priorité, ce sera notre tâche centrale ! Jamais, ni Lénine, ni l'Internationale n'ont développé une telle orientation à portée générale.

En nous éduquant comme marxistes-léninistes, nous nous attachons à la raison des choses, plutôt qu'aux strictes phénomènes. S'agissant d'actions, de luttes, de formes de combat, de méthodes d'organisation, ce qui nous intéresse d'abord, ce sont les objectifs politiques, les buts poursuivis. Pour nous, le but est tout, les moyens et le mouvement doivent suivre et s'adapter.

Nous retenons de la tactique communiste et de l'IC l'appel du 3^e congrès : « *Allez aux masses !* » Tel est le fond de la tactique, tel est le mot d'ordre politique de la percée historique du communisme après la Première guerre mondiale. Prendre cet appel simplement pour un slogan qui frappe, c'est passer à côté de l'essentiel. Quand Lénine, le Parti bolchévique, l'Internationale communiste, disent et répètent ce mot d'ordre, expression parfaite du matérialisme historique, c'est aussi avec un objectif politique parfaitement ancré dans la lutte des classes de leur époque.

Les communistes ont conscience de ne pas être nés subitement de la côte d'Adam, mais d'émerger d'une puissante et formidable lutte de lignes dans le mouvement ouvrier international, une lutte contre le révisionnisme, le réformisme et le social-chauvinisme. Le fait d'avoir raison théoriquement et politiquement, ne leur donne en pratique aucun laissez-passer, aucun ticket gratuit, aucun billet de faveur pour prendre leur place et mener leur politique. Les communistes, comme maintenant (cela n'a pas changé du tout, soyons-en sûr), doivent s'installer, gagner par eux-mêmes et elles-mêmes les positions les plus favorables possibles dans la lutte des classes.

En l'emportant politiquement contre l'opportunisme de droite, honteusement démasqué pendant la Première guerre mondiale, les communistes n'ont pas pour autant eu raison de la base sociale propre à l'opportunisme. À l'intérieur des pays impérialistes, la tendance bourgeoise présente dans le mouvement ouvrier, la droite du mouvement, reposent sur une couche puissante, bien organisée, privilégiée, mais néanmoins minoritaire au sein du prolétariat, l'aristocratie ouvrière. Les révolutionnaires prolétariens auront le dessus sur l'opportunisme et le réformisme, en autant qu'ils organisent les masses prolétariennes et les conduisent dans la lutte à avoir elles-mêmes le dessus sur la minorité embourgeoisée qui les dirige.

Pour organiser ce « renversement » de politique, qui « *...exigera une période assez longue de combats révolutionnaires* » (*Thèse sur la tactique*), les communistes doivent aller vers les masses, c'est-à-dire, très clairement, dans les profondeurs du prolétariat, là où les privilèges sont inexistantes, là où l'exploitation est la plus sévère.

Honnêtement, ça demande beaucoup de caractère (ou bien peu, peut-être ?) pour des communistes d'aujourd'hui, pour réviser cette orientation fondatrice du mouvement communiste international.

Nous ne voulons pas encombrer la discussion, mais appuyons-nous encore

une fois sur ce qui compte vraiment. En l'occurrence, voici, tiré de la résolution du 2^e congrès portant sur les *Tâches principales de l'Internationale communiste*, résolution écrite par Lénine, un extrait qui est aussi une formidable leçon de politique.

Mais avant, reproduisons un passage du discours fait par Lénine devant le même congrès, alors qu'il présentait justement son rapport sur les « *tâches principales...* ». Après avoir fait le tour de la situation internationale résultant du carnage impérialiste, Lénine explique aux délégués-es des différents partis quel est le fondement des tâches principales qui sont proposées pour l'IC. Ce discours a le grand mérite de situer, dans un même « élan » pourrions-nous dire, le sens et l'importance relative des batailles politiques dans le mouvement révolutionnaire (contre l'opportunisme d'abord, contre la tendance de « gauche » ensuite) :

« *L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures du mouvement ouvrier, c'est un socialisme non prolétarien, mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir. [...] L'opportunisme est notre ennemi principal et nous devons en venir à bout. Nous devons quitter ce congrès avec la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle.*



¹⁹¹ Les quatre premiers congrès..., op. cit.

« Comparée à cette tâche, celle qui consiste à redresser les erreurs de la tendance de “gauche” dans le mouvement communiste sera aisée. Nous observons dans maints pays un antiparlementarisme qui n’est pas tant le fait d’hommes issus de la petite-bourgeoisie que celui de certains groupes avancés du prolétariat, mus par la haine à l’égard de l’ancien parlementarisme, haine légitime, juste et nécessaire, provoquée par le comportement des parlementaires de Grande-Bretagne, de France, d’Italie, de tous les pays. Il faut distribuer les directives de l’Internationale communiste, éclairer mieux et davantage les camarades sur l’expérience russe et le rôle véritable d’un parti politique prolétarien. Notre travail consistera à résoudre ce problème. (NDLR, Lénine anticipe alors sur la lutte du 3^e congrès contre le « gauchisme » qui visera la question des élections et des syndicats) Et la lutte contre ces erreurs du mouvement prolétarien, contre ces insuffisances, sera mille fois plus facile que la lutte contre la bourgeoisie qui, sous le couvert du réformisme, pénètre dans les vieux partis de la II^e Internationale et oriente toute leur activité dans un esprit non prolétarien, mais bourgeois. »¹⁹²

Lénine défendit l’idée que pour lutter contre l’opportunisme, les communistes ne devaient pas se contenter de rester dans les sommets du mouvement ouvrier, là où les réformistes ont leurs assises les plus solides, mais devaient aller dans les masses, profondément. Les thèses que le congrès vota formulèrent la chose ainsi :

« Elle [l’aristocratie ouvrière] bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est par-dessus tout pénétrée d’un esprit de corporatisme étroit, de petite-bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable point d’appui social de la II^e Internationale des réformistes et des centristes, et elle est bien près, à l’heure actuelle, d’être le point d’appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie, n’est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité qui sans aucun doute (comme l’a pleinement prouvé l’expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat. Tous les partis adhérent à la III^e Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d’ordre “plus profondément dans les masses”, en comprenant par masse tout l’ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l’organisation. »¹⁹³

Cette orientation est un exemple vivant du caractère « démocratique » du communisme, non pas comme si c’était un produit dérivé de la démocratie bourgeoise formelle, mais une démocratie réelle, révolutionnaire, dans laquelle les masses jouent un rôle véritable, où finalement, comptent le plus ceux et celles qui possèdent le moins, parce que ce sont eux et elles la vaste majorité du peuple, et des peuples.

La révolution communiste, préparée patiemment dans cet esprit, n’est pas un putsch, un complot minoritaire, une surprise, un coup de grisou nocturne dans la vie politique d’un pays ; ce n’est pas un changement de pouvoir par délégation, ce n’est pas le relais tendu d’une bureaucratie bourgeoise à une bureaucratie ouvrière ; c’est un mouvement qui s’est établi en liaison étroite avec tous et toutes les exploités-es, qui prend son souffle dans la vie réelle du prolétariat, dans les usines, les bureaux, les commerces, les polyvalentes, les HLM, les syndicats, les groupes de locataires, les associations de sans emploi, les locaux de quartier, les groupes culturels immigrants, les bars, brasseries, et évidemment, la rue. La rue, où le prolétariat va, où il ira et se tiendra pour renverser le pouvoir bourgeois.

Ce qu’il faut retenir des moyens mis en œuvre par les communistes pour assurer à l’époque une progression rapide du mouvement révolutionnaire dans les grands pays impérialistes, c’est un ensemble de dispositions qui sont toutes liées par un même fil, un même plan conducteur qu’on pourrait décomposer ainsi : a) établir et ne jamais perdre la liaison avec toutes les organisations prolétariennes larges ; b) toujours y installer, coûte que coûte, un groupe communiste indépendant, relevant exclusivement du parti (noyau, fraction, cellule, etc.) ; c) prendre la tête des combats du prolétariat ; d) renouveler le mouvement ouvrier en organisant en pratique et en éduquant au socialisme les couches les plus profondes et les plus nombreuses du prolétariat et des classes exploitées ; e) faire servir tout ce dispositif à la tâche essentielle d’arracher aux lieutenants de la bourgeoisie la direction politique des sections les plus larges du prolétariat, ce qui constitue une préparation indispensable à la révolution.

C’est ce « plan conducteur » qu’on doit nécessairement retrouver dans l’articulation des tâches des partis.

Dans la période 1919-1925, à travers ses débats, à travers les résolutions de ses congrès, ou de son comité exécutif (en particulier en décembre 1921 sur le Front unique prolétarien et en janvier 1924 sur les cellules d’usine, etc.), l’IC nous légua un cadre tactique qui, pour vraiment « aller aux masses », posait les nécessités suivantes



Couverture du numéro un de la revue de l’Internationale Communiste.

(...sinon, disait Lénine, il n’y aura tout simplement pas de mouvement communiste réel) :

- Transformer les petits partis communistes en partis de masse pouvant prendre la direction effective de très larges sections de la classe ouvrière ;
- Collaborer et se lier aux syndicats, en créer là où il n’y en a pas, y former des noyaux communistes, puis un réseau de fractions, mener la lutte idéologique et politique contre le réformisme et l’opportunisme pour les vaincre et transformer les syndicats en instruments de combat révolutionnaires ;
- Rester constamment en liaison avec toutes les organisations prolétariennes les plus larges (l’IC mentionnait les associations d’invalides, les unions prolétariennes de locataires, les conférences d’ouvriers et de paysans sans parti, etc.) et y mener là aussi la lutte idéologique et politique ;
- Tout en préservant le travail illégal, utiliser pour l’organisation et l’éducation du prolétariat toutes les possibilités laissées ouvertes par l’État bourgeois : la liberté de la presse, la liberté d’association, les élections, etc. ;
- Faire de chaque usine une « citadelle de la révolution ». Structurer le parti sur la base des cellules d’entreprise, qui doivent devenir « le centre de gravité du travail politique d’organisation » ;
- Appliquer les principes tactiques de l’unité du front prolétarien (Front unique ouvrier) de manière à amener, à travers toutes les étapes de la lutte, les opportunistes, les collaborateurs et les chefs

¹⁹² Lénine, O.C., t. 31, p. 238.

¹⁹³ Les quatre premiers congrès.... op.cit., p. 45.

réformistes, à se séparer du reste des travailleurs-ses qui aspirent légitimement à l'unité et à la lutte (voir le point 11 de la *Résolution politique* du 3^e congrès d'Action socialiste, avril 1990) ;

- Prendre la direction de l'armée des sans emploi, qui peut constituer un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale ; en profiter pour faire pression sur les syndicats et hâter leur renouvellement en y chassant les chefs traîtres ; faire de l'armée de réserve une armée active de la révolution ; mettre au premier plan les intérêts généraux du prolétariat et conséquemment déloger des postes de commande les défenseurs des intérêts particuliers de la couche supérieure. L'IC expliquait ainsi cette tâche de manière percutante et combien actuelle :

« En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahi par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche de sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le Parti communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière. »¹⁹⁴

« Dans certaines circonstances » ! Justement, quelles sont-elles ces circonstances, sinon celles de la période que nous vivons ?

Quel est notre rapport à cette tactique ?

C'est un euphémisme que de dire que le mouvement communiste international a subi de puissants revers depuis la période où cette tactique fut élaborée. Dans notre situation au Canada, nous en sommes pratiquement encore au recommencement. En rapport avec la taille du prolétariat au

pays, les effectifs des communistes canadiens et canadiennes avoisinent presque le zéro. Il est certain dans ces circonstances que nous n'avons pas à nous poser des tâches qui sont celles d'un parti bien établi, un parti qui serait d'ores et déjà devenu un parti de masse, et qui donc lutterait pour obtenir la direction effective de larges sections du prolétariat.



Ce qui peut impliquer, comme on l'a vu précédemment, de concentrer le gros de ses forces sur un point précis (selon la situation nationale particulière, la composition du mouvement ouvrier, l'existence ou non dans le prolétariat de divers courants combatifs et/ou socialistes, l'étendue des luttes, des grèves et des combats partiels, la crise économique que subit le prolétariat, etc.) qui se trouve à être le point le plus favorable pour établir le poste de commandement du gros des effectifs ouvriers et populaires.

Mais nous sommes actuellement à une étape qui précède la création du parti. Nous cherchons à former une avant-garde prolétarienne, un premier noyau communiste. Pour y parvenir, nous devons gagner au communisme les éléments les plus avancés, principalement par l'éducation communiste, en menant « ...une agitation et une propagande communistes sur une échelle aussi vaste que possible ».¹⁹⁵

Dans *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, Lénine explique que le premier objectif pratique des révolutionnaires est d'attirer l'avant-garde consciente du prolétariat du côté du communisme et de ses positions fondamentales. Lénine dit bien que cet objectif ne peut être atteint « ...sans une victoire complète, idéologique et politique, sur l'opportunisme et le social-chauvinisme ». ¹⁹⁶ Tant que cet objectif est devant nous, la propagande doit être placée au premier plan.

Regardant rétrospectivement ce qui avait été fait, et songeant en particulier à l'expérience des communistes en Russie, Lénine a reconnu précisément que « tant qu'il s'agissait – et dans la mesure où il

s'agit encore – de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat, la propagande s'est située au premier plan ; même les petits cercles de propagande sont utiles et féconds en dépit des défauts qui leur sont inhérents. »¹⁹⁷

Nous en sommes à ce premier objectif. Il n'y a pas au Canada d'organisation, de groupe, de noyau qui n'ait pas cet objectif devant lui. Mais souvent dans le mouvement, la reconnaissance de ce fait reste purement formelle, et elle est évacuée rapidement une fois qu'on est trempé dans la pratique. C'est comme s'il y avait une abondance de soi-disant communistes qui seraient tous et toutes candidats ou candidates pour se placer à la tête des masses, pour diriger les luttes et les combats, demain matin s'il le fallait ; ces aspirants sont des aspirants bureaucrates. Mais établir d'abord le parti, soumettre d'abord au prolétariat un programme révolutionnaire, répondre aux questions, clarifier la stratégie, mériter la direction, c'est trop, ou trop peu.

Il n'y a pas de direction sans parti. Cette idée est autant le point de vue des masses ouvrières que celui des révolutionnaires.

Tout le monde veut être l'état-major, qui veut construire l'armée ? Comment expliquer autrement le fait que des camarades aguerris privilégient à toute vitesse un curieux « front uni » informe, sans principes, à la propagande communiste contre l'emprise du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière ? Comment expliquer que des camarades veulent être libérés de la diffusion large, massive et gratuite auprès de délégués-es syndicaux de l'organe central de notre organisation, parce qu'ils priorisent le plat succès d'un « front uni » avec le candidat « untel » lors d'élections syndicales ?

Il faut se saisir de l'expérience passée, et aussi de l'expérience des autres, la contrôler plutôt que la recopier. Ainsi, au moins, on assimile la différence qui existe entre des partis qui sont de grands partis de masse, et d'autres qui sont à l'étape de former des noyaux, de rallier l'avant-garde au communisme et de lutter conséquemment contre l'opportunisme de droite qui est l'ennemi principal, l'adversaire acharné de l'acte même de naissance du parti communiste.

Voici un exemple de cette confusion. Certains ont voulu introduire dans Action socialiste, à partir d'un ancien texte de la LCMLC, l'idée que « notre situation est donc comparable à celle d'un parti comme

¹⁹⁴ Les quatre premiers congrès, op. cit., p. 100.

¹⁹⁵ LCMLC, Document d'entente politique, page 68.

¹⁹⁶ Lénine, La maladie infantile..., page 128.

¹⁹⁷ Ibidem.

le PC d'Angleterre en 1921 ». Regardons-y de plus près.

En avril 1920, Lénine écrit dans *La maladie infantile...* : « ..Il y a parmi les ouvriers un mouvement communiste tout jeune, large, puissant, dont la croissance est rapide et qui autorise les plus radieuses espérances. Il y a plusieurs partis et organisations politiques [...] qui désirent créer un parti communiste et sont déjà en pourparlers à ce sujet. »¹⁹⁸ Le Parti communiste allait effectivement être fondé quelques semaines plus tard. Le 6 août de la même année, dans un discours au 2^e congrès de l'IC, Lénine débat de la

situation en Grande-Bretagne. Il y affirme qu'au congrès de fondation du PC, les délégués représentaient approximativement 10 000 membres organisés. Lénine insiste aussi avec enthousiasme pour que Gallacher et les militants-es des Shop Stewards Committees qui sont au congrès, concrétisent le rapprochement avec le PC et amènent eux aussi leurs 10 000 membres.¹⁹⁹ Il ne fait pas de doute que dans un tel contexte, un parti avec des effectifs de départ de cet ordre, par une politique éclairée et une tactique soucieuse de l'accumulation de forces prolétariennes, surtout s'il garde et entretient un contact

étroit avec un courant syndical radical comme les Shop Stewards Committees qui était présent dans des centaines d'usines, peut réussir à se transformer en un parti de masse. C'est ce qu'attendait de lui l'IC. Convenons par contre que notre situation au Canada n'est nullement comparable à la situation du PC de Grande-Bretagne des années 1920-21.

On ne peut pas entretenir de confusion sur ces questions. Il faut clarifier les conditions actuelles, le moment présent, celui qui détermine comment va être relancé le combat communiste dans le prolétariat canadien.

Nos positions pour la relance du combat communiste



Rallier l'avant-garde au communisme

1) DANS LA PÉRIODE ACTUELLE AU CANADA, notre organisation est le principal noyau révolutionnaire actif, qui s'emploie de manière conséquente à recréer un parti communiste véritablement révolutionnaire. Nous considérons en être encore, compte tenu du niveau actuel des forces communistes dans la lutte des classes au pays, à l'étape de rallier les éléments d'avant-garde et les éléments les plus avancés politiquement dans la lutte des masses, aux orientations générale du communisme et à la nécessité d'une révolution prolétarienne au Canada.

Il existe au Canada des organisations trotskistes, réformistes ou semi-anarchistes qui prétendent toutes mener la lutte contre le capitalisme. Certaines d'entre-elles sont plus anciennes qu'Action socialiste, et possiblement plus influentes aussi. Mais il n'y a pas pour l'instant d'autre organisation marxiste-léniniste. Par contre, on retrouve au sein du prolétariat et des couches opprimées, un nombre appréciable (il n'a pas besoin d'être infiniment élevé pour être appréciable), de militants et de militantes d'avant-garde. Certains-es sont combatifs-ves, anti-impérialistes ou anti-capitalistes, d'autres, plus avancés-es, sont marxistes-léninistes, anti-révisionnistes ou maoïstes. Notre groupe peut fort bien être le seul présentement à lutter activement pour que renaisse un parti communiste, il n'est pas, loin de là, la « maison » de tous-tes les révolutionnaires au pays.

¹⁹⁸ Lénine, *La maladie infantile du communisme*, le « gauchisme », p. 100.

¹⁹⁹ Lénine, *Discours sur l'affiliation au Labour Party*, O.C., t. 31, p. 268.

Notre responsabilité est donc de mener la lutte politique et idéologique avec l'avant-garde actuelle (i.e. les éléments avancés) dans le but d'en convaincre le plus grand nombre d'adhérer à notre organisation, et d'adhérer particulièrement au communisme actif (au communisme de parti), sur la base d'une orientation politique la plus claire possible.

Développer notre ligne politique

2) POUR MENER CORRECTEMENT CETTE LUTTE idéologique et politique dont le but doit être l'unification des révolutionnaires marxistes-léninistes au sein d'un parti d'avant-garde, il est essentiel d'approfondir notre ligne politique, d'analyser les conditions, et d'avancer les moyens de la révolution prolétarienne au Canada, de manière à doter les forces d'avant-garde, et éventuellement le parti, d'un **programme communiste révolutionnaire**. Nulle recette n'existe. Seule la pratique révolutionnaire permet d'y arriver. Or pour les communistes, cette pratique se caractérise nécessairement par : **a) l'appropriation individuelle et collective du marxisme-léninisme ; b) l'enquête et l'analyse concrète des situations concrètes ; c) l'application de la ligne de masse.**

Le développement d'une ligne politique juste ne peut se faire que dans une lutte constante contre l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier et contre les falsifications du marxisme-léninisme et du communisme.

Analyser et contrôler l'expérience communiste

3) LES DÉVELOPPEMENTS POLITIQUES LES PLUS significatifs et les plus fructueux, les bonds en avant les plus importants dans la lutte contre l'opportunisme, nous ne pouvons les accomplir qu'en s'appropriant toujours davantage le marxisme-léninisme. La reproduction mécanique des programmes, des résolutions, des déclarations et des textes communistes des périodes antérieures et des partis et organisations du mouvement international, ne sera jamais aussi profitable dans la construction d'un parti, **que l'analyse et le contrôle sur la base des principes du marxisme**, des programmes, textes et résolutions du mouvement marxiste-léniniste.

À cet égard, nous considérons comme fondamental le principe contenu dans une recommandation que Lénine avait formulée dans *Que Faire ?* : « ...Un mouvement amorcé dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela, il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les dernières

résolutions. Il faut pour cela savoir faire l'analyse critique de cette expérience et la contrôler soi-même. »

Nous devons contrôler nous-mêmes l'expérience des autres communistes. Ce n'est pas chose facile.

Dans les conditions actuelles, où n'existe pas de véritable Internationale révolutionnaire, l'analyse et le contrôle de l'expérience et des pratiques des autres organisations et partis marxistes-léninistes est un défi considérable. Mais cette difficulté doit renforcer notre conviction qu'il faut **a) mettre de l'avant le principe d'une nouvelle Internationale ; b) organiser concrètement la réalisation de ce principe ; c) déployer nous-mêmes dès maintenant une activité internationale – à différents niveaux – faite de débats, de discussion et/ou de liaison avec d'autres partis et organisations.**

L'analyse et le contrôle de l'expérience communiste en général, donc y compris de l'expérience actuelle des partis et organisations marxistes-léninistes dans les pays impérialistes, est la méthode la plus sûre pour former des révolutionnaires et former un parti qui posséderont profondément le marxisme-léninisme, pourront l'appliquer dans chaque situation concrète, ne seront pas dépourvus dans les situations les plus variées de la lutte des classes, et pourront diriger le mouvement des masses de façon créatrice et assurée.

Élargir l'agitation et la propagande communiste

4) TOUT LE TRAVAIL D'UNE ORGANISATION communiste dans les étapes qui précèdent la création d'un véritable parti, doit consister à rallier les travailleurs et travailleuses et les militants et les militantes les plus avancés aux principes généraux de la révolution prolétarienne et du communisme.

Toute restriction dans la portée et l'étendue de l'agitation et de la propagande communistes par l'organisation pré-parti ferme des portes, coupe des ponts, restreint le contact et les opportunités de ralliement auprès d'éléments avancés dans le prolétariat, les mouvements de masses ; à l'inverse, tout élargissement, toute progression dans l'amplitude de l'agitation et de la propagande ne peuvent que favoriser le ralliement de l'avant-garde.

C'est la raison pour laquelle **les marxistes-léninistes défendent dur comme fer et mettent toutes les énergies qu'il faut pour développer, étendre, déployer sur une large échelle l'éducation communiste et l'agitation et la propagande.**

Rejoindre les éléments avancés

5) DEPUIS LÉNINE, IL A ÉTÉ CLAIREMENT établi que la conscience politique, l'attitude politique, l'élan spontané vers le socialisme et la contestation active de l'oppression sont les facteurs premiers qui distinguent les ouvriers-ères et les militants-es d'avant-garde. Après la longue et coûteuse faillite du réformisme ouvrier et du révisionnisme, dont les empreintes sont profondes et persistantes dans la conscience du prolétariat, cette démarcation sur la base des positions politiques des ouvriers-ères et des militants-es est d'autant plus importante.

Les éléments avancés que nous voulons rallier et regrouper, ce sont ceux et celles qui se placent, même confusément, sur les positions de la lutte des classes par opposition aux positions du compromis ; ceux et celles qui portent un « *élan vers le socialisme* » ; ceux et celles qui ne cèdent rien au chauvinisme et au nationalisme, ceux et celles qui sont anti-impérialistes et qui accusent le capitalisme ; ceux et celles qui veulent spontanément se placer du côté des mouvements de révolte plutôt qu'en opposition à eux. Lénine disait que les éléments d'avant-garde « *savent gagner l'entière confiance des masses ouvrières, se consacrent sans réserve à l'éducation et à l'organisation du prolétariat, adhèrent au socialisme à bon escient* ». Malgré des conditions d'existence qui peuvent être difficiles, et l'isolement politique n'est pas la moindre de ces conditions, les ouvriers et les ouvrières les plus avancés-es veulent apprendre et apprendre, ils et elles lisent les publications progressistes, révolutionnaires, ou anti-impérialistes, autrement dit, ils et elles veulent faire leur propre éducation de révolutionnaire, et sont donc ouverts-es pour la propagande et l'éducation communistes.

Sur cette question de l'avant-garde et des tâches immédiates d'une organisation pré-parti comme la nôtre, nous adhérons aux positions exprimées par les camarades de l'organisation française Voie prolétarienne dans leur plate-forme politique :

« *Regrouper l'avant garde, cela ne signifie pas pour l'essentiel, dans la période actuelle, rallier des militants qui existaient déjà et qu'il suffirait de convaincre de la justesse de notre orientation. [...] Regrouper l'avant garde, cela signifie principalement : dégager, former, éduquer en militants communistes les éléments avancés de la classe ouvrière et du mouvement des masses ; tous ceux qui se distinguent, par leur interrogation, leurs prises de positions, leur clarté de vue sur telle ou telle question : contre le chauvinisme, le nationalisme, le patriotisme d'entreprise et la cogestion, contre le réalisme économique, le pacifisme, le sexisme, etc. »*

Oser aller à contre-courant

6) RALLIER LES ÉLÉMENTS AVANCÉS POUR une organisation dont la tâche est de former un parti communiste révolutionnaire, dans un pays impérialiste où la classe ouvrière est depuis longtemps soumise à la domination politique, économique et idéologique de la bourgeoisie, c'est une double application du principe formulé par Mao Zedong **d'oser aller à contre-courant**.

D'une part, par l'organisation qui avance sa ligne politique au sein des masses prolétariennes. Une telle organisation doit nécessairement s'opposer aux conceptions dominantes dans la classe ouvrière, qui sont le reflet des conceptions bourgeoises dans la société : le réformisme ouvrier, le nationalisme, l'esprit d'entreprise, la fétichisation de la légalité bourgeoise, l'acceptation des inégalités basées sur les privilèges, etc. ; cette organisation doit sur toutes les questions **oser aller à contre-courant** et appliquer tout le temps l'esprit critique et révolutionnaire du marxisme ; sinon, elle se condamne à construire un parti opportuniste, un parti révisionniste, qui ne sera rien d'autre qu'une des voies qu'empruntera le courant dominant.

D'autre part, par l'avant-garde à l'extérieur de l'organisation, les travailleurs, les travailleuses, les prolétaires considérés-justement comme les éléments avancés, qui par eux-mêmes et elles-mêmes incarnent déjà d'une manière ou d'une autre ce principe d'oser aller à contre-courant, et c'est parce qu'ils et elles incarnent ce principe qu'une démarcation se fait ; **c'est parce qu'en pratique, sur une question ou une autre, les prolétaires d'avant-garde s'avancent, au cœur de la société capitaliste, contre le courant dominant, que l'organisation communiste doit impérativement aller vers eux et vers elles.**

Rejoindre les couches les plus exploitées

7) L'ÉDUCATION COMMUNISTE ET LA propagande doivent être placées au premier plan tant et aussi longtemps que nous demeurons à l'étape de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat. Pour ce faire, nous devons adopter toutes les mesures organisationnelles nécessaires pour déployer largement une propagande et une éducation communistes conséquentes (indépendance financière de l'organisation, régularité de notre presse, diffusion dans les grandes villes du pays et dans les principaux centres industriels, publication dans plusieurs langues, etc.) de manière à développer notre travail sur une vaste échelle.

Cela doit servir à rejoindre et regrouper les éléments prolétariens avancés chez les

travailleurs-ses immigrés-es qui ont une activité anti-impérialiste ; chez les syndicalistes résolument opposés à la collaboration de classes ; chez les militants-es anticapitalistes dans le mouvement populaire ; chez les ouvriers, les ouvrières et les employés-es des industries et des services où les privilèges sont inexistants et où l'exploitation est la plus grande ; chez les travailleurs-ses inorganisés-es, bafoués-es par la crise du capitalisme et qui réagissent par une volonté de s'organiser avec d'autres, etc.

Aller profondément dans les masses

8) NOUS NOUS RATTACHONS À LA MEILLEURE part de l'expérience du mouvement marxiste-léniniste qui, en menant fermement la lutte contre le révisionnisme au milieu des années 60, est aussi très largement restée sur le terrain du prolétariat.

Les marxistes-léninistes n'ont pas abandonné les syndicats à leur sort d'appendice de l'appareil bourgeois d'exploitation et d'oppression, ils ne se sont pas contentés d'en faire la dénonciation. Ils sont restés au poste de combat, et ont contesté largement la domination du révisionnisme et du réformisme dans les syndicats. Mais cette contestation, les marxistes-léninistes la mènent d'une manière régénérée.

En ce sens que **dans la classe ouvrière des pays impérialistes, la défense du marxisme-léninisme contre le révisionnisme et contre toutes les formes de liquidation du travail révolutionnaire, a aussi signifié historiquement un retour réel aux thèses de Lénine et de l'IC sur la nécessité d'aller profondément dans les masses ouvrières.**

Nous nous reconnaissons dans l'orientation qui vise à gagner une véritable adhésion de la majorité de la classe ouvrière, en allant d'abord vers les couches les plus nombreuses dans le prolétariat, qui sont aussi les couches les plus exploitées et les moins privilégiées, ces couches dont l'action seule peut renverser la direction actuelle de la minorité embourgeoisée sur toute la classe.

C'est une orientation nettement supérieure, à long terme, à celle des partis qui s'accrochent à la couche supérieure et à l'aristocratie ouvrière (comme les partis communistes révisionnistes et leurs succédanés actuels), ainsi qu'à l'orientation inverse des courants petit-bourgeois et semi-anarchistes qui veulent détacher politiquement du prolétariat une nouvelle minorité, composée cette fois des « exclus permanents » et des « sous-prolétaires ».

Relancer le combat pour le communisme !

9) NOTRE TÂCHE PRINCIPALE AU SEIN DU prolétariat est d'y faire pénétrer l'agitation et la propagande communistes. **En ce sens nous disons que nous devons sans attendre relancer le combat pour le communisme au sein du prolétariat.** Nous devons le faire dans les syndicats et à l'extérieur des syndicats, comme auprès de toutes les organisations prolétariennes de masse, dans le but d'abord d'y développer un noyau communiste, un groupe initial, un cercle, ou une cellule, qui, par un travail soutenu et organisé de défense et de promotion des idées communistes, ainsi que par l'application de la ligne de masse, vont progressivement se placer en position de pouvoir prendre la direction du combat de ces larges sections du prolétariat. Le principe qui guide cette lutte est celui que Marx et Engels ont formulé dans le *Manifeste du parti communiste* : les communistes représentent le **mouvement dans sa totalité.**

La lutte contre la collaboration de classe

10) À L'ÉPOQUE ACTUELLE, AU SEIN D'UN pays impérialiste comme le Canada, il n'y a qu'une seule façon de faire avancer le mouvement dans sa totalité, de représenter les intérêts du prolétariat comme classe dans sa totalité, c'est en menant fermement le combat contre la main de fer des ouvriers-ères embourgeoisés-es, de l'aristocratie ouvrière privilégiée et de la bureaucratie syndicale qui s'agrippe solidement aux rennes du mouvement ouvrier, faisant passer honteusement les intérêts des capitalistes et leurs propres intérêts et privilèges, devant les intérêts de l'immense majorité du prolétariat. En pratique, cela passe par la lutte contre toutes les formes et tous les aspects de la collaboration de classe dans le syndicalisme bourgeois, et par un intense travail, où le gros de nos forces seront jetées, auprès des larges couches prolétariennes qui sont abandonnées politiquement et/ou organisationnellement par le mouvement ouvrier « bourgeois ».

L'opposition dans les syndicats

11) DANS LES SYNDICATS, OÙ NOUS VISOUS à développer des noyaux communistes organisés, nous combattons la domination de la bourgeoisie relayée par les couches ouvrières privilégiées et par la petite-bourgeoisie syndiquée, domination qui sert à dissoudre le caractère prolétarien des syndicats et à les transformer en appendice de l'appareil bourgeois d'exploitation et d'oppression. En ce sens, nous luttons contre la collaboration de classes sous

toutes ses formes, contre l'esprit d'entreprise, contre la co-gestion et les illusions de la gestion participative, contre la souscription des travailleurs et des travailleuses au capital des entreprises, contre la paix industrielle et les contrats sociaux, contre la liaison étroite des syndicats avec l'État bourgeois, contre le nationalisme et l'adhésion de la classe ouvrière aux priorités industrielles de la bourgeoisie. **Comme communistes, nous sommes par principe, des militants actifs et des militantes actives de l'opposition prolétarienne au sein des syndicats « bourgeois », et nous nous consacrons à son organisation et à sa promotion.**

Se tourner vers la base ouvrière

12) NOTRE TRAVAIL DANS LES USINES ET LES entreprises syndiquées est principalement tourné en direction de la base ouvrière et des catégories de travailleurs et de travailleurs les plus exploités-es. C'est vers eux et elles que sont dirigées notre agitation et propagande ainsi que nos prises de position sur les questions d'ordre syndical, qui doivent toujours être faites en fonction d'éduquer les travailleurs et les travailleuses dans l'esprit de la lutte des classes, de promouvoir une attitude combative, de populariser les moyens d'action directe dans les luttes et de dénoncer les limites imposées à la classe ouvrière par le légalisme bourgeois.

L'objectif des cellules ouvrières

13) NOUS ENTENDONS CONSTRUIRE UN PARTI prolétarien dont la structure de base sera des cellules ouvrières constituées, par ordre de priorité, dans les usines, entreprises, bureaux, grands magasins ; dans des quartiers restreints, des secteurs, des groupes de rues ; dans des concentrations de HLM ou autres établissements analogues. La forme des cellules ouvrières, principalement établies sur les lieux de travail, est l'objectif en direction duquel nous voulons construire notre parti.

Pour y parvenir, nous voulons relancer le combat communiste à partir du développement de zones prolétariennes.

L'opposition prolétarienne

Il faut décupler la présence du communisme auprès des éléments avancés, auprès de l'avant-garde dans le prolétariat et les luttes de masse. Cela n'est pas se mouler sur le mouvement syndical, sous prétexte que c'est dans les syndicats, i.e. dans les exécutifs syndicaux, que se retrouvent les travailleurs-ses « les plus conscients-es » et « les meilleurs éléments ». Cette manière de voir est tout à fait mécanique. Il est plus juste de dire que les éléments avancés peuvent être dans les syndicats, mais qu'ils n'y sont pas nécessairement. Surtout dans un régime syndical comme celui en vigueur au Canada.

Dans plusieurs pays d'Europe, tout travailleur le moins conscient peut adhérer à un syndicat et il peut choisir lequel. Mais au Canada, cela n'est pas possible. Imaginons par hypothèse deux usines dans deux branches industrielles différentes. Dans une première usine, non syndiquée, disons de 500 travailleurs-ses, il peut y avoir une forte minorité de 200 ouvriers pro-syndicat, et là-dessus disons 30 ou 40 qui auraient un sentiment combatif spontané. Dans une autre usine de 500 employés-es, syndiquée depuis plus de 50 ans, on peut retrouver une trentaine de militants qui sont assidus au syndicat, mais qui reproduisent bon an mal, soit à l'exécutif, au conseil syndical ou sur des comités, un syndicalisme raisonnable fait de défense de terrain acquis et de compromis. Les « meilleurs éléments » peuvent aussi bien être dans la première usine que dans la seconde ; dans la minorité combattive, mais non syndiquée, que dans la couche militante du syndicat collaborateur.

Par ailleurs, même si on parvenait à égaliser les possibilités de se syndiquer, on ne parviendrait d'abord qu'à mesurer la

conscience syndicaliste (trade-unioniste) de la classe ouvrière.

Selon nous, c'est une erreur que d'idéaliser les syndicats en présumant que les travailleurs-ses les plus avancés-es dans le syndicat sont aussi les plus avancés-es au niveau de la conscience de classe. Quand cela se produit historiquement, c'est sous la pression d'une situation sociale qui propulse vers le haut la combativité, suscite l'adhésion aux syndicats, crée des courants radicaux, alimente les actions directes. Autrement, rien n'est moins sûr.

L'Internationale communiste a implicitement reconnu la possibilité (qui peut-être en fait bondir certains et certaines), que dans des conjonctures politiques et sociales, les syndicats peuvent rassembler parmi les pires éléments de la classe ouvrière. Ce fut le cas lors de la Première guerre mondiale.

« ...Pendant la guerre, les syndicats se présentèrent le plus souvent en qualité d'éléments de l'appareil militaire de la bourgeoisie ; ils aidèrent cette dernière à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité et à faire mener la guerre de la manière la plus énergique, au nom des intérêts du capitalisme. N'englobant que les ouvriers spécialistes les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étrangers aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte,

par un programme de transactions amiables avec les capitalistes. »²⁰⁰

Les syndicats étaient devenus les « organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie. » C'est le renouvellement des générations prolétariennes, leur entrée dans les syndicats et la période révolutionnaire de l'après-guerre, qui ont sauvé les syndicats. Autrement, ils agissaient en adversaire du prolétariat.

Losovsky, dans un article déjà cité datant de 1925, fait le même constat à propos des syndicats dans la guerre : « Leur activité en faveur de la guerre, la mobilisation des masses syndiquées pour des fins patriotiques – tous ces égarements mirent soudain en lumière les rattaches des organisations ouvrières à la société bourgeoise, rattaches à peine perceptibles avant la guerre. [...] Ils devinrent partie organique de l'État bourgeois. On les utilisait pour traduire les mots d'ordre des gouvernements dans la langue des ouvriers, pour dissimuler les buts impérialistes, pour exhorter les masses aux dévouements pour l'État et la patrie. »²⁰¹

Nous ne sommes pas en guerre. Mais le capitalisme est en crise ! Comme communistes, nous devons appeler le prolétariat à la vigilance. Est-ce que les syndicats ne sont pas aujourd'hui activement employés pour traduire dans la langue des ouvriers les mots d'ordre des gouvernements et des capitalistes ? Les syndicats ont-ils cessé d'exhorter les masses aux dévouements pour l'État et la patrie ?

²⁰⁰ Les quatre premiers congrès, op.cit., p. 53.

²⁰¹ Losovsky in *Les Cahiers du bolchévisme*, op.cit.

Parce qu'il n'y a plus de courants syndicaux révolutionnaires de masse ; qu'il n'y a aucune pression des masses ouvrières sur les syndicats pour y entrer, ou pour que ceux-ci changent leur politique ; que le nationalisme les a gagnés pratiquement à tous les niveaux, les syndicats développent de plus en plus rapidement une fonction d'éducation au capitalisme.

Le syndicat de l'usine Abitibi-Price à Alma (dont on a fait état précédemment dans ce document) a mis son œil en 1990-91 dans les « livres » de la compagnie. Il prit ainsi « ...connaissance d'informations financières particulières qui le surprendront. L'usine d'Alma n'était plus ce qu'elle était ; elle éprouvait de sérieuses difficultés en termes d'efficacité et de coûts. »²⁰² Voilà un cas d'éducation au capitalisme.

Nous avons mentionné précédemment la situation de l'usine de papier de Corner Brook à Terre-Neuve où en janvier, les travailleurs ont rejeté une baisse de salaire de 10 %. Après ce rejet, la compagnie a ouvert ses livres à un comité formé d'officiers du syndicat. Le *Globe & Mail* relate que le comité est revenu devant l'assemblée générale et lui-même « ...recommended will workers take a 10-per-cent pay cut totalling \$10 million ». ²⁰³ Voilà un autre cas. Il n'y a pas d'exception canadienne en la matière.

Il y a quelque temps, la CFDT en France a mandaté des chercheurs pour étudier les systèmes de relations de travail dans un certain nombre de pays, dans le but d'alimenter une réflexion dans la centrale syndicale. Dans leur rapport, ceux-ci ont insisté sur la dimension institutionnelle croissante des syndicats :

« La dimension institutionnelle du syndicalisme est un élément central de la compréhension des systèmes de relations sociales et professionnelles dans la mesure où avec l'affaiblissement des mouvements ouvriers, comme force propositionnelle d'alternative sociale, cette dimension est significative de la légitimité qu'accorde chaque société nationale au syndicalisme. [...] On a pu observer, depuis l'arrivée d'un gouvernement de gauche en 1981, un renforcement du rôle institutionnel du syndicalisme qui a été fortement sollicité pour soutenir la politique du gouvernement, participer à la gestion des grands équilibres et aux efforts d'adaptation des entreprises, alors que parallèlement les effectifs syndicaux chutaient considérablement. »²⁰⁴

Le rapport poursuit, à propos de certains autres pays d'Europe : « Le syndicalisme belge a continué à jouer un rôle central dans la régulation de l'emploi, le syndicalisme allemand a confirmé jusqu'à très récemment sa capacité à trouver des

compromis avec le patronat, ses efforts étant aujourd'hui absorbés par la mise en place d'une structure institutionnelle dans les länders de l'ex-RDA, le syndicalisme italien a cherché, dans le cadre des efforts de la société italienne pour définir un nouveau pacte socio-politique, à renforcer sa capacité à peser sur la régulation collective, en allant jusqu'à prendre des positions très critiquées par les salariés sur la sortie de l'échelle mobile. »²⁰⁵

Est-ce à la suite de cette réflexion édifiante, toujours est-il que la direction de la CFDT, dans un document préparatoire à son trentième anniversaire, propose d'instaurer un nouveau rapport entre le patronat et les salariés, dans lequel « les syndicats prendraient en charge la fonction de modérateurs » (souligné par nous).²⁰⁶

Cette fonction de modérateurs n'est pas étrangère au fait que les luttes dans la classe ouvrière semblent échapper de plus en plus à l'initiative directe des syndicats. En Italie, l'organisation maoïste *Rossoperaio* participe au mouvement des comités de base dans les usines et les entreprises, le mouvement des *COBAS*. Issus d'abord du secteur public, en particulier chez les postiers, les *COBAS* se sont construits ces dernières années dans les grandes entreprises industrielles. Les *COBAS* ont joué un rôle important dans toutes les mobilisations ouvrières récentes. *Rossoperaio* écrit, à propos de la CGIL, l'ex-centrale pro-

communiste : « La nature réelle de la contradiction à l'intérieur de la CGIL n'est pas entre une droite et une gauche, qui de toute façon, cohabitent ensemble, mais entre un syndicat pro-patronal et pro-gouvernemental attaquant les travailleurs, incarné par Trentin, Del Turco et cie, et un syndicat de classe à reconstruire. [...] C'est justement à cause de la CGIL homologuée, de la CISL, et de l'UIL **que les travailleurs sont sans syndicat** [NDLR, souligné par nous], posant ainsi avec force le problème de la reconstruction du syndicat de classe. »²⁰⁷

Cette expérience pratique, que nous entendons suivre de près, est une illustration frappante de ce que la critique des syndicats bourgeois et de leur participation au capitalisme, la critique de leur fonction d'éducation au capitalisme, n'est pas une chute dans l'inactivité et dans le renoncement aux combats ouvriers. C'est tout le contraire même. La situation en Italie, où actuellement les jeunes et les ouvriers-ères de la base manifestent une volonté de prolonger dans la durée les luttes des

²⁰² CSN, *Colloque Gérard Picard IV*, op.cit. p. 16.

²⁰³ *Globe & Mail*, 27/5/94.

²⁰⁴ Pierre-Éric Tixier, in *La revue de l'IRES*, n° 14, hiver 94.

²⁰⁵ Ibidem.

²⁰⁶ *Socialisme International*, octobre 1994.

²⁰⁷ *Rossoperaio*, septembre 1992.



Avec le Fonds de solidarité, la FTQ a constitué comme une seconde centrale à l'intérieur de la centrale. Le réseau des RL (responsables locaux du Fonds, dont on voit ici une réunion à St-Hyacinthe) dans chaque syndicat, enracine profondément le « nouveau syndicalisme ». « Ce sont de nouveaux délégués syndicaux, spécialisés dans les questions d'épargne, de fiscalité, de retraite et de création d'emploi » (*Solidarité Inc.*, page 70). Pas étonnant que, dans un colloque sur les nouvelles stratégies patronales, quand la question fut posée à Bernard Lemaire de Cascades : « Est-ce que les employés doivent être protégés par un syndicat ? », il ait répondu : « Je réponds oui, sans hésitation ; oui pour éviter les abus et pour collaborer au développement de l'entreprise. » (*Solidarité Inc.*, page 129)

derniers temps, montre avec éclat que la construction par les révolutionnaires d'une opposition prolétarienne est une incitation au combat, un appui au mouvement des masses.

Les vieux révisionnistes, dans ces circonstances, se posent des questions. La CGT française prépare son centième anniversaire pour la fin 1995. Au cours des dernières dix années, la CGT a perdu 63 % de ses adhérents-es.²⁰⁸ Son secrétaire général, Louis Viannet, en est venu à avoir quelques doutes : « *Est-on sûr que nous ne sommes pas perçus comme faisant partie d'une institution, d'un appareil d'État ?* »²⁰⁹

Le Fonds de solidarité de la FTQ au Québec (on attend pour bientôt la naissance de ses frères cadets de la CSN et de la CEQ) a donné la réponse à la question de Viannet. En 1987, le journal *The Gazette* écrivait : « *La FTQ est un joueur important dans le système capitaliste québécois.* »²¹⁰ La tâche d'éducation au capitalisme effectuée par la FTQ et le Fonds est tout simplement colossale.

Les membres du Fonds apprendront « *la nécessité de la rémunération du capital* ». ²¹¹

« *Le Fonds va permettre aux travailleurs de connaître les rouages de leur entreprise et de mieux comprendre l'importance des profits.* »²¹²

« *En peu de temps, le Fonds va devenir la plus grande école syndicale de formation économique au Québec.* »²¹³

« *Pour empêcher le système de péter, la FTQ a jugé que le syndicalisme devait intervenir pour développer l'emploi avec les autres partenaires sociaux. Nous avons décidé d'agir pour restaurer un climat un climat de confiance dans un système économique et démocratique qui nous a assez bien servi jusqu'ici.* »²¹⁴

La construction d'une véritable opposition prolétarienne prend la leçon de cette situation. Le *Fonds de solidarité* et la FTQ expriment la satisfaction d'une partie seulement de la classe ouvrière dans ce « *système économique et démocratique qui nous a assez bien servi jusqu'ici* ». La majorité du prolétariat, quant à elle, est laissée pour compte et ne peut prétendre à une aussi grande satisfaction.

Le prolétariat du Canada doit se sortir du système capitaliste exploiteur. Les militants et les militantes révoltés-es et révolutionnaires dans les entreprises, dans les usines, dans les syndicats, avec les sans emploi et les différents couches opprimées dans la population, doivent construire un camp prolétarien, ouvertement opposé à la bourgeoisie et aux gouvernements. Pendant toute une période, la progression politique et le développement de « cet autre camp », se fera aussi en opposition avec l'orientation et la direction actuelle du mouvement ouvrier. Il faut que l'opposition dans les syndicats soit la même que celle qui anime les luttes dans la rue ; les opposants à la collaboration de classe doivent être ceux-là mêmes et celles-là mêmes qui, à travers les luttes, déchirent le rideau obscurcissant de la légalité bourgeoise, du parlementarisme sénile, et des divisions multiples.

Il faut construire une seule et même opposition prolétarienne !

Nous disons qu'il existe un danger à fermer les yeux sur l'éventail des secteurs où peuvent être les ouvriers et ouvrières avancés-es et à considérer mécaniquement que les éléments les plus conscients de la classe ouvrière sont concentrés pour l'essentiel dans les syndicats. Ce danger, c'est celui d'idéaliser le mouvement syndical et de lui conférer toutes les potentialités ; de lui attribuer de facto un caractère politique prolétarien. Le PCO fit cette erreur en 1982 sur la question nationale québécoise. Dans son document *Pour un véritable mouvement national québécois*, le PCO défendit la position de développer le mouvement national dans les syndicats, dans le but de redonner une base de masse à ce mouvement, sous-entendu, une base de classe : « *Puisque le combat contre l'exploitation est indissociable du combat contre l'oppression nationale, nous pensons que le mouvement national*



« *...Le mouvement national québécois doit se développer au sein des organisations syndicales et populaires que nous nous sommes données.* » (PCO) Ne vous inquiétez plus, c'est fait !

québécois doit se développer au sein des organisations syndicales et populaires que nous nous sommes données. Ces organisations regroupent des dizaines de milliers de travailleurs, travailleuses en lutte, capables de redonner très rapidement une base de masse au mouvement national. »²¹⁵

Même si le PCO n'a pas lui-même mis la main à la pâte, il reste que c'est essentiellement ce qui s'est produit après 1985. Les nationalistes québécois ont en partie redonné une base de masse à leur mouvement, en gagnant plus profondément que par le passé les syndicats au nationalisme. Mais au lieu de conférer un caractère ouvrier au mouvement national, cela a plutôt servi à accentuer le caractère nationaliste du mouvement syndical. En formulant cette proposition, le PCO avait donné l'exemple d'une nette surévaluation du mouvement syndical québécois et d'une négligence dans la lutte contre l'opportunisme de droite. Il avait cessé d'aller à contre-courant et se méprenait grandement sur la détermination des éléments d'avant-garde au sein du prolétariat canadien.

Ne répétons pas les mêmes erreurs.

**Travailleurs et travailleuses du Canada,
prolétaires des différentes nations au pays :**

Allons à contre-courant de la collaboration de classes !

Construisons une opposition prolétarienne au Canada !

**Forgeons notre parti révolutionnaire,
notre nouveau parti communiste !**

²⁰⁸ CGT, *Journal Le Peuple*, n° 1390-91.

²⁰⁹ CGT, *Journal Le Peuple*, n° 1392.

²¹⁰ *The Gazette*, 25 février 1987.

²¹¹ *Les Affaires*, 16 juillet 1983.

²¹² Claude Blanchet in Louis Fournier, *Solidarité Inc.*, p. 58.

²¹³ *Solidarité Inc.*, page 70.

²¹⁴ Louis Laberge in *Solidarité Inc.*, page 99.

²¹⁵ PCO *Pour un véritable mouvement national québécois*, 1982.